



Réarmer le bolchévisme

Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste

PAGE 4

Bilan critique

Trotsky et l'Opposition de gauche russe

PAGE 29

Susan Adams, 1948-2001

PAGE 2

LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAGE 64

Notre camarade Susan Adams est décédée chez elle le matin du 6 février après deux longues années de bataille contre le cancer. En trente ans comme cadre communiste, Susan a servi sur beaucoup de fronts de notre parti international. Il y a très peu de sections de la Ligue communiste internationale ou de secteurs d'activité qui n'aient pas directement profité de ses conseils politiques et de ses talents exceptionnels pour éduquer et former une nouvelle génération de dirigeants prolétariens. Elle a joué un rôle important dans la direction de la Spartacist League/U.S. et dans celle de la LCI jusqu'à sa mort. Nous saluons sa mémoire et partageons le chagrin de son compagnon et camarade François, de sa famille et de ses camarades et amis partout dans le monde.

Au milieu des années 1960, Susan fut, comme des milliers de jeunes, propulsée dans la politique par le mouvement des droits civiques, l'opposition à la guerre du Vietnam et la situation quasi-révolutionnaire de Mai 1968 en France. Elle rejeta avec force le mysticisme et le moralisme hypocrite de son éducation catholique et lutta contre l'oppression intériorisée que celle-ci avait causée. Lorsqu'elle était étudiante à l'Université de Californie à San Diego, elle adhéra à Students for a Democratic Society (SDS); elle fut attirée par le Progressive Labor Party stalinien de gauche qui en constituait l'aile pro-classe ouvrière. C'est en 1970 lorsqu'elle vint étudier à l'Université de Stony Brook, dans l'Etat de New York, et qu'elle commença à travailler dans le SDS avec le Revolutionary Marxist Caucus dirigé par la Spartacist League, que Susan fut gagnée au trotskysme. De retour en Californie, Susan adhéra à la Spartacist League en décembre 1971. Quelques mois plus tard, elle fut élue organisatrice de notre comité local de San Francisco en pleine expansion. Elle y aida à intégrer les nouveaux camarades recrutés de diverses tendances politiques.

Lorsqu'au début de 1973, nous avons décidé d'avoir un comité local à Detroit, la ville de l'automobile, c'est Susan qui a été choisie pour la diriger. C'est avec fierté qu'elle disait que ce bastion d'ouvriers industriels noirs était le Vyborg du prolétariat américain, faisant allusion au bastion prolétarien du bolchévisme à Petrograd à la veille de la Révolution russe. Elle organisa avec beaucoup d'énergie la diffusion de notre propagande trotskyste dans les rangs du prolétariat combatif des usines automobiles, mettant souvent la main à la pâte quand il s'agissait d'écrire, ronéoter et diffuser nos premiers tracts. Susan organisa aussi la formation interne afin que tous les camarades aient une formation marxiste solide; elle s'assura que les camarades qui travaillaient à la chaîne cinquante heures ou plus par semaine, avec des horaires différents et souvent de nuit, aient aussi l'occasion de faire du travail politique et polémique dans les facs.

Susan Adams

1948-2001



Après un peu plus d'un an à Detroit, Susan vint à New York diriger notre organisation de jeunesse nationale, la Spartacus Youth League (SYL). Elle s'attaqua à cette tâche avec l'énergie et la détermination politique qu'elle mettait toujours à ce qu'elle faisait, visitant les comités locaux les uns après les autres, lançant ou dirigeant les campagnes régionales ou nationales de la SYL, supervisant la publication de son mensuel *Young Spartacus*, d'un haut niveau politique, et insistant sur la formation marxiste et les polémiques.

En 1976, lorsque la tendance spartaciste commença à s'implanter en Europe, Susan s'attela à un autre domaine important de notre travail, pour le secrétariat international cette fois. Etablie à Paris, elle devint la dirigeante centrale de notre travail en Europe et Paris devint l'un des trois principaux centres de notre internationale. Jusqu'en 1992, Susan fut la principale dirigeante de la Ligue trotskyste de France. Elle joua un rôle capital dans les débats et discussions de la LTF et de l'internationale pour élaborer notre stratégie et nos tactiques dans ce centre

international du pseudo-trotskysme; elle le fit en particulier dans le contexte de la réémergence du front populaire sous forme de «l'Union de la gauche» à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Déterminée à inculquer à nos cadres européens les conceptions de James P. Cannon sur la construction du parti et les normes de fonctionnement bolchéviques – dont ils n'avaient généralement aucune notion – elle travailla étroitement avec les dirigeants souvent inexpérimentés de nos sections européennes. Elle leur apprit à savoir profiter des ouvertures qui se présentent pour construire le parti, leur montra comment gagner au parti révolutionnaire des groupes de militants en mouvement vers la gauche dans les organisations centristes. Elle leur apprit aussi à combattre les pressions incessantes de l'esprit de clocher français, du travaillisme britannique, du nationalisme allemand renaissant, etc.

En juillet 1994, dans une période qui s'avérait réellement nouvelle et difficile après la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, Susan, pour aider à réorienter le travail de la LCI, écrivait au secrétariat international :

«La principale tâche du S.I. est la production de propagande littéraire appropriée, nécessaire et urgente, en quatre langues et même parfois cinq – en russe – surtout dans *Spartacist* [...]. Publier de la propagande doit en principe fournir une orientation politique; c'est le cadre permettant aux sections de structurer leur travail, dans l'esprit développé par Lénine dans *Que faire?*»

Lorsqu'à l'automne 1989, il y eut un début de révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est, Susan se mit bien évidemment à la tâche de guider et de faire avancer notre intervention trotskyste. Elle joua un rôle important dans



**Berlin-Est,
14 janvier 1990 :
Susan (à gauche)
avec le cortège
spartakiste dans
une manifestation
en l'honneur de
Karl Liebknecht et
Rosa Luxemburg
lors de la
révolution politique
naissante**

la mobilisation de front unique dont nous avons été à l'initiative à Berlin-Est, pour protester contre l'attaque par des fascistes d'un monument en l'honneur des héros soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale. Cette manifestation du 3 janvier 1990 à Treptower Park rassembla 250 000 personnes.

En 1992, lorsque la direction de la LTF succomba à ces pressions que Susan avait elle-même si bien vues et combattues ailleurs, il y eut une âpre bataille lors d'une conférence de la LCI. Susan s'efforça d'en assimiler les leçons politiques. Quelques mois plus tard elle acceptait la délicate mission de diriger le petit groupe de la LCI à Moscou, reprenant le flambeau de notre camarade Martha Phillips, qui avait été assassinée à son poste cette année-là. Travaillant dans une situation laissant peu de place à l'erreur, notre groupe de Moscou lutta pour réimplanter le bolchévisme dans le contexte de la dévastation créée par la contre-révolution capitaliste et face au chauvinisme rétrograde de la coalition «rouge-brune», sous-produit du stalinisme.

Susan n'était pas spécialement douée pour les langues mais elle s'attela à l'étude du russe avec la même discipline et la même détermination dont elle avait fait preuve lorsqu'elle avait appris le français. Etant donné la limite de nos ressources qui se surajoutait à la situation objective profondément négative dans l'ancienne Union soviétique, nous

avons dû renoncer à avoir une présence en tant que groupe organisé à Moscou. Jusqu'à ses derniers jours, Susan aimait parler de ses «gars de Moscou», comme elle appelait les jeunes camarades de différents pays qui s'étaient portés volontaires pour cette tâche ardue et dangereuse. Certains d'entre eux, fraîchement recrutés, venaient de l'ex-Allemagne de l'Est. Tous ont été formés en tant que cadres léninistes sous la houlette de Susan.

Après vingt années passées hors des Etats-Unis, Susan y est retournée pour travailler dans l'administration centrale du parti, consacrant beaucoup de son énergie à former une nouvelle couche de jeunes à New York et au niveau national. Cherchant à tirer profit de notre succès lors de la mobilisation contre le Ku Klux Klan d'octobre 1999, Susan s'adressa à la section spartakiste de New York, dont elle était la secrétaire politique :

«Cette manifestation remet vraiment dans son contexte la dernière décennie, où il ne se passait pas grand chose. Il y a eu beaucoup de luttes dans le parti au cours des deux dernières années. Nous nous sommes efforcés d'éliminer la rouille dans le parti et de nous préparer à exactement ce genre de situation, et le parti y a, je crois, très bien répondu ce mois-ci. Il s'agit maintenant de l'exploiter. Bref, toute la question ici est : c'est pour des situations comme celle-ci que nous vivons, c'est ce pour quoi nous luttons – maintenant nous l'avons et il nous faut en tirer le plus grand avantage, de la façon la plus politique possible.»

Durant cette période, elle consacra aussi beaucoup de ce qu'il lui restait d'énergie à préparer son rapport sur «Les femmes et la Révolution française» et à en faire une rédaction pour publication. Même confinée chez elle durant ses derniers jours, elle aidait encore à en choisir les illustrations et la mise en page. Il reste à achever beaucoup d'autres de ses projets, comme par exemple l'index pour le premier volume relié de *Spartacist* en français.

La beauté et la générosité de Susan frappaient tous ceux qui la rencontraient. Elle sollicitait et écoutait attentivement l'opinion tant de nos tout jeunes membres que des cadres les plus expérimentés du parti et n'hésitait pas à débattre avec eux si elle n'était pas d'accord. Elle possédait une curiosité intellectuelle intense et plusieurs d'entre nous se souviennent avoir partagé avec elle, quelque part dans le monde, une expédition en librairie, un roman, une symphonie de Chostakovitch, une exposition ou une pièce de théâtre. Son esprit critique, son intégrité et sa détermination révolutionnaire nous serviront à tous d'inspiration pour continuer la tâche à laquelle elle avait consacré sa vie : reforcer la Quatrième Internationale trotskyste et établir le communisme dans le monde entier.

édition française

SPARTACIST



Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Elizabeth Gordon et Xavier Brunoy (responsables), Blandine Hauser (coordination), Alexandre Duanec, Amy Rath, Herminio Sanchez, Kathie Silver, Alison Spencer

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Irene Gardner (New York), Marc Guétier (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

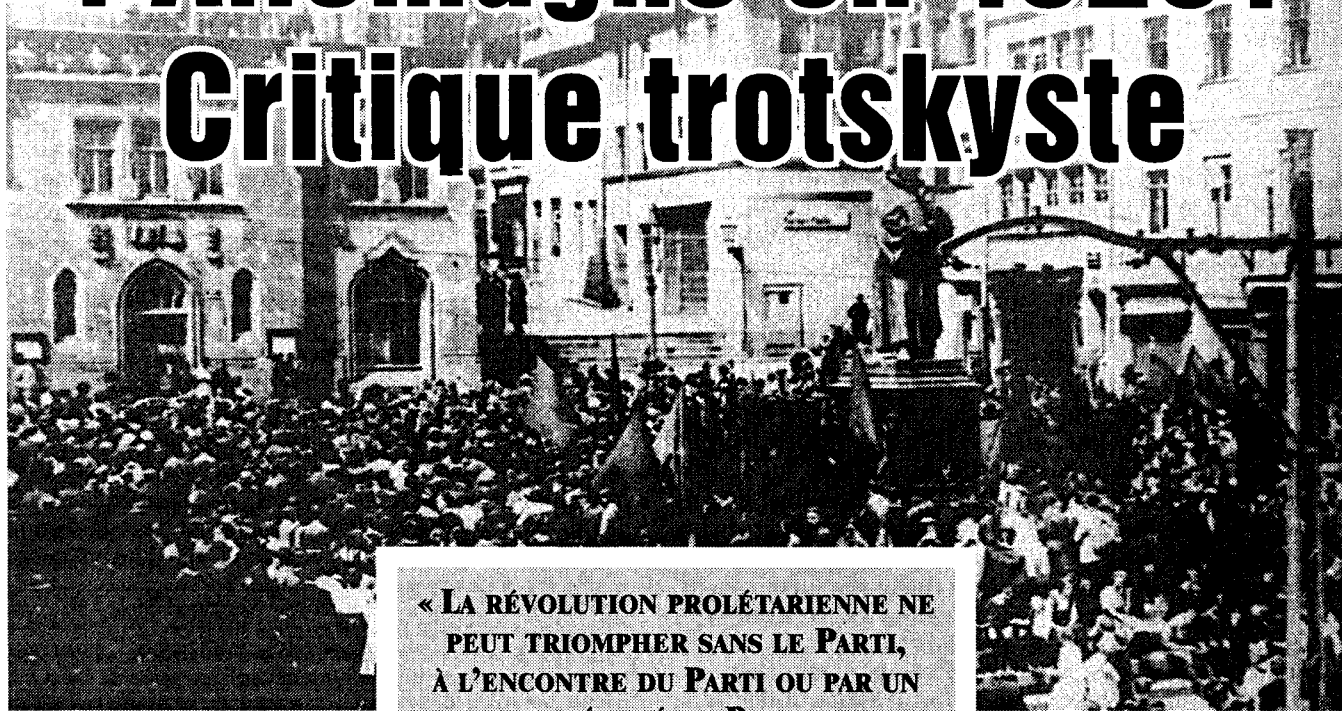
numéro 34



automne 2001

Réarmer le bolchévisme

Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste



« LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE NE PEUT TRIOMPHER SANS LE PARTI, À L'ENCONTRE DU PARTI OU PAR UN SUCCÉDANÉ DE PARTI. »

LÉON TROTSKY,
LES LEÇONS D'OCTOBRE

Verlag Neues Leben

La Révolution allemande avortée de 1923 a été un événement charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier international, dans la période qui a suivi la Révolution russe d'octobre 1917 et la fin de la Première Guerre mondiale. Au sortir de la guerre, l'Europe fut secouée par des luttes et des soulèvements ouvriers ; pourtant le pouvoir d'Etat prolétarien ne s'étendit pas plus loin que les frontières de l'ancien empire tsariste (moins la Finlande, les

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 56, PRINTEMPS 2001

Etats baltes et la Pologne). En Russie, l'industrie moderne qui avait été créée avant-guerre grâce aux investissements étrangers fut dévastée par la Première Guerre mondiale et la terrible guerre civile qui l'a suivie. Le premier Etat ouvrier de l'histoire se retrouva suspendu au-dessus d'une économie basée en grande partie sur les paysans et la campagne.

Les bolchéviks, qui, en 1919, fondèrent la Troisième Inter-

nationale communiste (Comintern ou IC) afin d'avoir l'instrument nécessaire pour parachever la révolution socialiste mondiale, se sont battus avec tous les

moyens et la détermination possibles pour étendre la révolution aux pays industriels avancés d'Europe. En août 1920, ayant repoussé une invasion de l'armée polonaise commandée par le nationaliste Józef Pilsudski, l'Armée rouge se lança à la poursuite des Polonais qui battaient en retraite et prit la décision audacieuse de traverser la frontière pour établir une frontière commune avec l'Allemagne. La Russie des soviets fut défaite aux portes de Varsovie. Ce fut un coup d'arrêt à l'avancée du bolchévisme vers l'ouest.

L'Allemagne, dont le prolétariat était important et pro-socialiste, apparaissait alors comme la meilleure possibilité d'extension de la révolution. La direction bolchévique, à commencer par Lénine lui-même, était intervenue fortement dans le Parti communiste allemand (KPD) dès sa fondation. Lénine n'était que trop conscient que le jeune KPD avait rompu très tard avec la social-démocratie et qu'il n'avait

Rassemblement régional de l'organisation de jeunesse du KPD à Eisleben, printemps 1923. C'est en Allemagne, avec sa classe ouvrière très organisée et pro-socialiste, que les possibilités d'étendre la révolution bolchévique internationalement étaient les meilleures.

assimilé que partiellement la politique bolchévique.

L'Allemagne, qui avait été vaincue dans la première guerre interimpériale, était dans un état de crise politique et économique continu. Depuis le soulèvement ouvrier qui avait mené au renversement du kaiser Guillaume II en novembre 1918, le pays ne cessait d'être secoué par des manifestations, des grèves et des révoltes semi-insurrectionnelles. Le Parti social-démocrate (SPD) de Scheidemann, Ebert et Noske avait soutenu l'Allemagne pendant le carnage impérialiste et il allait devenir le rempart indispensable de la république de Weimar, qui avait remplacé la monarchie. Le SPD avait politiquement désarmé et démobilisé le prolétariat révolutionnaire, puis il s'était fait le complice et l'auxiliaire de la contre-révolution bourgeoise, en réprimant la classe ouvrière dans le sang.

Le Parti socialiste indépendant (USPD), centriste et très hétérogène, jouait un rôle crucial parce qu'il fournissait une face gauche à la politique de trahison totale du SPD. L'USPD avait scissionné du SPD en avril 1917 et, à l'origine, le groupe spartakiste de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en faisait partie. L'aile droite de l'USPD, à laquelle appartenaient Karl Kautsky, Rudolf Hilferding et Edouard Bernstein, avait été social-pacifiste pendant la guerre. Kautsky en particulier savait utiliser très habilement la phraséologie marxiste pour camoufler le fait que l'USPD n'avait d'autre objectif que de réformer l'ordre bourgeois. Les spartakistes n'ont scissionné de l'USPD qu'en décembre 1918. L'USPD allait encore scissionner en octobre 1920 quand les deux tiers de ses membres actifs votèrent d'adhérer à l'Internationale communiste, donnant ainsi pour la première fois au KPD une réelle base de masse dans le prolétariat. Mais l'histoire allait montrer par la suite combien la scission avec le centrisme de Kautsky était incomplète au niveau du programme et de la théorie.

L'occupation française de la Ruhr en janvier 1923 provoqua une crise économique et politique de toute évidence propice à une révolution prolétarienne. Ce qui l'indiquait clairement c'est que le SPD, bien que renforcé par sa réunification en 1922 avec les restes de l'USPD de Kautsky, perdait son contrôle sur les masses ouvrières allemandes. La social-démocratie dirigeait les syndicats et c'est le mécanisme par le biais duquel elle enchaînait principalement le prolétariat à l'ordre bourgeois. Mais avec les bouleversements économiques considérables et l'hyperinflation de 1923, les syndicats n'étaient pas en mesure de fonctionner ; ils furent paralysés. Les travailleurs les désertèrent massivement, comme ils désertèrent le SPD lui-même. Pourtant, lorsque la possibilité d'une révolution se présenta, la direction du KPD ne fut pas à la hauteur. Après avoir réfréné les aspirations révolutionnaires des masses ouvrières durant la majeure partie de l'année 1923, elle battit ensuite en retraite, sans combattre, à la veille d'une insurrection prévue en octobre.

Au lieu d'organiser la lutte pour le pouvoir prolétarien, la direction du KPD d'Heinrich Brandler partait de la conception erronée que l'influence du parti se développerait de façon linéaire. Dans une situation révolutionnaire, la question du temps est décisive. Il n'y a pas de situations « impossibles » pour la bourgeoisie ; si le parti révolutionnaire n'agit pas, la bourgeoisie finit par reprendre le contrôle. C'est ce qui se produisit en Allemagne en 1923.

Au fond, le KPD misait sur l'illusion que l'aile gauche de la social-démocratie pouvait être amenée à devenir un allié « révolutionnaire ». Cette stratégie fut codifiée dans une fausse interprétation du mot d'ordre de « gouvernement

ouvrier », qui, pour le KPD, en vint à signifier autre chose que la dictature du prolétariat ; de plus en plus, ce que le KPD entendait par là, c'était une coalition gouvernementale incluant le SPD, basée sur le parlement bourgeois. C'était une révision opportuniste et vouée à l'échec de la conception des bolchéviks de Lénine et Trotsky. Pour eux, c'est en renversant la machine de l'Etat bourgeois et en établissant un nouveau pouvoir d'Etat basé sur des conseils ouvriers (soviets) qu'un gouvernement ouvrier arrive au pouvoir. La fausse conception qu'avait le KPD du mot d'ordre de gouvernement ouvrier fut approuvée par le Comintern, que dirigeait alors Zinoviev, et aboutit en octobre 1923 à l'entrée du KPD dans des coalitions gouvernementales avec le SPD dans les *Länder* de Saxe et de Thuringe. En fin de compte, les « bastions rouges » de Saxe et Thuringe fondirent comme neige au soleil quand l'armée allemande les confronta ; la participation du KPD à ces gouvernements bourgeois provinciaux servit de prélude à ce qui suivit : le parti annula l'insurrection, qui avait été planifiée sur les injonctions du Comintern.

La défaite eut des conséquences énormes, et pas seulement en Allemagne. Pour les impérialistes cela voulait dire la stabilisation de l'ordre bourgeois. En Russie soviétique, les ouvriers avaient attendu la révolution ouvrière allemande avec beaucoup d'impatience et d'espoir. La débâcle d'octobre provoqua une vague de déception et de démoralisation que la bureaucratie soviétique naissante s'empressa d'utiliser pour usurper le pouvoir politique du prolétariat en janvier 1924. Vers la fin de cette année-là, Staline tira son bilan des événements en Allemagne, en proclamant le dogme nationaliste de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Comme Trotsky le déclara quelques années plus tard : « A partir de 1923, la situation se modifie radicalement : il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste » (*l'Internationale communiste après Lénine*, 1928). La défaillance du Comintern mena, en fin de compte, à l'accession de Hitler au pouvoir en 1933, sans qu'un seul coup de feu soit tiré.

En 1923, alors que ces événements se déroulaient en Allemagne, Lénine était déjà gravement malade. Zinoviev, qui

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

20FF pour 4 numéros
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 30FF
(avion 40FF)
Etranger : mandat
poste international

Belgique : 100FB
Canada : Cdn\$8

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France



dirigeait alors le Comintern, tergiversait tandis que Staline disait qu'il fallait freiner le KPD. Ce n'est qu'en août que Trotsky réalisa qu'il y avait une situation révolutionnaire en Allemagne, et ce fut lui qui exigea que le KPD et le Comintern organisent une lutte pour le pouvoir. Mais, à l'époque, Trotsky abordait cela surtout d'une manière administrative et centrée sur la fixation d'une date pour l'insurrection. Il approuva l'entrée du KPD dans les gouvernements de Saxe et Thuringe, pensant que cela servirait de « terrain de manœuvres » pour la révolution.

Ce n'est que plus tard que Trotsky chercha à comprendre les raisons politiques sous-jacentes de cet échec. Quelques mois après la débâcle d'octobre, dans une série d'articles, Trotsky entreprit de faire une évaluation critique des problèmes politiques survenus au cours des événements d'Allemagne, et cela l'amena à écrire *les Leçons d'Octobre* en 1924. Il y faisait une analogie entre les événements allemands et l'Octobre russe, notant qu'une partie de la direction du Parti bolchévique, dont Zinoviev et Kamenev, avaient renâclé à organiser la prise du pouvoir en 1917. Trotsky détailla toutes les luttes que Lénine avaient menées pour réarmer le parti après le début de la révolution en février 1917. Ce n'est que grâce à ces luttes que la victoire d'Octobre fut possible. La question fondamentale en jeu c'était « devons-nous oui ou non lutter pour le pouvoir ? » Trotsky affirmait :

« Dans une mesure plus ou moins grande, avec des différences motivées par la situation, ces deux tendances se manifesteront encore, à maintes reprises, en période révolutionnaire, dans tous les pays. Si, par "bolchevisme", on entend une éducation, une trempe, une organisation de l'avant-garde prolétarienne rendant cette dernière capable de s'emparer par la force du pouvoir ; si, par "social-démocratie", on entend le réformisme et l'opposition dans le cadre de la société bourgeoise, ainsi que l'adaptation à la légalité de cette dernière, c'est-à-dire l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois ; il est clair que, même dans un Parti Communiste, qui ne surgit pas tout armé de la forge de l'histoire, la lutte entre les tendances social-démocrates et le bolchevisme doit se manifester de la façon la plus nette, la plus ouverte en période révolutionnaire quand la question du pouvoir se pose directement. »

– Trotsky, *les Leçons d'Octobre*

A la recherche des racines de la défaite de 1923

Trotsky réarma le marxisme contre la perversion bureaucratique stalinienne. Ce fut un processus dont *les Leçons d'Octobre* faisaient partie, et qui commença avec l'Opposition russe de 1923, pour aboutir, en 1928, à une compréhension fondamentale plus approfondie dans sa critique du « Programme de l'Internationale communiste » de Staline et Boukharine, critique qui constitue le document principal de *l'Internationale communiste après Lénine*.

Pour contacter la Ligue trotskyste de France

Paris	Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tél : 01 42 08 01 49
Rouen	Le Bolchévik, BP 240 76003 Rouen Cedex Tél : 02 35 73 74 47

Dans *les Leçons d'Octobre*, Trotsky ne traite toutefois des événements d'Allemagne que dans les grandes lignes. Cela ne remplace pas une analyse concrète des événements, comme Trotsky lui-même le nota plus tard :

« Ils [les brandlériens] nous accusent de ne pas avoir encore fourni d'analyse concrète de la situation en Allemagne en 1923. C'est vrai. J'ai déjà rappelé à maintes reprises aux camarades allemands qu'ils devaient faire ce travail.[...] Je me suis fait une image de la situation allemande, comme je l'avais fait de la situation en Russie en 1905 et 1917. Evidemment maintenant, après les faits, et surtout pour le bien des générations futures, il faut reconstruire la situation sur le plan théorique, faits et chiffres en main. L'Opposition de gauche devrait faire ce travail et elle le fera. »

– Trotsky, « Principled and Practical Questions Facing the Left Opposition » [Questions de principes et questions pratiques auxquelles doit faire face l'Opposition de gauche], 5 juin 1931, (*Writings of Leon Trotsky, 1930-31*)

Peu d'efforts sérieux ont été faits dans ce sens. L'échange de vue entre Walter Held et Marc Loris (Jean van Heijenoort) dans la presse trotskyste américaine en 1942-1943, est une des exceptions à noter. Mais les vrais architectes de la défaite de 1923 se sont évertués à couvrir leurs traces. Zinoviev mettait tout sur le dos de Brandler, le dirigeant du KPD. Quant à Brandler et ses partisans, ils ont cherché à se dédouaner en prétendant qu'il n'y avait jamais eu de situation révolutionnaire. L'historien Isaac Deutscher, biographe de Trotsky, reprit par la suite l'alibi de Brandler, et plus tard *Revolutionary History*, revue pro-travailliste britannique, en fit autant, de même que toutes sortes de gens qui dans la pratique sont des réformistes. En ce qui concerne les adversaires fractionnels de Brandler, les « gauches » du KPD dans l'orbite de Ruth Fischer et Arkadi Maslow, les instruments de Zinoviev, ils n'ont pas été plus capables de tracer une voie révolutionnaire en 1923. Le compte-rendu des événements que fit plus tard Fischer dans son *Staline et le communisme allemand* (1948) est tout aussi auto-justificateur (et même plus malhonnête) que celui de Brandler.

Pour essayer de comprendre pourquoi il y a eu cette apparence poussée d'opportunisme de la part de Trotsky lorsqu'il a soutenu l'entrée dans les gouvernements de Saxe et Thuringe, la Ligue communiste internationale a entrepris des recherches et organisé une discussion sur les événements d'Allemagne. L'exposé donné en 1999 par un des dirigeants de notre section allemande fut un des temps forts de cette discussion. Il y a également eu des discussions à deux réunions du comité exécutif international de la LCI et nous avons publié deux bulletins internationaux avec des traductions en anglais de documents originaux en langue allemande.

Les documents en langue anglaise sur ces événements de 1923 sont rares. La documentation en allemand est bien plus abondante, mais ce n'est pas tâche facile de séparer ce qui est utile des monceaux d'allégations auto-justificatrices. Bien souvent, c'est ce qu'on ne dit *pas* qui est important. Par exemple, un camarade a épluché les numéros des six premiers mois de 1923 du journal du KPD, *Die Rote Fahne* (le Drapeau rouge), et il n'a trouvé exactement qu'une seule référence à la révolution socialiste... et il s'agissait d'une résolution du comité exécutif du Comintern ! Il ne trouva aucune référence à la dictature du prolétariat !

Notre étude des événements d'Allemagne en 1923 a montré que loin d'agir comme un correctif aux aspirations parlementaristes de la direction du KPD, le comité exécutif de l'IC (« l'exécutif »), dirigé par Zinoviev, a été largement complice de sa politique. La participation à ces gouvernements de coa-

lition bourgeoise avec le SPD en Thuringe et en Saxe avait été approuvée par l'IC, qui lui avait fourni une base théorique lors des débats du Quatrième Congrès de l'Internationale communiste de 1922. En effet, lors de ces débats, ces gouvernements de coalition avaient été considérés comme des variantes possibles d'un « gouvernement ouvrier ». La tendance spartaciste a toujours vu la résolution confusionniste du Quatrième Congrès d'un œil critique ; depuis que nous existons, nous insistons qu'un gouvernement ouvrier ne peut être que la dictature du prolétariat et rien d'autre. Nos récentes études ont révélé que la résolution du Quatrième Congrès était directement inspirée de l'impulsion révisionniste qui avait fait échouer la Révolution allemande, et en même temps, sa codification implicite.

Ce que nous nous proposons de faire dans cet article c'est une *contribution* à la reconstitution théorique des événements de 1923 en Allemagne, dont Trotsky avait souligné la nécessité pour réarmer les révolutionnaires des générations futures. Il est clair qu'après 75 ans, certains événements sont difficiles à reconstruire. Nous pensons avoir découvert l'essentiel, mais nous ne nous imaginons pas le moins du monde en avoir une image complète.

La Révolution allemande avortée de 1923

A la fin de 1922, le gouvernement de Weimar n'avait toujours pas pu payer ses réparations à la France sous forme de charbon et autres produits de première nécessité, comme le lui imposait le traité de Versailles de juin 1919 (dont l'objet était de permettre aux vainqueurs impérialistes de la Première Guerre mondiale de dépouiller leur rival battu de sa puissance économique et militaire). Le gouvernement Poincaré occupa donc la Ruhr en janvier 1923. Le gouvernement allemand, dirigé par le chancelier Cuno, adopta alors une politique de « résistance passive », ce qui se traduisait par de la désobéissance civile vis-à-vis des autorités d'occupation belges et françaises. Des groupes paramilitaires d'extrême droite, entretenus par des industriels conservateurs avec à la fois des fonds privés et des fonds gouvernementaux détournés du budget de l'armée, s'infiltrèrent rapidement dans la Ruhr. Ils y menèrent une guerre de guérilla provocatrice, mais largement inopérante, contre les troupes françaises.

L'occupation déclencha un chaos financier total en Allemagne. Non seulement la classe ouvrière fut-elle réduite à la misère, mais la couche inférieure de la petite-bourgeoisie fut elle aussi ruinée. La bourgeoisie française extorqua ses réparations vampiriques par la force des armes, condamnant le reste de l'industrie allemande à la paralysie. L'inflation se déchaîna d'une façon difficile à concevoir. La valeur du mark allemand se déprécia, de 48 000 pour un dollar en mai au chiffre astronomique de 4,6 millions en août ! Le chômage fit un bond spectaculaire passant de 6 % en août à 23 % en novembre.

Hugo Stinnes et d'autres industriels de la Ruhr organisèrent plusieurs manifestations contre l'occupation, prêchant qu'il fallait l'unité nationale contre les Français. Il se forma de fait un front national qui allait des fascistes, à droite, jusqu'au SPD. Le KPD, bien qu'ayant eu au départ des contradictions, finit peu à peu par rentrer aussi dans le rang. Les sociaux-démocrates publièrent des déclarations de solidarité avec les hommes d'affaires rhénans arrêtés par les Français. La propagande du SPD cherchait aussi à utiliser la colère provoquée par l'occupation française pour justifier le soutien criminel du SPD à l'impérialisme allemand durant la



Un soldat français garde du charbon pendant l'occupation de la Ruhr. Le 23 janvier 1923, *Die Rote Fahne* publia une déclaration intitulée « Frappez Poincaré et Cuno sur la Ruhr et sur la Spree! » qui était une déclaration principielle d'opposition à l'impérialisme tant français qu'allemand.

Ullstein Bilderdienst



Première Guerre mondiale. Mais le prolétariat voyait bien que les appels de Stinnes à « faire tous le même sacrifice » n'étaient que pure hypocrisie. Les capitalistes se servaient du malaise économique pour attaquer les syndicats. La dépréciation rapide du mark rendait les produits allemands très peu chers sur le marché mondial, et permettait aux industriels de faire des profits records, tandis que les syndicats étaient totalement incapables de défendre le niveau de vie des travailleurs face à l'hyperinflation. L'ivresse initiale de l'« unité nationale » fut de courte durée chez les ouvriers.

L'Internationale communiste réagit rapidement et mobilisa ses sections européennes pour répondre aux provocations françaises dans un esprit internationaliste prolétarien. Quelques jours avant l'occupation de la Ruhr, une conférence de délégués des partis communistes d'Europe de l'Ouest se réunissant à Essen avait voté une résolution dénonçant le traité de Versailles et la menace d'occupation.

Dans la Ruhr, la fraternisation avec les troupes françaises aida beaucoup à tracer une ligne de démarcation politique face aux nationalistes allemands (et aux sociaux-démocrates), et le travail de la jeunesse du KPD dans ce domaine remporta un certain succès. Les communistes français, en collaboration avec l'Internationale communiste de la jeunesse, firent une campagne vigoureuse contre l'occupation ; ils distribuèrent de la propagande aux soldats à la fois en arabe et en français. Il y eut un incident lors duquel des soldats français essayèrent de protéger des ouvriers allemands en grève contre des flics allemands, et plusieurs soldats français furent tués. Après un massacre d'ouvriers par les troupes françaises à Essen, *Die Rote Fahne* publia une lettre de solidarité écrite par des soldats français qui étaient en train de collecter de l'argent pour les familles des ouvriers assassinés. Quand des mineurs français se mirent en grève, le KPD fit également une grande campagne de solidarité.

La campagne à l'initiative de l'IC raffermit le parti allemand. Lorsque Cuno demanda un vote de confiance sur sa politique de « résistance passive » au Reichstag le 13 janvier, la fraction parlementaire du KPD fit scandale et vota contre. Le KPD publia un appel intitulé « Frappez Poincaré et Cuno sur la Ruhr et sur la Spree [rivière à Berlin] », une déclaration principielle en opposition aux impérialistes tant français qu'allemands.

Mais le KPD ne fit pas grand chose pour organiser une résistance prolétarienne indépendante contre les déprédations de l'impérialisme français. Des grèves et des manifestations dans la Ruhr, faisant appel à la solidarité des prolétaires de France, particulièrement dans l'armée française d'occupation, auraient très bien pu pousser sur la voie de la révolution et être l'étincelle d'une lutte ouvrière internationale plus large. Le KPD était loin d'avoir de telles intentions insurrectionnelles. Un manifeste publié par le Huitième Congrès du Parti fin janvier-début février 1923 montre qu'il était déjà en train de se mettre à la traîne du SPD quant à sa défense de l'ordre capitaliste européen d'après-guerre dicté par Versailles. Le KPD appelait en fait à ce qu'un « gouvernement ouvrier » paie la dette impérialiste :

« Le gouvernement ouvrier proposera des négociations à la France ; il déclarera honnêtement et ouvertement le montant que le peuple travailleur écrasé sous le fardeau des dettes qui lui sont imposées par la bourgeoisie pourra payer. Le gouvernement ouvrier s'emparera de valeurs des capitalistes pour garantir le paiement de ces dettes, fournissant ainsi l'assurance que ses paroles expriment une intention honnête. Le gouvernement ouvrier aidera ainsi les ouvriers allemands à supporter le poids que la bourgeoisie impérialiste banqueroutière a mis sur leurs épaules, jusqu'à ce que le prolétariat français les aide à briser les chaînes de Versailles. »

— Manifeste sur « La guerre dans la Ruhr et la classe ouvrière internationale », Huitième Congrès du Parti, 28 janvier-1^{er} février 1923, *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* [Documents et textes sur l'histoire du mouvement ouvrier allemand], Dietz Verlag (1966)

Au fur et à mesure que montait la colère vis-à-vis des troupes françaises d'occupation, le KPD pliait sous les pressions nationalistes, parlant de l'Allemagne comme si c'était une quasi-colonie, et de la France comme de « l'ennemi principal ». En février 1923, Thalheimer, le bras droit de Brandler, déclara que la bourgeoisie allemande jouait « un rôle objectivement révolutionnaire » contre son propre gré. Glissant vers une position défensiste à l'égard de la bourgeoisie allemande, Thalheimer affirma : « La défaite de l'impérialisme français dans la guerre mondiale n'était pas un objec-

tif communiste, sa défaite dans la guerre de la Ruhr, c'est un objectif communiste » (cité par E.H. Carr, *The Interregnum, 1923-1924* [L'inter-règne, 1923-1924], 1954). C'est à des communistes tchèques à l'esprit internationaliste comme Neurath et Sommer que revint la tâche de réfuter les arguments patriotiques de Thalheimer. Dans *Die Internationale* (1^{er} avril 1923), journal du KPD, Sommer attaqua la thèse de Thalheimer et la qualifia de « fleur du marécage national-bolchéviste ». C'est sous ce nom de « national-bolchévisme » que s'étaient auparavant rassemblés certains militants de gauche allemands, partisans d'une « guerre de libération nationale » en alliance avec la bourgeoisie allemande contre les puissances de l'Entente. Lénine, dans un rapport le 22 septembre 1920 à la Neuvième Conférence du Parti à Moscou, avait sévèrement condamné le « national-bolchévisme » comme étant un « bloc contre nature », avec cette mise en garde : « Si vous formez un bloc avec les korniloviens [militaristes d'extrême-droite] allemands, ils vous berneront. »

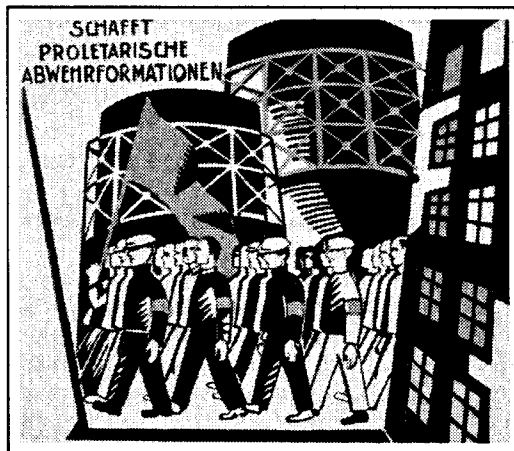
Le 13 mai 1923, une vague de grève démarra dans la Ruhr à Dortmund, un des principaux centres industriels. Lancée sur une question de salaires par des mineurs dans un seul puit, la grève s'étendit rapidement et toucha jusqu'à probablement 300 000 grévistes, environ la moitié des mineurs et métallos de la Ruhr. Il y eut des batailles rangées avec la police et des manifestations de plus de 500 000 ouvriers. Des milices ouvrières, qu'on appelait centuries prolétariennes, s'emparèrent des marchés et des magasins au nom des « commissions de contrôle » qui faisaient appliquer les baisses de prix.

Mais le KPD, qui avait une réelle influence dans le prolétariat de la région, ne fit rien pendant quatre jours ! Et quand il intervint, ce fut pour conseiller aux ouvriers de ne pas avancer de revendications politiques et de se contenter d'une augmentation de salaires de 52 %, qui fut rapidement absorbée par l'inflation galopante. Dans un rapport sur la situation en Allemagne au cours d'une réunion des PC russe, allemand, français et tchécoslovaque du 21 au 25 septembre à Moscou, Brandler *se vanta* carrément de la façon dont le KPD avait maintenu les grèves de la Ruhr dans les limites de revendications économiques. Il déclara que des fascistes s'étaient infiltrés à l'intérieur des centuries prolétariennes dans le but de transformer ces luttes sur les salaires en une lutte pour le pouvoir, ce qui était selon lui une provocation pour inviter la bourgeoisie à la répression. Certes il y avait des fascistes dans la Ruhr, mais c'était un bastion prolétarien combatif. Ce que disait Brandler revenait à accuser tout ouvrier qui voulait lutter pour le pouvoir d'être un agent de la réaction.

Au moment même où le prolétariat commençait à rompre avec le nationalisme, le KPD fit ouvertement appel aux éléments les plus arriérés, carrément fascistes. Dans une déclaration publiée le 29 mai et intitulée « A bas le gouvernement de honte nationale et de trahison contre le peuple ! », *Die Rote Fahne* faisait ouvertement appel au nationalisme. En juin, au cours d'une réunion élargie de l'exécutif à Moscou, Karl Radek prononça son fameux discours faisant l'éloge du fasciste allemand Schlageter qui avait été exécuté par les Français dans la Ruhr. Schlageter s'était battu contre les bolchéviks dans la Baltique ainsi que contre les ouvriers dans la Ruhr. Le KPD adopta la « ligne Schlageter » avec l'approbation de Zinoviev, et se lança dans une campagne d'appels aux nationalistes allemands avec y compris des meetings communs et des « débats » avec les fascistes. Cette campagne eut à n'en pas douter un effet glacial sur les



Dietz Verlag



Dietz Verlag

Berlin, 11 août 1923 : la police confronte les manifestants au début de la grève générale contre le gouvernement Cuno. Une affiche du KPD en 1923 appelle à la construction d'organisations ouvrières de défense (« centurries prolétariennes »).

initiatives de fraternisation avec les soldats français, qui pourtant continuèrent pendant toute l'année 1923.

Le KPD se mettait à la fois à la traîne de la droite nationaliste et à celle des sociaux-démocrates. Dans les universités, les dirigeants du KPD fraternisaient avec les étudiants fascistes. Mais dans le prolétariat, le KPD jouait la carte « antifasciste » dont le contenu réel était de rechercher un bloc avec le SPD contre le fascisme (c'est comme ça que l'entrée dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe fut justifiée plus tard).

L'« aile gauche » du KPD acquiesça avec enthousiasme à la « ligne Schlageter ». Ruth Fischer prenait même régulièrement la parole dans ces « débats », qui se poursuivirent jusqu'à ce que ce soit les nazis qui arrêtent. A un de ces meetings Fischer déclara, « tous ceux qui dénoncent le capital juif » sont « déjà, sans le savoir, des combattants de classe (*Klassenkämpfer*) » (cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, 1971). Malgré ses attaques stridentes contre la direction du parti, l'« aile gauche » de Fischer-Maslow n'aspirait pas plus à lutter pour le pouvoir. Ce qui préoccupait principalement l'une comme l'autre des deux fractions c'était les manœuvres cliquistes pour gagner les faveurs de Zinoviev.

Malgré les efforts de la direction du KPD pour éteindre l'incendie de la lutte de classe, les masses ouvrières rompaient avec la social-démocratie par milliers pour le rejoindre. Arthur Rosenberg, qui était au KPD en 1923 et avait été élu à la Centrale (l'organe dirigeant sur place) en 1924 comme partisan du groupe Fischer, en témoignait en 1936 :

« Au cours de l'année 1923, la puissance du SPD diminuait régulièrement. Le parti traversa une crise qui rappelait celle de 1919. Les syndicats indépendants en particulier, qui avaient toujours été le soutien principal de la social-démocratie, étaient dans un état de désintégration totale. Avec l'inflation les cotisations syndicales ne valaient plus rien. Les syndicats ne pouvaient plus payer leurs permanents, pas plus qu'ils ne pouvaient aider financièrement leurs membres. Les accords salariaux que les syndicats avaient l'habitude de conclure avec les patrons devinrent sans objet puisque la dévaluation de la monnaie faisait perdre sa valeur à tout salaire payé une semaine plus tard. Ainsi le travail syndical à l'ancienne devint sans objet. Des millions d'ouvriers allemands ne voulaient

plus rien avoir à faire avec l'ancienne politique syndicale et quittèrent les syndicats. La destruction des syndicats provoqua simultanément la paralysie du SPD.[...]

« Le KPD n'avait pas non plus une politique révolutionnaire, mais au moins il critiquait le gouvernement Cuno haut et fort et montrait la Russie en exemple. Par conséquent les ouvriers s'y rallièrent en masse. Jusqu'à la fin 1922, la grande majorité des ouvriers allemands était encore dans le Parti social-démocrate nouvellement unifié. Pendant la première moitié de l'année suivante, les proportions s'inversèrent complètement. Il est clair qu'en été 1923 le KPD avait la majorité du prolétariat allemand derrière lui. »

– Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik* [Histoire de la république de Weimar]

Stillborn Revolution – The Communist Bid for Power in Germany 1921-1923 [La révolution avortée – la tentative de prise du pouvoir par les communistes en Allemagne 1921-1923] de Werner Angress est l'ouvrage en anglais qui est probablement le plus complet sur cette période. Même Angress, qui manifestement ne pense pas qu'une insurrection ouvrière était possible en 1923, reconnaît que le KPD se renforçait et parle de l'« emprise de plus en plus faible que la social-démocratie était capable d'exercer sur sa propre base ».

Si une situation révolutionnaire a jamais existé, c'est bien celle-là. Et pourtant, bien qu'à la base du KPD il y ait eu plusieurs centaines de milliers d'ouvriers qui voulaient une révolution, sa direction n'aspirait aucunement à mobiliser le prolétariat pour prendre le pouvoir. Lorsque la situation atteignit son point culminant, Brandler déclara dans *Die Rote Fahne* (2 août 1923) : « Nous devons engager les batailles auxquelles l'histoire nous destine mais nous devons toujours garder en tête que pour l'instant nous sommes encore les plus faibles. Nous ne pouvons pas encore lancer l'offensive générale et nous devons éviter tout ce qui rendrait notre ennemi capable de nous vaincre par petits morceaux » (cité par Angress).

Brandler maintint sa position longtemps après les événements de 1923. Et c'est ce genre de poncifs que nous ressasent aujourd'hui encore sur 1923 les sociaux-démocrates de *Revolutionary History*, une revue qui n'est « affiliée à aucun parti », mais qui est soutenue par toute une palette de groupes et individus pseudo-trotskyistes. Dans un numéro de

Revolutionary History (printemps 1994) consacré à « l'Allemagne 1918-1923 », Mike Jones prétendait que l'erreur fatale de Trotsky en 1923 fut qu'il aurait « sous-estimé l'emprise du SPD sur des millions d'ouvriers. Il sous-estimait la puissance matérielle qu'avaient le réformisme, la démocratie bourgeoise, etc., parmi les ouvriers allemands. » Ceci, bien sûr, est une technique des opportunistes qui a fait ses preuves : toujours attribuer les défaites à l'« immaturité des masses » et exonérer ainsi les dirigeants.

Le SPD perdait son emprise sur les masses, mais le KPD fit peu pour dénoncer publiquement les réformistes et profiter de sa situation politique avantageuse. On trouve une des expressions les plus monstrueuses de ce conciliationnisme dans *Die Rote Fahne* du 21 janvier 1923 qui adressait au SPD un appel à la paix civile (« Burgfrieden ») entre ouvriers. « Burgfrieden », c'est ce à quoi *le kaiser* avait appelé en 1914, quand il exigea que cesse toute guerre de classe en Allemagne parce que la bourgeoisie partait en guerre contre ses rivaux impérialistes ! En Saxe, le KPD donna un soutien indirect au gouvernement d'Erich Zeigner, de l'aile gauche du SPD. Lorsque les flics tirèrent sur une manifestation d'ouvriers et de chômeurs à Leipzig en juin, faisant plusieurs morts, Brandler refusa d'agir en conséquence et au lieu de cela réclama... une commission d'enquête ! Du côté de l'IC, la réaction de Zinoviev et Radek fut tout aussi lamentable : ils exigèrent que le KPD retire son soutien à Zeigner... s'il ne nommait pas un nouveau préfet de police ! D'un côté comme de l'autre, on avait clairement peur d'un affrontement politique avec les dirigeants de l'« aile gauche » du SPD qui gouvernaient la Saxe.

D'août à octobre

Le gouvernement fut renversé en août par la « grève Cuno » déclenchée par les ouvriers de l'imprimerie nationale à Berlin qui arrêtaient la planche à billets. Les conseils d'usine (*Betriebsräte*), influencés par le KPD, déclenchèrent pratiquement une grève générale, passant par-dessus les objections des directions syndicales. Mais le parti n'avait pas de perspective offensive et ne sortit jamais du cadre d'une grève combative. Les grévistes exigeaient la démission de Cuno. Quand ils obtinrent satisfaction, les ouvriers reprurent massivement le travail, ce qui n'est pas ce que le KPD voulait. Le KPD appelait à un « gouvernement ouvrier » mais n'appelait pas à mettre sur pied des *organes de double pouvoir*, qui auraient servi de pont vers le pouvoir prolétarien.

Le gouvernement Cuno fut remplacé par la « grande coalition » de Gustav Stresemann dans laquelle il y avait quatre ministres SPD. Pour Mike Jones et *Revolutionary History*, la coalition Stresemann-SPD mit fin à toutes les possibilités de révolution qui « auraient pu » exister plus tôt cette année-là. Mais le gouvernement Stresemann n'a pas du tout stabilisé la situation autant que Jones voudrait nous le faire croire. Stresemann lui-même n'était pas si confiant en arrivant au gouvernement ; il déclara même : « nous sommes le dernier gouvernement bourgeois parlementaire ». L'état d'esprit des masses allemandes était encore à l'expectative en octobre 1923, comme l'attesta plus tard Victor Serge, qui travaillait à Berlin en tant que journaliste du Comintern :

« *Losschlagen ! Losschlagen* veut dire : porter le coup que l'on retenait, déclencher l'action. Ce mot est sur toutes les lèvres, de ce côté-ci de la barricade. De l'autre côté aussi, me semblait-il. En Thuringe, au sortir des réunions à demi-clandestines où un militant communiste va parler, des ouvriers – qu'il ne connaît pas – se campent devant lui. Un cheminot lui demande sans préambule : "Quand frapperons-nous ? Quand ?" »

« Aux considérations de tactique et d'opportunité, cet ouvrier, qui a fait vingt lieues de nuit pour poser cette question, entend peu de chose : "Mes gens, dit-il, en ont assez. Faites vite !" »

– Victor Serge, « Au seuil d'une révolution, la "retraite d'Octobre" en Allemagne », décembre 1923, reproduit dans *Notes d'Allemagne – 1923* (1990)

Au début d'octobre le KPD entra comme partenaire de coalition dans les gouvernements SPD de Saxe et de Thuringe, soi-disant dans le but de se servir des postes ministériels pour obtenir des armes. Naturellement il ne se produisit rien de tel. Le général Müller marcha sur la Saxe pour exiger le démantèlement des centurries prolétariennes. Lors d'une conférence des organisations ouvrières saxonnes qui se déroula à Chemnitz le 21 octobre, Brandler, qui était maintenant ministre, fit dépendre l'organisation de l'insurrection de l'approbation des sociaux-démocrates ! Brandler proposa de voter un appel à la grève générale, laquelle était censée déclencher l'insurrection. Mais, lorsque les délégués du SPD s'y opposèrent, Brandler fit tout simplement marche arrière. Et ce fut la fin de la Révolution allemande, à part quelques combats à Hambourg, où quelques centaines de communistes prirent un certain nombre de postes de police et luttèrent courageusement avant d'être forcés de battre en retraite.

A-t-on jamais vu des communistes organiser une révolution en donnant un droit de veto aux sociaux-démocrates ? Comme le faisait remarquer avec sagacité l'historienne Evelyn Anderson :

« La position des communistes était manifestement absurde. Ils avaient deux politiques qui s'excluaient mutuellement : d'une part ils acceptaient des responsabilités gouvernementales, et d'autre part ils préparaient une révolution. Et pourtant les communistes ont poursuivi ces deux politiques simultanément, avec pour résultat inévitable l'échec complet. »

– Evelyn Anderson, *Hammer or Anvil : The Story of the German Working-Class Movement* [Marteau ou enclume : l'histoire du mouvement ouvrier allemand] (1945)

La différence entre la Russie de 1917 et l'Allemagne de 1923

Trotsky, dans son bilan sur les hésitations funestes du KPD en 1923, ne s'est jamais basé sur l'idée que l'automne était le moment le plus favorable pour la révolution. En automne il était déjà bien tard. Trotsky écrivit en mai 1924 :

« C'est vrai, durant le mois d'octobre, il y a eu un brusque tournant dans la politique du parti. Mais c'était déjà trop tard. Au cours de l'année 1923, les masses travailleuses réalisèrent ou sentirent que le moment de la lutte décisive approchait. Mais elles n'ont pas trouvé du côté du Parti communiste, la résolution et l'assurance nécessaires. Quand ce dernier commença ses préparatifs fiévreux de soulèvement, il perdit immédiatement l'équilibre et aussi ses liens avec les masses. »

– Trotsky, introduction à *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste]

Dans le bureau politique russe c'est Lénine qui avait pour tâche de suivre le parti allemand. Trotsky était responsable du parti français. Mais en mars 1923 Lénine fut victime d'une attaque d'apoplexie qui le paralysa. Ce n'est qu'au mois d'août que Trotsky se rendit compte qu'il y avait une situation révolutionnaire en Allemagne. Il y eut une réunion du bureau politique russe le 23 août, à laquelle assista Brandler, pour discuter des perspectives du parti allemand. Zinoviev hésitait et tergiversait, Radek aussi. Staline, comme Trotsky allait le découvrir seulement des années plus tard, cherchait à freiner les Allemands ; Staline avait écrit à Zinoviev et Boukharine : « Certes, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers [...]. Selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les



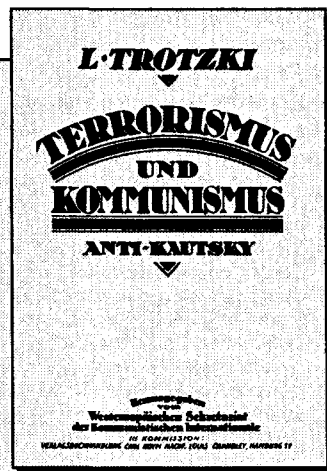
Frederick A. Praeger

Karl Kautsky, éminent théoricien de la social-démocratie et, plus tard, de l'USPD centriste. Les principales polémiques contre le révisionnisme anti-bolchévique de Kautsky furent écrites, non par les communistes allemands, mais par Lénine et Trotsky.

stimuler » (cité par Trotsky, *Staline*). Le BP nomma un comité permanent chargé de mobiliser le soutien à la Révolution allemande et déclencha une campagne de solidarité qui galvanisa l'Armée rouge et la population soviétique dans son ensemble. On stocka les maigres réserves de céréales dans les villes pour pouvoir les envoyer en Allemagne au moment critique. Mais le bureau politique continuait à se demander si le KPD devait ou non mettre le cap sur l'insurrection immédiate. On convoqua Fischer et Maslow à Moscou, et finalement en septembre on décida que le KPD devait fixer la date de la prise du pouvoir. Brandler ne cacha pas ses doutes concernant cette perspective et concernant ses propres capacités ; il déclara explicitement qu'il n'était pas un Lénine et demanda qu'on envoie Trotsky en Allemagne pour diriger la révolution. Brandler espérait manifestement que Trotsky pourrait faire surgir comme par enchantement des soviets et une révolution !

La question allemande devenait de plus en plus subordonnée aux vicissitudes de la lutte fractionnelle dans le parti russe. Déjà à ce moment-là, la troïka dirigeante, composée de Zinoviev, Kamenev et Staline, avait mis Trotsky sur la touche. Mais la troïka ne pouvait guère se permettre de s'opposer ouvertement à une révolution prolétarienne en Allemagne ; elle se rangea donc sur la proposition que fit Trotsky de fixer une date. Trotsky voulait aussi retenir Fischer et Maslow à Moscou pour limiter l'impact perturbateur que la « gauche » allemande pourrait avoir pendant l'insurrection, et Zinoviev accéda partiellement à cette exigence (Maslow resta à Moscou, mais Fischer fut autorisée à rentrer). Mais la troïka ne pouvait pas prendre le risque de donner à Trotsky l'occasion de diriger la Révolution allemande ; ils insistèrent que la présence de Trotsky à Moscou était indispensable.

Derrière Staline, Kamenev et Zinoviev, il y avait l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat russe qui se développait. Quelques mois plus tard, lors de la Conférence du Parti de janvier 1924, la troïka allait écraser l'opposition antibureaucratique et s'emparer du pouvoir politique pour le compte de la bureaucratie. Mais pendant l'été et au début de l'automne 1923 la situation était encore ouverte ; Trotsky pouvait se battre pour une intervention du Comintern qui ferait toute la différence et réarmerait politiquement le KPD pour qu'il puisse tirer parti de l'occasion révolutionnaire. Malheureusement, Trotsky ne comprenait pas politiquement et n'était pas suffisamment renseigné sur ce que le KPD faisait dans la



pratique en Allemagne. Son approche à l'époque était largement administrative.

Ce qu'il fallait en 1923, c'était un réarmement politique des communistes allemands, similaire à celui que Lénine avait effectué dans le Parti bolchévique à son retour de Suisse en avril 1917. Juste après la Révolution de février, Staline, Kamenev ainsi que d'autres membres de la direction bolchévique de retour d'exil intérieur, étaient revenus sur une décision qu'avait prise le bureau du comité central et avaient engagé le parti dans une politique de soutien critique au gouvernement provisoire démocratique-bourgeois (constitué après l'abdication du tsar) « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ». Lénine, dans ses *Thèses d'avril*, argumenta très fortement contre cette ligne capitulatrice ; il s'opposait à tout soutien au gouvernement provisoire ou à tout rapprochement avec les menchéviks sociaux-démocrates, et il appelait à « tout le pouvoir aux soviets » et à l'armement des ouvriers. Sans cette bataille cruciale, ainsi que d'autres luttes contre ceux qui comme Kamenev et Zinoviev reculèrent au moment d'organiser l'insurrection, la révolution d'Octobre n'aurait jamais eu lieu.

Lénine insistait en particulier qu'il fallait être d'une clarté absolue sur la nature de l'Etat. Même la plus « démocratique » des républiques bourgeoises reste un instrument qui maintient le pouvoir d'une minorité d'exploiteurs sur les masses exploitées. La révolution socialiste, cela veut dire détruire l'appareil d'Etat existant (dont l'armée, la police, les tribunaux et les prisons constituent le noyau central), et le remplacer par un nouvel appareil reposant sur des organes de pouvoir prolétarien, les soviets. Ceux-ci répriment la classe capitaliste, ce qui constitue la dictature du prolétariat. C'est cette perspective qui devint réalité avec la révolution d'Octobre, à laquelle s'opposèrent même des menchéviks de gauche comme Martov.

Après la révolution d'Octobre, le social-démocrate de gauche allemand Karl Kautsky s'en prit aux bolchéviks dans sa polémique de 1918 *la Dictature du prolétariat*, leur reprochant d'avoir liquidé l'Assemblée constituante. Kautsky prétendait que cet organe parlementaire bourgeois représentait une forme plus élevée de démocratie que les soviets. Lénine, qui avait été contraint d'interrompre son travail sur *l'Etat et la révolution* pour diriger la révolution d'Octobre, se servit de matériaux qui lui restaient pour répondre en 1918 au « renégat Kautsky ». Lénine montra

que Kautsky, malgré ses prétentions « de gauche » et ses déclarations d'enthousiasme pour les soviets, avait fondamentalement plus d'affinités avec le menchévik Martov, qui était horrifié par l'idée que les soviets représentaient le pouvoir d'Etat prolétarien :

« Le nœud, en ce sens précisément qu'il s'agit de savoir si les Soviets doivent s'efforcer de devenir des organisations d'Etat [...] **ou bien** les Soviets ne doivent pas s'y efforcer, ne doivent pas prendre le pouvoir, ne doivent pas devenir des organisations d'Etat, mais rester les "organisations de combat" d'une seule "classe" (comme l'a dit Martov, en masquant spécieusement par un pieux souhait le fait que sous la direction menchévique, les Soviets étaient un *instrument de subordination des ouvriers à la bourgeoisie*). [...] »

« Ainsi [pour Kautsky], la classe opprimée, l'avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités dans la société actuelle, doit aspirer aux "batailles décisives entre le capital et le travail", **mais elle ne doit pas toucher** à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail ! – **Elle ne doit pas briser** cette machine ! – **Elle ne doit pas mettre en œuvre** son organisation universelle **pour écraser les exploités** ! [...] »

« Là, la rupture totale de Kautsky devient manifeste et avec le marxisme et avec le socialisme ; c'est, en fait, passer du côté de la bourgeoisie, disposée à admettre tout ce que l'on veut, sauf la transformation des organisations de la classe qu'elle opprime en organisations d'Etat. »

– Lénine, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, octobre-novembre 1918

Cette polémique entre Lénine et Kautsky à propos de la révolution d'Octobre laissait présager ce qui allait bientôt se produire en Allemagne. Lorsque la révolution de novembre 1918 força le kaiser Guillaume à abdiquer, les masses ouvrières voulurent suivre la voie du prolétariat russe et créèrent des conseils d'ouvriers et de soldats. Le SPD chercha par tous les moyens à liquider ces conseils et à les remplacer par l'Assemblée nationale, un parlement bourgeois. Le KPD, qui venait d'être fondé, était pour « tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ». Les Indépendants de l'USPD, dirigé par des gens comme Kautsky et Rudolf Hilferding, prétendaient qu'ils étaient *à la fois* pour l'Assemblée nationale et pour les conseils ouvriers ; ils demandaient que ceux-ci soient intégrés dans la constitution de Weimar. L'USPD rendit ainsi un grand service au SPD en l'aidant à faire accepter l'Assemblée nationale ; après cela il fut relativement facile de démanteler les conseils.

Quand il n'existait pas encore d'organisation communiste, les masses ouvrières radicalisées par la guerre avaient afflué à l'USPD. Celui-ci était complètement réformiste dans les faits, mais sa phraséologie marxiste le rendait encore plus dangereux que le SPD, car elle servait à tromper les ouvriers les plus avancés qui n'étaient pas dupes du SPD. En pleine

révolution, le Spartakusbund de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht quitta enfin l'USPD et s'unit à quelques autres groupements de gauche indépendants plus petits pour former le KPD. Le fait que les spartakistes n'aient pas rompu plus tôt avec le centrisme de Kautsky condamna la Révolution allemande de 1918 à sa perte. Les communistes allemands ne comprirent jamais vraiment à quel point la rupture politique intransigeante des bolchéviks avec toutes les sortes de réformisme et de centrisme avait été importante.

En septembre 1918, comme personne en Allemagne ne répondait aux attaques de Kautsky contre la révolution d'Octobre, Lénine écrivit aux représentants soviétiques en Europe de l'Ouest :

« La honteuse ineptie, le balbutiement puéril et l'opportunisme le plus plat de Kautsky soulèvent cette question : pourquoi ne faisons-nous rien pour lutter contre l'aviissement *théorique* du marxisme par Kautsky ? »

« Peut-on tolérer que même des personnes comme Mehring et Zetkin désavouent Kautsky davantage "moralelement" (s'il est permis de s'exprimer ainsi) que *théoriquement*. »

– Lénine, « A V. V. Vorovski », 20 septembre 1918, (*Œuvres*, tome 35)

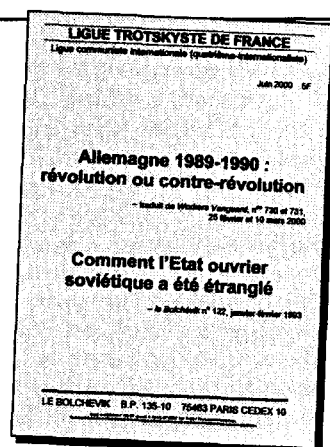
Lénine pria instamment les représentants d'« avoir un entretien approfondi avec les gauches (Spartakistes et autres) pour les inciter à publier une déclaration *de principe, théorique*, indiquant que Kautsky offre sur la question de la dictature un exposé bien plat à la Bernstein et non pas du marxisme ». C'est Lénine et Trotsky, et non pas les dirigeants allemands, qui écrivirent les principales polémiques contre Kautsky : Lénine écrivit *l'Etat et la révolution* (1917), *le Renégat Kautsky* (1918) et *la Maladie infantile du communisme, le gauchisme* (1920), et Trotsky : *Terrorisme et communisme* (1920) et *Entre l'impérialisme et la révolution* (1922).

Les dirigeants communistes allemands ne pouvaient pas démolir Kautsky, qui avait été avant-guerre le dirigeant le plus éminent du « marxisme » allemand, parce qu'ils n'avaient eux-mêmes jamais rompu de façon décisive avec sa conception du « parti de toute la classe » et avec le parlementarisme du vieil SPD. La social-démocratie d'avant-guerre s'était de plus en plus adaptée au cadre législatif autocratique du Reich de Guillaume. Cela se voyait par exemple dans le fait que le SPD se soumettait à une loi (qui resta en vigueur jusqu'en 1918) rendant obligatoire la présence de policiers dans toute réunion annoncée publiquement, y compris dans les réunions de sections locales et même les congrès du parti. Comme l'a montré Richard Reichard dans *Crippled from Birth – German Social Democracy 1844-1870* [Paralysée à la naissance – la social-démocratie allemande de 1844

Cette brochure de la LTF contient deux articles documentant la lutte de la Ligue communiste internationale en RDA en 1989-1990, et en URSS en 1991-1992, pour défendre la propriété collectivisée dans ces pays, contre la contre-révolution capitaliste. Le premier article est le texte d'une présentation de Steffen Singer, rédacteur en chef de *Spartakist*, le journal de notre section allemande, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin ; cette présentation documente de façon très vivante et détaillée notre intervention trotskyste en 1989-1990 en RDA pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait. Le deuxième, publié en 1993 dans *le Bolchévik*, analyse la crise terminale du stalinisme en URSS et comment nous avons dans des conditions difficiles cherché à recruter au programme de la Quatrième Internationale de Trotsky.

5FF (26 pages)

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France





Willy Römer

Des ouvriers armés occupent le quartier de la presse à Berlin en janvier 1919.

à 1870] (1969), cela signifie que les flics pouvaient immédiatement interrompre toute réunion du SPD s'ils entendaient quelque chose qu'ils n'aimaient pas.

Les marxistes révolutionnaires se battent pour le droit de mener leurs activités légalement sous le capitalisme. Mais se soumettre *a priori* à ce que l'Etat bourgeois considère comme « légal », c'est abandonner la lutte pour la révolution prolétarienne. Pendant la Première Guerre mondiale, même dans les pays capitalistes les plus « démocratiques » il fallait une organisation du parti et une presse clandestines pour pouvoir dire la vérité sur son propre gouvernement impérialiste. Mais, pour la direction brandlérienne du KPD, la conception léniniste du parti d'avant-garde, et toute l'expérience des bolchéviks, y compris la nécessité de mettre en place une organisation clandestine parallèle, tout cela ne convenait pas à des pays « civilisés » comme l'Allemagne. La direction du KPD oscillait entre d'une part l'opportunisme et le parlementarisme de Brandler et de l'autre l'ultimatum stupide de Fischer et Maslow ; elle fut ainsi incapable d'organiser la lutte pour le pouvoir et de briser pour de bon l'emprise du SPD sur la classe ouvrière.

En 1923, le KPD estompa la ligne de démarcation que Lénine avait si clairement tracée entre un Etat bourgeois et un Etat ouvrier. Il ne lança pas le moindre appel à construire des soviets, ou conseils ouvriers, qui soient des organes de pouvoir ouvrier. Au lieu de cela, la propagande du KPD insistait qu'il fallait un « gouvernement ouvrier » qui, comme le disait clairement une résolution du Huitième Congrès du KPD fin janvier-début février 1923, n'était censé être « ni la dictature du prolétariat ni la montée pacifique, parlementaire, vers elle », mais « une tentative de la classe ouvrière, dans le cadre et d'abord avec les moyens de la démocratie bourgeoise, pour faire une politique ouvrière appuyée sur les organes prolétariens et les mouvements prolétariens de masse » (cité par Broué, *la Révolution en Allemagne*). En mai lors d'une réunion d'exécutif de l'IC, on concocta une résolution, que les « gauches » de Fischer soutinrent, et qui n'était en rien différente fondamentalement ; elle déclarait : « le gouvernement ouvrier peut être issu des institutions démocratiques existantes ».

C'était là le nœud du problème : la direction du KPD (son aile droite comme son aile gauche) s'attendait à ce que le pouvoir politique lui revienne par le biais du mécanisme de

l'Etat *bourgeois*. Elle ne pouvait pas concevoir le moins du monde qu'il fallait prendre le pouvoir, ou qu'il fallait des organes de pouvoir prolétarien pour servir de base à ce pouvoir. Il faudrait des soviets, ou des organes équivalents, pour remplacer le pouvoir d'Etat existant dans un processus qui comprendrait inévitablement un conflit militaire.

Lorsque les communistes acceptèrent des portefeuilles ministériels en Saxe et en Thuringe au mois d'octobre, cela ne fit que renforcer les préjugés parlementaristes existants. En effet, s'il s'agissait déjà là d'un gouvernement ouvrier, alors on pouvait présumer que la lutte révolutionnaire extraparlémentaire, la formation de conseils ouvriers et de milices ouvrières armées, tout cela était complètement superflu. La grande majorité des ouvriers ne se doutaient absolument pas qu'un soulèvement armé était prévu. Bien sûr, aucune direction sensée ne téléphonerait à l'avance la date d'une insurrection. Mais en Russie en 1917 le prolétariat comprenait clairement que les bolchéviks avaient pour programme de prendre le pouvoir en se basant sur les soviets.

Dans *les Leçons d'Octobre* Trotsky défend le conseil que l'IC avait donné en 1923 de ne pas appeler à des soviets, mais de tabler plutôt sur les conseils d'usine. Trotsky argumentait que les conseils d'usine « étaient déjà devenus effectivement les points de concentration des masses révolutionnaires », et que des soviets à ce stade de la lutte feraient organisationnellement double emploi. De plus, comme Trotsky l'expliqua lorsqu'il réexamina la question en 1931 dans son article « Au sujet du contrôle ouvrier sur la production », après 1917-1918 le mot « soviets » était devenu « synonyme de la dictature bolchevique, donc un épouvantail entre les mains de la social-démocratie. [...] Aux yeux de l'Etat bourgeois, et particulièrement de sa garde fasciste, le fait que les communistes se mettraient à créer des soviets équivaldrait à une déclaration ouverte de guerre civile par le prolétariat » (*Ecrits 1928-1940*, tome III, 20 août 1931).

Le gouvernement SPD avait institué les *Betriebsräte* (conseils d'usine) dans le cadre d'une loi de février 1920 pour les substituer aux conseils d'ouvriers et de soldats qui avaient été démantelés. Les conseils d'usine devaient être élus dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés. Le SPD voulait les garder à la botte de la bureaucratie syndicale, et donc il les chargea d'appliquer les clauses des accords négociés par les syndicats. Dans le mois qui précéda

son vote, des dizaines de milliers de personnes manifestèrent contre cette loi ; la police de Berlin tira sur les manifestants, tuant 42 personnes.

Cependant, dans les années qui suivirent, les *Betriebsräte* devinrent de plus en plus le foyer de luttes combatives. Il y eut des conférences dites « sauvages » (non autorisées) de conseils d'usine à un niveau régional et même national. Elles étaient dominées par le KPD, et en général le SPD les boycottait. Nous avons fait des recherches pour savoir dans quelle mesure les masses ouvrières avaient fait leurs conseils d'usine ; nous n'avons pu en tirer de conclusion ferme, mais il y a beaucoup d'indications que ces conseils commencèrent à jouer un rôle de plus en plus important en 1923. Quand Trotsky préconisait de faire des conseils d'usine l'instrument d'une insurrection prolétarienne, c'était une perspective révolutionnaire réaliste en 1923. Potentiellement c'était des institutions bien plus représentatives que de simples organisations basées sur les usines : les conseils d'usine tissaient des liens entre eux, et ils travaillaient aussi avec les centurions prolétariennes et les comités de contrôle qui régulaient la distribution et le prix de la nourriture, et qui étaient particulièrement répandus dans la Ruhr.

Le problème, c'est que le KPD ne cherchait pas à donner un contenu révolutionnaire à ces formes embryonnaires de double pouvoir prolétarien. Même après que le Comintern eut pressé la direction du KPD d'accepter d'organiser un soulèvement armé, il n'y a pas la moindre indication que les conseils d'usine aient été autre chose que de simples comités de grève combattifs. Cela aurait pu être un point de départ ; en 1905 justement, les soviets russes avaient à l'origine surgi des comités de grève. Mais le KPD ne chercha jamais à faire comprendre au prolétariat qu'il fallait créer des organes de pouvoir ouvrier. Il n'y avait pas de mot d'ordre du genre « tout le pouvoir aux *Betriebsräte* ». La direction du KPD ne considérait pas non plus les centurions prolétariennes comme des instruments pour renverser et sup-

planter l'Etat bourgeois, elle les voyait plutôt comme un accessoire de cet Etat. A Gelsenkirchen, une ville de la Ruhr contrôlée dans les faits par le KPD, les communistes demandèrent à la ville de charger un officier de police d'entraîner les milices ouvrières ! En Saxe, le KPD proposa au gouvernement régional SPD d'intégrer les milices ouvrières à la police. De même, en ce qui concerne les comités de contrôle, le KPD avait pour stratégie de tâcher de les faire « légaliser » par les conseils municipaux.

La question militaire

Comme le dit le dicton : la victoire a de nombreux parents, mais la défaite est toujours orpheline. Dans *Les Leçons d'Octobre*, Trotsky faisait remarquer que si Lénine n'avait pas été là pour entraîner la révolution russe à la victoire, « Les historiens officiels, à n'en pas douter, auraient représenté la situation de façon à montrer que l'insurrection eût été une véritable folie en octobre 1917 ; ils auraient servi au lecteur des statistiques sur le nombre des junkers, des cosaques, des détachements de choc, de l'artillerie "disposée en éventail" et des corps d'armée venant du front. »

Il y a toute une série d'écrivains, dont certains se prétendent de gauche, qui voudraient prouver que la révolution était impossible en Allemagne en 1923. L'historien Helmut Gruber argumente que « les centurions prolétariennes n'avaient pas pour but de se mesurer avec l'armée ou la police, mais de servir de contrepoids aux unités paramilitaires d'extrême droite ». Il conclut donc qu'« une force de 250 000 hommes bien entraînés et lourdement armés pouvait très bien faire face à un soulèvement même si celui-ci bénéficiait d'un soutien populaire massif. Dans ce cas, comme dans d'autres, le fait que les Russes y découvraient des analogies avec leur révolution d'Octobre dissimulait le danger » (Gruber, *International Communism in the Era of Lenin* [Le communisme international à l'ère de Lénine], 1967).

D'après ces affabulations on devrait ainsi penser que les ouvriers allemands étaient dans une position d'infériorité sans espoir en termes d'armes et de combattants et que Brandler, lui, ce dirigeant sensé du KPD, le comprenait, mais qu'il se laissa forcer la main par les Russes, qui faisaient l'erreur de croire que l'expérience de la révolution d'Octobre correspondait à la situation. Si la révolution était impossible, alors logiquement la seule alternative c'était le changement par des réformes parlementaires, ce dont le prolétariat allemand était censé se satisfaire.

Et pourtant le prolétariat allemand s'était mobilisé par milliers en 1923, les armes à la main, prêt à prendre le pouvoir. Les ouvriers avaient accès à des dizaines de milliers d'armes de petit calibre qu'ils avaient enfouies dans les champs après la guerre, et leurs milices étaient composées d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui avaient l'expérience des tranchées. Mais de toute évidence l'idée que pour une insurrection il fallait des unités disciplinées d'hommes armés non seulement de fusils mais aussi de mitrailleuses et d'armes lourdes, dépassait totalement l'entendement de la direction du KPD.

La Reichswehr était une armée composée uniquement de volontaires extrêmement motivés dont beaucoup provenaient des rangs des Freikorps (qu'on rebaptisa plus tard du nom anodin d'« associations de défense ») ; c'était des unités paramilitaires fascistes financées par la grande industrie et qui avaient l'expérience du carnage contre-révolutionnaire. L'armée écartait soigneusement les communistes, les socialistes et les Juifs, et préférait recruter dans les régions rurales.

Brochure de la Prometheus Research Library

« Politique marxiste ou combinaisonnisme sans principes ? »

(en anglais)

Reproduction de l'article de Max Shachtman, « Marxist Politics or Unprincipled Combinationism ? », publié la première fois en février 1936 dans un bulletin interne du Socialist Workers Party des Etats-Unis, l'organisation trotskyste américaine d'alors.

Ecrit par Shachtman alors qu'il était proche collaborateur de James P. Cannon, ce document, qui relate des luttes fractionnelles qui secouèrent la Communist League of America, est une excellente présentation des méthodes léninistes de combat politique à l'intérieur du parti. Cette brochure contient également certains documents inédits et une introduction par la PRL.

84 pages – 40FF/US\$7 (port inclus)

Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York
NY 10116, USA



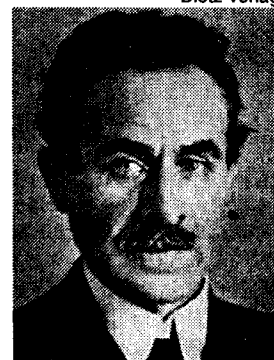
Dietz Verlag



Willy Römer



Dietz Verlag



Dietz Verlag

La direction révolutionnaire allemande fut décapitée par la réaction bourgeoise et ses larbins du SPD en 1919. De gauche à droite : Rosa Luxemburg fait de l'agitation contre les préparatifs de guerre en 1907 ; Karl Liebknecht s'adresse aux ouvriers berlinois en janvier 1919 : « L'ennemi principal est dans notre propre pays » ; Eugen Leviné (en haut à droite) ; Leo Jogiches.

Scissionner l'armée n'était donc pas facile, mais, du fait de sa faible taille (elle était limitée à 100 000 hommes d'après les termes du traité de Versailles), elle n'était guère plus qu'une force de police de bonne dimension. Ce ne serait pas une force armée adéquate pour écraser une insurrection prolétarienne nationale menée avec détermination.

En 1923 une grande partie des Freikorps avaient déjà été intégrée dans l'armée régulière. Il y avait aussi la « Reichswehr noire » (auxiliaires de l'armée recrutés illégalement, et qui avaient une valeur au combat en général douteuse), et les bandes fascistes. Comme l'a fait remarquer Trotsky, les forces des fascistes étaient monstrueusement exagérées, et dans une très large mesure elles n'existaient que sur le papier. On peut le voir à la facilité avec laquelle en novembre le « putsch de la brasserie » de Hitler fut dispersé en Bavière. Staline et Radek avaient exagéré la force des fascistes, comme excuse pour éviter d'organiser une insurrection. Cela ne veut pas dire que les fascistes étaient quantité négligeable, mais ce n'était pas non plus une situation comme celle de 1931, où Hitler disposait de cent mille hommes dans ses sections d'assaut.

La tourmente insurrectionnelle dans la république de Weimar

Ce n'est pas une mythique démocratie parlementaire stable qu'avait amenée la république de Weimar, mais cinq ans de mouvements insurrectionnels et semi-insurrectionnels, avec d'importants conflits entre les ouvriers armés et l'Etat. Il y eut en janvier 1919, et à nouveau au printemps de la même année, des confrontations massives entre les ouvriers insurgés et le gouvernement SPD, qui agit pour le compte de la bourgeoisie en écartant la menace de la révolution. Dans le mois qui suivit l'abdication du kaiser, l'USPD joua un rôle critique : il entra dans le gouvernement, aidant ainsi à endormir le prolétariat pendant que les contre-révolutionnaires regroupaient leurs forces. Les ouvriers se battirent avec courage dans ces premières

insurrections, mais il leur manquait un parti révolutionnaire qui ait assez d'autorité et qui puisse coordonner la lutte à un niveau national. Le gouvernement put isoler ces luttes à un niveau local et les éliminer une par une.

Des troupes de la Reichswehr et des Freikorps occupèrent Berlin en janvier 1919, et à nouveau en février. Une expédition punitive fut envoyée pour déposer le conseil d'ouvriers et de soldats de Brême, où une république ouvrière avait été déclarée. Ensuite ce fut le tour du centre de l'Allemagne, où des troupes gouvernementales occupèrent les villes les unes après les autres, souvent après de durs combats. Des milliers de personnes furent tuées dans les batailles de rue. Lorsqu'une grève de cinq jours éclata à Berlin le 3 mars, Noske, le ministre SPD de la guerre, donna à l'armée équipée d'avions et de canons l'ordre de tirer pour tuer. Environ 1 200 personnes furent tuées. On envoya aussi des troupes à Halle au printemps pour briser une grève générale. Dans la Ruhr il y avait dans les mines des grèves combatives, qui allèrent jusqu'à impliquer les trois quarts des travailleurs. Elles avançaient non seulement des revendications économiques, mais exigeaient aussi la reconnaissance des conseils ouvriers, l'armement des travailleurs contre les Freikorps, et la reconnaissance de l'Union soviétique. La dernière bataille majeure de l'année 1919 fut l'écrasement de la commune de Bavière ; plus de mille personnes furent tuées dans les combats, et bien plus d'une centaine de révolutionnaires furent assassinés.

Le nouveau Parti communiste ne savait guère comment opérer dans une situation instable où pouvaient se déchaîner subitement des forces révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. En 1917, les bolchéviks avaient pris les mesures nécessaires pour faire passer Lénine dans la clandestinité pendant les Journées de juillet réactionnaires ; mais lorsque le gouvernement SPD lâcha les Freikorps en 1918-1919, le KPD ne prit pas de précautions suffisantes pour protéger sa direction. Dans les quelques mois qui suivirent la fondation du KPD, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Leo Jogiches furent tous les trois assassinés. En juin, un



Bundesarchiv



Der Spiegel

L'inflation galopante fut une attaque brutale contre les conditions de vie des ouvriers et de la petite bourgeoisie. A gauche, des ménagères font la queue pour acheter de la nourriture ; la pancarte à l'extérieur du magasin dit : « Un loyer de 22000 marks est au-dessus de nos moyens. Liquidation totale ! Nous acceptons toute proposition. »

peloton d'exécution fusillait Eugen Leviné pour avoir dirigé la défense de la république soviétique bavaroise.

Le 13 mars 1920, les Freikorps du général von Lüttwitz marchèrent sur Berlin. Il voulait installer un gouvernement militaire d'extrême droite sous la direction de Kapp, un haut fonctionnaire prussien. Les officiers qui étaient derrière le putsch de Kapp accusaient les sociaux-démocrates d'être responsables de l'humiliation nationale du traité de Versailles, et notamment de la clause qui limitait la taille de l'armée. Le gouvernement SPD s'enfuit de Berlin et fit appel au haut commandement de la Reichswehr pour qu'il intervienne. Mais comme on pouvait s'y attendre l'armée ne fit rien pour s'opposer au putsch de Kapp. En fin de compte Karl Legien, le chef SPD des syndicats, un conservateur, appela à une grève générale.

L'action déterminée du prolétariat écrasa totalement la tentative de putsch. Au bout de deux jours le gouvernement Kapp avait perdu tout pouvoir, et deux jours plus tard il avait disparu. Legien tenta d'appeler à la reprise du travail, mais il était impossible de retenir les secteurs les plus combattifs du prolétariat. Les ouvriers déterraient les armes qu'ils avaient cachées après la répression des soulèvements de 1919. Des milices ouvrières apparaissaient, souvent sous la direction de la gauche de l'USPD ou du KPD, et une « armée rouge » comptant 50 000 combattants se forma dans la Ruhr. Elle était très décentralisée et improvisée, mais elle fut néanmoins en mesure de disperser les brigades des Freikorps et même des unités de la Reichswehr. On voit bien les possibilités qu'avait le prolétariat armé pour se doter d'armes et l'emporter sur l'armée. Comme le décrivait un historien :

« Pendant ce temps les unités de la Reichswehr dans la région (qui étaient largement composée de corps francs non reconstitués) saluaient ostensiblement le nouveau régime. Et le général von Watter, qui commandait la région de Münster, jugea mal la situation ; il fit marcher certaines de ses unités vers les zones où l'on suspectait un état d'esprit insurrectionnel. Les ouvriers armés réagirent agressivement. Le 15 mars dans la petite ville de Wetter, un détachement de corps francs fut encerclé (dans une large mesure par des ouvriers de Hagen) et contraint à se rendre après une bataille de plusieurs heures. Dans la nuit les forces insurgées encerclaient un autre détachement de ces mêmes corps francs dans une autre ville, et enregistraient sa reddition le lendemain matin. C'est grâce à de telles victoires, et en désarmant les milices de villes plus petites, que les forces

ouvrières acquirent rapidement leur propre arsenal d'armes de petit calibre. L'exemple fut suivi ailleurs. Le 16 mars une armée ouvrière malmena sévèrement une autre unité plus importante de corps francs qui essayait de quitter la zone. Deux jours plus tard toute la partie westphalienne de la Ruhr était entièrement libérée des troupes de la Reichswehr, qui avaient toutes été, soit désarmées par les ouvriers, soit retirées de la région. Il restait des troupes dans la partie rhénane de la Ruhr, ainsi qu'un important détachement de la police spéciale à Essen. Mais quand cette dernière ville tomba le 20 mars, après trois jours de combat, il ne restait plus de forces armées régulières dans la zone. »

— David Morgan, *The Socialist Left and the German Revolution* [La gauche socialiste et la Révolution allemande] (1975)

L'écrasement du putsch de Kapp par les ouvriers déboucha sur les accords de Bielefeld. Ils furent signés le 24 mars 1920 par des politiciens bourgeois, les syndicats, les deux partis sociaux-démocrates, et deux représentants du KPD. Dans ces accords il y avait une clause exigeant de l'Etat qu'il désarme et liquide les bandes contre-révolutionnaires, et qu'il épure les fonctionnaires « déloyaux » vis-à-vis de la république. L'Armée rouge devrait rendre ses armes, sauf certains ouvriers qui seraient soi-disant intégrés dans la police locale. En contrepartie la Reichswehr resterait soi-disant en-dehors de la Ruhr. Mais, lorsque les ouvriers eurent rendu leurs armes, les forces gouvernementales marchèrent sur la Ruhr avec les unités de Freikorps, qui avaient été dissoutes... dans l'armée ! Il s'ensuivit quasiment une terreur réactionnaire : dans toute la Rhénanie-Westphalie, les quartiers ouvriers étaient pillés et incendiés, des familles entières étaient fusillées. C'était une leçon cruelle sur ce qu'il en coûte de faire confiance à la « neutralité » et à l'« impartialité » de l'Etat bourgeois.

Certes, le KPD affirma plus tard que ses deux représentants n'étaient pas du tout mandatés pour signer les accords de Bielefeld. Mais la propagande du KPD au début des années 1920 était bourrée d'appels de ce genre à l'Etat bourgeois pour qu'il interdise les groupes fascistes et monarchistes, qu'il épure la fonction publique des réactionnaires, qu'il constitue une force de police à partir d'« ouvriers syndiqués », etc. Cela montrait une touchante confiance dans l'Etat bourgeois. La loi sur la défense de la république fut adoptée en 1922 après que des tueurs d'extrême droite eurent

assassiné le ministre des Affaires étrangères, Walther Rathenau, un éminent politicien juif ; cette loi fut utilisée essentiellement contre la gauche. Il y avait la conception erronée que l'on pourrait d'une manière ou d'une autre rendre l'Etat « neutre » en faisant adopter des lois « progressistes ». Cette conception allait à l'encontre de ce que la classe ouvrière devait comprendre, à savoir qu'il fallait qu'elle prenne en charge elle-même sa propre défense, et que le prolétariat armé devait renverser l'Etat lui-même.

L'Action de mars et la « théorie de l'offensive »

Au moment de l'Action de mars en 1921, le KPD était déjà devenu un parti de masse. En octobre 1920, lors de son congrès de Halle, l'USPD avait scissionné sur la question des fameuses 21 conditions d'admission à l'IC, qui avaient été conçues pour tracer une ligne de démarcation claire vis-à-vis des centristes et qui, en particulier, demandaient explicitement l'exclusion de Kautsky et de Hilferding. Hilferding et Martov s'étaient exprimés contre l'adhésion ; ce fut Zinoviev qui répondit à Hilferding dans un discours passionné de quatre heures qui remporta la décision. Brandler, il faut le noter, s'opposa à la scission de l'USPD. L'aile gauche de l'USPD, environ deux tiers des membres actifs, fusionna avec le KPD pour former le Parti communiste unifié (VKPD). Ce parti reprit le nom de KPD quelques mois plus tard.

En mars 1921, en réaction à des provocations policières dans les mines, les grèves, les arrêts de travail pour tenir des meetings et les occupations d'usine se succédèrent dans le bassin houiller de Mansfeld en Allemagne centrale et les mineurs affluèrent sous la bannière du VKPD. Le 16 mars, le social-démocrate Hörsing, gouverneur de la Saxe, et Severing, ministre de l'intérieur de Prusse, envoyèrent les troupes et la police pour réprimer les ouvriers. Ce qu'il fallait alors, c'était avoir recours à des tactiques défensives, qui, si elles réussissaient, pouvaient permettre au prolétariat de passer ensuite à l'offensive. Mais la réaction de la direction du VKPD à la provocation du gouvernement fut de lancer un appel à la résistance armée. Dans certains endroits les ouvriers répondirent à l'appel et se battirent héroïquement, mais même dans ces cas, la lutte fut épisodique et ne se généralisa pas. Ailleurs l'appel fut ignoré. Un appel à la grève générale, lancé une semaine plus tard, rencontra le même échec, avec pour résultat des confrontations physiques entre une minorité de communistes et les ouvriers influencés par les sociaux-démocrates.

Le VKPD finit par mettre un terme à l'action. Il y eut de très nombreuses victimes et des milliers d'arrestations. Angress estime, dans son livre *Stillborn Revolution*, que le VKPD perdit probablement la moitié de ses membres et, selon les chiffres officiels du parti, il ne réussit jamais à rattraper ces pertes, même avec le recrutement rapide de 1923. Plus important encore, sa base syndicale fut considérablement affaiblie.

Au moment de l'Action de mars, le KPD était dirigé par Ernst Meyer, qui avait remplacé Paul Levi en février. Levi, dilettante brillant mais opportuniste, avait démissionné de la présidence du VKPD après que la Centrale eut refusé d'entériner ses actions lors d'une conférence du Parti socialiste italien tenue en janvier. Tout en adhérant au Comintern, la direction italienne sous la direction de Serrati avait refusé d'accepter la vingt-et-unième condition d'admission, à savoir, la nécessité de rompre avec les réformistes. Levi avait pris le côté de Serrati. A présent, dans son pamphlet *Notre voie* –

Contre le putschisme (3 avril 1921), Levi affirmait calomnieusement que l'Action de mars était un « putsch ». En fait, les ouvriers de Mansfeld avaient répondu massivement à une provocation évidente de Hörsing, le flic du SPD. Certes, beaucoup d'autres critiques de Levi à l'encontre de l'Action de mars étaient correctes, mais il avait mis ses attaques contre la direction du VKPD sur la place *publique*, allant jusqu'à la comparer au général Ludendorff, comparse de Hitler, alors même que le parti était sous le feu de l'ennemi de classe. Comme le dit Lénine, Levi n'a montré aucun sens de solidarité avec le parti et l'a « mis en pièces » (Clara Zetkin, *Souvenirs sur Lénine* [1926]). En raison de cet acte d'indiscipline lâche et malveillant, Levi fut à juste raison exclu du parti. Il entretint un moment sa propre organisation mais ce n'était qu'une étape sur la voie du retour au SPD via l'USPD.

Juste avant l'Action de mars, le Comintern avait envoyé en Allemagne le communiste hongrois Béla Kun. Sous sa direction, la désastreuse liquidation des communistes hongrois dans un parti commun avec les sociaux-démocrates avait contribué, deux ans seulement auparavant, à condamner à sa perte la république hongroise des conseils. Kun était désormais devenu un ardent partisan de la « théorie de l'offensive », insistant qu'un parti communiste doit toujours être à l'offensive contre la bourgeoisie. La direction du VKPD composée de Meyer, Brandler et Thalheimer ainsi que les « gauches » tels que Fischer et Maslow, soutenaient aussi cette soi-disant théorie.

Le politburo russe se scinda par le milieu dans la discussion de l'Action de mars. Cet épisode fut le point de départ d'un rapprochement politique croissant entre Lénine et Trotsky, après le profond fossé qui s'était creusé entre eux lors de la discussion syndicale au moment du Dixième Congrès du parti en 1921. Ils gagnèrent Kamenev à leur position et purent ainsi acquérir la majorité au politburo. Zinoviev et Boukharine (alors membre stagiaire du BP) soutenaient l'Action de mars tout comme Karl Radek, représentant de l'IC en Allemagne. Pendant un moment les deux camps tinrent des réunions séparées, ce qui indique qu'il y avait une situation pré-fractionnelle.

Finalement la délégation russe au Troisième Congrès du Comintern en 1921 se mit d'accord sur une résolution de compromis. Au congrès, Lénine et Trotsky eurent raison des



1922, Quatrième Congrès de l'IC, quelques dirigeants du Secours rouge international, organisation internationale de défense mise en place par le Comintern. En partant de la gauche : Julian Marchlewski, Félix Kon, Clara Zetkin.



Peter Giersich



Robert Sennecke

Max Hoelz, audacieux organisateur de nombreuses actions militaires prolétariennes locales en 1919-1921. A droite, avril 1920, Dortmund, des ouvriers armés entrent en lutte dans la Ruhr après le putsch de Kapp.

tentatives, faites par les gauches allemands et par d'autres, d'édulcorer la motion par des amendements visant à vider la résolution de toute critique de l'Action de mars. Le mot d'ordre central du Troisième Congrès c'était « Au pouvoir par la conquête préalable des masses ! » Cela revenait à reconnaître que les ressources politiques et organisationnelles des partis communistes n'étaient pas encore suffisantes pour la conquête immédiate du pouvoir. Lénine consacra beaucoup de temps et d'attention aux thèses sur l'organisation, qui cherchaient à extraire les aspects essentiels du fonctionnement du parti bolchévique et à en imprégner les partis nouvellement formés de l'IC. Lénine tenait particulièrement à ce que le parti allemand comprenne ces leçons ; il demanda avec insistance que le rapport soit rédigé en allemand et qu'un camarade allemand soit chargé d'en faire la présentation au congrès.

L'autobiographie de Max Hoelz *Vom Weissen Kreuz zur roten Fahne* [De la Croix blanche au drapeau rouge] (1929) est un récit intéressant de cette période qui montre combien il était absurde de prétendre, comme on l'a fait plus tard, qu'il fallait entrer dans le gouvernement saxon pour pouvoir obtenir des armes. Ouvrier et autodidacte, Hoelz organisa une armée rouge dans la région du Vogtland sur la frontière tchèque pendant le putsch de Kapp, et créa une armée de 2500 partisans en Allemagne centrale pendant l'Action de mars. Bien qu'à une échelle réduite, Hoelz et sa milice s'étaient audacieusement procuré des armes en désarmant les flics et les soldats et en réquisitionnant les munitions des usines locales. Hoelz était un communiste impulsif et primitif qui n'attendait généralement pas les instructions avant d'agir ; mais une direction intelligente aurait cherché à utiliser ses talents évidents de chef militaire.

Après l'Action de mars, Hoelz fut condamné à perpétuité et resta en prison sept ans avant d'être relâché lors d'une amnistie. Le Comintern fit campagne pour sa libération et, dans une adresse du 25 juin 1921, salua en lui « l'un des plus courageux rebelles contre la société capitaliste », tout en notant : « Les actes de Max Hoelz ne correspondaient pas au but poursuivi ; la terreur blanche ne saurait être brisée qu'à la suite du soulèvement des masses ouvrières, ce n'est qu'ainsi que le prolétariat pourra conquérir la victoire. Mais

ces actes lui étaient dictés par son amour pour le prolétariat, par sa haine contre la bourgeoisie. »

Lors de son procès, Hoelz retourna l'accusation contre ses accusateurs, et dit que c'était la société bourgeoise qui était le véritable accusé. Après quatre ans dans l'armée pendant la guerre, Hoelz était devenu pacifiste mais ses expériences le convainquirent rapidement qu'on ne peut rien changer par des mots ou par de vains appels à la bourgeoisie pour qu'elle soit plus juste. Certes, disait-il, il avait eu recours à la force mais cela n'était rien comparé à l'orgie de violence gratuite perpétrée sans discernement par les organisateurs de la terreur blanche. Les cruautés commises par la bourgeoisie allaient durcir les ouvriers et les rendre moins crédules. Hoelz se moqua du procureur lorsque celui-ci prétendit que le changement pourrait venir des élections : « Ce qui s'est passé en Allemagne en 1918 n'est pas une révolution ! Je ne reconnais que deux révolutions : la française et la russe » (*Hoelz' Anklagerede gegen die bürgerliche Gesellschaft* [Réquisitoire de Hoelz contre la société bourgeoise], 1921).

Brandler fut jugé quelques semaines avant Hoelz. Le contraste est saisissant : avec une couardise et un manque de solidarité déplorables, Brandler nia toute implication dans les appels au soulèvement armé et chercha à sauver sa peau en rejetant la responsabilité de la violence sur Hoelz et les ultra-gauches du Parti communiste ouvrier (KAPD). Brandler assura au procureur que le pouvoir ouvrier était compatible avec la constitution bourgeoise. « Je dis : la dictature du prolétariat est possible même sous la constitution allemande ! » Il ajouta : « Depuis 1918, la possibilité de déterminer le sort de l'Allemagne par des soulèvements armés s'est de plus en plus réduite. » Se dissociant complètement des autres cibles de la répression de l'Etat, Brandler déclara à la cour : « Dans le KAPD, il y en a beaucoup qui pensent qu'on peut arriver à cette très longue méthode pour prendre le pouvoir par le sabotage et la terreur individuelle. Ces gens-là, nous les avons exclus du parti en 1919 » (*Der Hochverratsprozess gegen Heinrich Brandler vor dem ausserordentlichen Gericht am 6. Juni 1921 in Berlin* [Le procès pour haute trahison de Heinrich Brandler devant la cour spéciale le 6 juin 1921 à Berlin], 1921).

Voilà qui est révélateur de l'état d'esprit de la direction du

KPD après l'Action de mars. Après s'être brûlé les doigts, ceux qui auparavant s'enflammaient pour « l'offensive permanente » comme Brandler, Thalheimer et Meyer se prostrèrent maintenant devant le légalisme et la respectabilité bourgeoise. Lors d'une réunion du politburo russe en août 1923, Trotsky, parlant de la direction allemande, déclara acerbe : « C'est une mentalité de chien battu qu'ils ont là-bas après l'expérience de l'échec de [l'Action de] mars » (Compte-rendu de discussion « Sur la situation internationale » à la session du politburo du CC du P.C.(b)R. du 21 août 1923, *Istochnik*, mai 1995 [notre traduction]).

En 1919 et 1920, il n'y avait pas de parti communiste de masse qui soit en mesure d'exploiter les possibilités révolutionnaires. En 1921, les communistes ont pris pour une situation insurrectionnelle ce qui n'était qu'une éruption de lutte de classe, certes très puissante mais limitée à certaines couches. Par contre, la radicalisation généralisée précipitée par l'occupation de la Ruhr et la présence d'un parti communiste de masse offraient une occasion extraordinaire de lutter pour le pouvoir. Comme l'a fait remarquer Anderson :

« En 1923, il s'était développé en Allemagne, une situation dans laquelle "tout était possible." En 1923 le peuple – et pas seulement la classe ouvrière industrielle, loin de là – était devenu insurrectionnel et le moment était réellement venu pour cette "stratégie de l'offensive" qui, deux ans auparavant, avait échoué si misérablement. La situation avait incontestablement changé.

« Mais le parti communiste avait, lui aussi, changé. Malheureusement son changement était allé dans un sens exactement contraire. De peur de répéter les erreurs "ultra gauches" de 1921, les communistes avaient opéré un changement de politique tellement radical qu'ils furent totalement incapables d'agir lorsque l'heure de l'action sonna enfin. »

– *Hammer or Anvil*

Les origines du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier »

Le KPD estompait la ligne de démarcation entre la dictature du prolétariat et une coalition parlementaire de partis ouvriers. Cela remontait au moins à l'époque du putsch de Kapp que Lénine décrivait comme « l'équivalent allemand

de la révolte de Kornilov », la tentative de renversement militaire du gouvernement provisoire de Kerensky en Russie en août 1917. Les bolchéviks avaient fait un bloc militaire avec les forces de Kerensky mais s'étaient opposés à tout soutien politique au gouvernement. Après la défaite de Kornilov, Lénine, comme il l'avait fait avant les Journées de juillet, lança un défi aux partis de la démocratie petite-bourgeoise, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, leur demandant de rompre avec leurs partenaires de bloc bourgeois et de prendre le pouvoir sur la base de leur majorité dans les soviets. Lénine expliqua :

« Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. »

– Lénine, « Au sujet des compromis », septembre 1917 (*Œuvres*, tome 25)

Ce que Lénine voulait dire, c'est la chose suivante : comme les bolchéviks étaient alors minoritaires dans le prolétariat, ils renonceraient à la violence révolutionnaire pour renverser un gouvernement formé uniquement de partis réformistes. Mais Lénine ne disait pas qu'un tel gouvernement était un gouvernement ouvrier, et il ne proposa pas de lui donner un soutien politique, et encore moins d'y prendre part.

En réponse au putsch de Kapp, la tactique bolchévique d'un bloc militaire sans soutien politique était là aussi ce qu'il fallait faire. Pourtant, au départ le KPD refusa de prendre part à la grève générale contre le putsch ; lorsqu'il revint sur sa ligne sectaire le lendemain, il bascula dans l'opportunisme vis-à-vis des réformistes. Ainsi après l'échec du putsch, lorsque Legien proposa un gouvernement basé sur la fédération syndicale ADGB, le SPD et l'USPD, le KPD annonça qu'il serait une « opposition loyale » à un tel « gouvernement socialiste » s'il excluait les « partis capitalistes bourgeois ». Il déclara :

« Un état de choses où la liberté politique puisse être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne puisse pas agir



Der Spiegel



Militärverlag der DDR

1923 : la Reichswehr est envoyée à Freiberg dans la Saxe pour réprimer l'agitation prolétarienne ; à droite, barricades ouvrières à Hambourg durant le soulèvement de 1923.

en qualité de dictature du capital aurait, du point de vue du développement de la dictature du prolétariat [...] une importance considérable pour la conquête ultérieure des masses prolétariennes au communisme. »

Citant ce passage dans une annexe à *la Maladie infantile du communisme* (« le gauchisme ») (avril-mai 1920), Lénine déclara que la tactique d'« opposition loyale » était correcte dans l'ensemble et la présenta comme « un compromis, réellement indispensable, et qui consiste à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance ». Mais, comme Lénine le fit également remarquer :

« [...] Il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler "socialiste" (dans une déclaration officielle du Parti communiste) un gouvernement de sociaux-traitres ; qu'on ne saurait parler de l'exclusion des "partis capitalistes, bourgeois", puisque les partis des Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois [...]. »

Lénine faisait remarquer qu'il était totalement faux de prétendre que des escrocs réformistes tels que les chefs du SPD et de l'USPD puissent « sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, laquelle à son tour ne peut être qu'une dictature du capital. »

Cette leçon ne fut jamais assimilée par les dirigeants du KPD. De toute façon, la proposition de Legien échoua parce que l'aile gauche de l'USPD (qui se rapprochait déjà du KPD) s'y opposa. Mais il est évident que la conception de la tactique d'« opposition loyale » qu'avaient les dirigeants du KPD différait de celle de Lénine et ressemblait davantage à la ligne de Staline et de Kamenev de soutien politique au gouvernement provisoire bourgeois en mars 1917, « tant qu'il lutte contre la réaction ou la contre-révolution ».

Lorsque le dirigeant de l'USPD Ernst Däumig (qui adhéra par la suite au KPD) dénonça la proposition de Legien lors d'un grand meeting des conseils d'usine berlinois le 23 mars, et rejeta toute coopération avec « l'aile droite compromise » qu'était le SPD, c'est Wilhelm Pieck, un chef du KPD, qui prit la parole pour critiquer Däumig *de la droite* :

« La situation actuelle n'est pas mûre pour une république des conseils, mais elle l'est pour un gouvernement purement ouvrier. Pour nous les ouvriers révolutionnaires, un gouvernement purement ouvrier est extrêmement souhaitable. Bien sûr il ne peut être qu'un phénomène transitoire [...]. L'USPD a rejeté le gouvernement ouvrier et ainsi n'a pas saisi une occasion pour le prolétariat à un moment politiquement favorable. »

– cité par Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*

Il est clair que dès le printemps 1920, il y avait au moins certains dirigeants du KPD qui considéraient qu'un gouvernement parlementaire social-démocrate était à mi-chemin vers le pouvoir ouvrier.

Après sa fusion avec l'aile gauche de l'USPD, le VKPD, dans les parlements régionaux (*Landtag*) de Saxe et Thuringe, se trouva dans la position de faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre entre d'une part le SPD et l'USPD et, d'autre part, les partis bourgeois de droite. Après les élections au *Landtag* de Saxe en novembre 1920, le KPD décida de soutenir la formation d'un gouvernement SPD-USPD et vota le budget, qui incluait bien entendu le financement de la police, des tribunaux et des prisons. Le vote du budget constituait un vote de *confiance politique* dans ce gouvernement capitaliste.

L'ouvrage de Lénine *la Maladie infantile du communisme* est depuis longtemps délibérément mal interprété et utilisé à mauvais escient par les pseudo-révolutionnaires pour justifier

leurs manœuvres opportunistes. Mais tant dans cet ouvrage que dans son intervention à la discussion au Troisième Congrès sur le front unique, Lénine cherchait à inculquer aux jeunes partis communistes occidentaux la conception selon laquelle il fallait préparer la conquête du pouvoir par une lutte patiente et méthodique pour gagner le prolétariat au programme du communisme, notamment en ayant recours à des tactiques intelligentes visant à démasquer les chefs sociaux-démocrates traîtres.

Malgré les critiques acerbes que fit Lénine à l'encontre du KPD dans *la Maladie infantile du communisme*, *Die Rote Fahne* publia en novembre 1921 un projet de résolution « sur les rapports du parti communiste avec les gouvernements dits socialistes ». Selon cette résolution, ces « gouvernements socialistes » étaient le « résultat immédiat » de luttes prolétariennes de masse « à un stade où le prolétariat n'a pas un niveau de conscience et de pouvoir suffisamment élevé pour établir sa dictature ». Le KPD promettait de faciliter de tels gouvernements et de « les défendre contre la droite bourgeoise, tout comme il défend activement la république bourgeoise contre la monarchie ». Cet énoncé de la théorie du « moindre mal », estompe toute différence entre, d'une part, un *bloc militaire* avec les démocrates bourgeois contre les réactionnaires et d'autre part le *soutien politique* aux démocrates bourgeois sous la forme de la social-démocratie. Il est vrai que les thèses ne sont pas allées jusqu'à prôner l'entrée du KPD dans un gouvernement régional. Mais il y avait là une logique inexorable : si l'on peut soutenir du dehors un gouvernement capitaliste, alors pourquoi ne pas y prendre part pour le « pousser à gauche » ? Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que des débats surgissent au sein du KPD précisément sur cette question.

Le Comintern a joué un rôle là-dedans, notamment Zinoviev et Radek. Non seulement il approuva les décisions du KPD, mais il encouragea activement à aller dans le sens de cette perspective. Dans une lettre du 10 novembre 1921 dans laquelle il exprimait de « sérieuses réserves » par rapport aux thèses du KPD, Radek laissa explicitement ouverte la possibilité d'entrée dans un gouvernement SPD :

« Le parti communiste peut appartenir à n'importe quel gouvernement ayant la volonté de combattre sérieusement le capitalisme [...]. Le parti communiste ne s'oppose pas par principe à la participation à un gouvernement ouvrier. Il prend certes pour base le gouvernement des conseils, mais cela ne dit absolument pas par quelle voie la classe ouvrière parvient au gouvernement des conseils. On peut parvenir à un gouvernement des conseils tout autant par la force, dans une révolution contre un gouvernement bourgeois, que dans une lutte de la classe ouvrière se développant en défense d'un gouvernement socialiste mis en place par des voies démocratiques et qui défendrait honnêtement la classe ouvrière contre le capital. »

– cité par Arnold Reisinger, *An den Quellen der Einheitsfrontpolitik : Der Kampf der KPD um die Aktionsseinheit in Deutschland 1921-1922* [A la source de la politique du front unique : le combat du KPD pour l'unité d'action en Allemagne 1921-1922] (1971)

L'essentiel de cela fut fidèlement incorporé dans les déclarations du KPD. Une circulaire du 8 décembre précisait : « Le KPD doit dire aux travailleurs qu'il est prêt à faciliter, par tous les moyens parlementaires et extra-parlementaires, la formation d'un gouvernement ouvrier socialiste et qu'il est également prêt à entrer dans un tel gouvernement s'il a la garantie que ce gouvernement représente les intérêts et les revendications de la classe ouvrière dans le combat contre la bourgeoisie, qu'il saisira les valeurs réelles, poursuivra les



Europäische Verlagsanstalt

SED-Parteiarhiv

Heinrich Brandler et Ruth Fischer, représentants des fractions antagonistes du KPD. Ni l'aile droite ni l'aile « gauche » n'avaient de perspective de lutte pour le pouvoir d'Etat prolétarien.

criminels kappistes, libérera les ouvriers révolutionnaires emprisonnés, etc. » (Circulaire politique n° 12, 8 décembre 1921).

Le même mois, des thèses de l'IC, qui furent plus tard annexées à la « Résolution sur la tactique de l'IC » adoptée au Quatrième Congrès de l'IC en 1922, endossaient la décision du KPD d'« appuyer un « gouvernement ouvrier unitaire » qui serait disposé à combattre sérieusement le pouvoir capitaliste » (*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, Librairie du Travail, 1934). En janvier 1922, le comité exécutif de l'IC conseilla au KPD de déclarer publiquement son intention d'entrer dans un « gouvernement ouvrier de lutte contre la bourgeoisie » (Reisberg). Le changement de la terminologie remplaçant « gouvernement ouvrier socialiste » par « gouvernement ouvrier » visait à laisser ouverte la possibilité d'y inclure les syndicats catholiques !

Le KPD présentait sa politique opportuniste envers les gouvernements SPD-USPD comme une application de la « tactique du front unique ». Mais le vrai problème c'est que les chefs du KPD ne voulaient pas prendre le pouvoir en se mettant à la tête du prolétariat pour écraser l'Etat bourgeois et le remplacer par des organes de pouvoir ouvrier. Les dirigeants du KPD (ainsi que Zinoviev et Radek) considéraient les chefs réformistes et centristes non comme des obstacles (c'est-à-dire la dernière ligne de défense de l'ordre capitaliste en désintégration) mais comme des alliés révolutionnaires potentiels (bien que vacillants). En substance, leur politique était de « pousser la gauche du SPD à lutter ! » C'est ce que reflète un article d'August Kleine (Guralski), représentant du Comintern dans le KPD, qui était connu pour être « l'homme de Zinoviev » :

« Les conditions préalables de la lutte des masses pour des réformes vitales sont de vaincre l'aile droite du SPD et de l'USPD, de renforcer leur aile gauche ainsi que le contrôle du gouvernement socialiste par la classe ouvrière organisée.

« Ces conditions préalables sont également celles que nous posons pour entrer dans le gouvernement socialiste. Mais la réalisation de ces revendications signifie la création d'un gouvernement ouvrier. »

– « Der Kampf um die Arbeiterregierung » [Le combat pour un gouvernement ouvrier], *Die Internationale*, 27 juin 1922

Ces positions ne manquèrent pas de soulever des remous au sein du KPD. Paul Böttcher, un dirigeant de la droite du

KPD, cite par exemple Martha Heller, une correspondante de Kiel :

« Tout à coup tout ce que nous tenions jusqu'alors pour communément admis par tous les communistes a disparu. La révolution, la lutte de masse pour écraser l'appareil de domination économique et politique de la bourgeoisie, tout cela est escamoté, et nous obtenons le gouvernement de classe du prolétariat simplement en déposant un bulletin de vote, en acceptant des postes ministériels. »

– « Falsche Schlussfolgerungen : Eine Replik zur sächsischen Frage » [Fausses conclusions : réponse sur la question de la Saxe], *Die Internationale*, 18 juin 1922

Durant l'été et l'automne de 1922, un grand débat fit rage dans le KPD à propos du *Landtag* de Saxe, où le KPD détenait un vote décisif. En juillet, la Centrale se préparait à voter pour le budget provincial. Plus tard, comme le SPD refusait de passer une loi d'amnistie qui permettait au KPD de sauver les apparences, la Centrale changea de position mais la fraction parlementaire du KPD traîna des pieds. Ce ne fut que fin août que le gouvernement provincial du SPD fut renversé.

Mais tout en votant pour le renversement du gouvernement, le KPD comptait sur les nouvelles élections prévues pour novembre dans l'espoir que le nombre de députés du KPD augmente et qu'il ait la « possibilité d'élargir la base du gouvernement par l'entrée du Parti communiste dans le gouvernement. » Le KPD fit une proposition comportant « dix conditions » pour entrer dans un « gouvernement ouvrier » avec le SPD, lesquelles constituèrent par la suite la base de négociations. Le résultat des élections de novembre fut 10 députés pour le KPD, 42 pour le SPD et 45 pour les partis de droite. Peu après, le SPD envoya une lettre au KPD l'invitant à « prendre part au gouvernement, à condition de reconnaître les constitutions du Reich et du Land » (Reisberg, citant le *Vorwärts* n° 535 du 11 novembre 1922). Cette proposition précipita une scission dans la direction du KPD ; la question fut alors remise entre les mains du Comintern au Quatrième Congrès en 1922.

Les profondes divergences dans le parti allemand avaient été ouvertement débattues au Troisième Congrès, mais ce ne fut pas le cas en 1922. Entre-temps, Lénine avait subi sa première attaque et Radek et Zinoviev étaient désormais les principaux responsables du Comintern pour l'Allemagne, malheureusement pour le KPD. La maladie de Lénine ne lui permit de jouer qu'un rôle limité au Quatrième Congrès. L'ordre du jour ne prévoyait aucune discussion particulière sur les divergences concernant la Saxe et, plus généralement, la tactique parlementaire du KPD. On n'y fit que des références indirectes lors des séances du congrès.

La question de l'entrée dans le *Landtag* régional fut soulevée lors d'une consultation entre les délégués allemands et russes (qui apparemment incluaient Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine et Radek). Selon Arnold Reisberg, historien est-allemand, les rapports écrits sur cette conversation n'ont pas été conservés. Toutefois, d'après les mémoires de certains des participants et d'après ce qu'il est ressorti de la débâcle d'octobre 1923, il semble clair que la délégation russe fit échouer la proposition d'entrer dans le gouvernement saxon, alors que la majorité de la direction du KPD était pour. Une lettre de Zinoviev à Clara Zetkin le 5 avril 1924 note que les camarades russes étaient unanimement opposés à l'entrée. Des déclarations similaires furent faites par Zinoviev et d'autres lors de la réunion du comité exécutif de l'IC de janvier 1924, consacrée à la discussion de bilan des événements d'Allemagne. Néanmoins, nous ignorons les

paramètres politiques de l'intervention russe, mais elle a sans doute empêché le KPD de franchir ouvertement la ligne de classe à ce moment. La réunion ne fut jamais rapportée devant le Quatrième Congrès. Il n'y a jamais eu de vraie discussion au sein du KPD (ou de l'IC) pour corriger les dangereuses inclinations parlementaristes du parti allemand, et le KPD aborda les événements cruciaux de 1923 en étant politiquement désarmé.

Le Quatrième Congrès du Comintern de 1922

Le fait que la direction du parti allemand ait été décapitée en 1919 avait accentué tous ses points faibles. Il y avait deux pôles dans le KPD. D'un côté il y avait des parlementaristes empressés comme Meyer, Zetkin, Brandler et Thalheimer et, de l'autre, des démagogues petits-bourgeois comme Fischer et Maslow. Les souvenirs de Zetkin sur Lénine à cette période sont particulièrement intéressants puisque dans ses mémoires elle ne prétend pas (contrairement aux mémoires malhonnêtes de Ruth Fischer) que Lénine était d'accord avec elle sur tout. Selon Zetkin, Lénine faisait peu de cas de Fischer et Maslow : « Ces gens de la gauche sont comme les Bourbons. Ils n'ont rien appris et rien oublié. Si je suis bien informé, la critique que fait la gauche des erreurs commises dans l'application de la tactique du front unique cache le désir d'envoyer au diable cette tactique elle-même. » Zetkin rapportait que, pour Lénine, Fischer « c'était un "accident personnel", elle était "politiquement désemparée" » et que si ces gens-là avaient de l'influence auprès des ouvriers révolutionnaires dans le KPD, c'était la faute de la direction du parti :

« Mais je le dis sans détours, votre Centrale ne m'en impose pas davantage, elle qui ne trouve pas moyen – parce qu'elle ne montre pas assez d'énergie – d'en finir avec des démagogues de si peu d'envergure. Il devrait pourtant être facile de régler leur compte à des bonshommes comme ceux-là, de détacher d'eux et d'éduquer politiquement les ouvriers qui ont des sentiments révolutionnaires. Précisément parce que leurs sentiments sont révolutionnaires, tandis que des "radicaux" de l'espèce de ceux-là sont au fond les pires opportunistes. »

– Clara Zetkin, *Souvenirs sur Lénine* (1926)

Dans le seul discours qu'il fit devant le Quatrième Congrès, Lénine souligna l'importance de la résolution sur l'organisation, adoptée par le Troisième Congrès. Il avait peur que la résolution fût « trop russe », mais ce qu'il voulait dire ce n'était pas (comme cela a souvent été faussement présenté) qu'elle n'était pas applicable à l'Europe occidentale mais plutôt qu'elle était difficile à comprendre par les jeunes partis communistes. Il a insisté qu'ils doivent « étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire ». Lénine pensait que les partis communistes, en particulier le parti allemand, n'avaient pas encore assimilé l'expérience révolutionnaire bolchévique. Les faits lui ont tragiquement donné raison.

La discussion sur les « gouvernements ouvriers »

La discussion sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » lors du Quatrième Congrès eut principalement lieu dans le cadre du rapport du comité exécutif de l'IC fait par Zinoviev. Ni Lénine, ni Trotsky ne prirent part à cette séance. Dans sa déclaration préliminaire, Zinoviev reprit ce qu'il avait dit plusieurs mois auparavant lors d'un plénum élargi de l'exécutif, à savoir que le gouvernement ouvrier n'était qu'une désignation populaire de la dictature du prolétariat. Mais lorsque Radek et Ernst Meyer protestèrent,

Zinoviev recula. La codification qui s'en est suivie, reprise dans la « Résolution sur la tactique de l'IC » est délibérément confusionniste et se contredit même parfois en incorporant ensemble des notions politiques divergentes. Les thèses reconnaissent cinq variétés possibles de « gouvernements ouvriers » groupées en deux catégories :

« I. Pseudo-gouvernements ouvriers :

- 1) Un gouvernement ouvrier *libéral*. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre.
- 2) Un gouvernement ouvrier *social-démocrate* (Allemagne).

II. Authentiques gouvernements ouvriers :

- 3) Un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres. Cette éventualité existe dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc.
- 4) Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes.
- 5) Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien révolutionnaire qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par le parti communiste. »

– *Protokoll des IV. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale* [Procès verbaux du Quatrième Congrès mondial de l'Internationale communiste]

(Ceci est une traduction vérifiée contre l'allemand. La version française des *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923* n'est pas fiable, omettant par exemple la classification des gouvernements ouvriers en deux catégories).

Ce schéma d'une échelle mobile de « gouvernements ouvriers » allant du « pas vraiment bon » au « vraiment très bon » fut considéré par la direction du KPD comme une approbation de sa politique de conciliation et de soumission vis-à-vis des sociaux-démocrates de gauche. La résolution affirme aussi : « Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non-communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie. »

Zinoviev essaya de délimiter les conditions dans lesquelles le gouvernement ouvrier pourrait être réalisé : « Il ne peut être adopté que dans les pays où les rapports de force rendent son adoption opportune, où le problème de pouvoir, le problème de gouvernement, tant sur le terrain parlementaire qu'extra-parlementaire est arrivé au premier plan. » Mais dans les situations où la question du pouvoir est en train d'être posée dans la rue, c'est-à-dire les situations pré-révolutionnaires, semer la confusion chez les ouvriers quant à la nature de classe de l'Etat, est l'erreur la plus fatale.

La question qui préoccupait vraiment les délégués c'était de savoir si des communistes pouvaient entrer dans un gouvernement de coalition avec la social-démocratie. A ce propos, Zinoviev affirmait :

« Il y a un troisième type, qu'on appelle gouvernement de coalition ; c'est-à-dire, un gouvernement dans lequel des sociaux-démocrates, des dirigeants syndicaux, des sans-parti et peut-être même des communistes peuvent prendre part. On peut imaginer une telle éventualité. Un tel gouvernement n'est pas encore la dictature du prolétariat mais c'est peut-être un point de départ pour la dictature du prolétariat. Si tout va bien, nous pourrions virer du gouvernement social-démocrate après l'autre jusqu'à ce que le pouvoir soit dans les mains des communistes. C'est une éventualité historique. »

– *Protokoll des IV. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale*

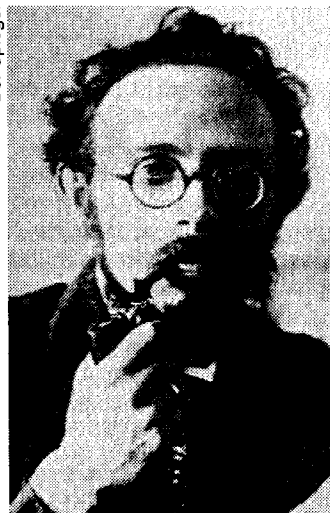
Ces inepties contredisent manifestement les leçons de la révolution d'Octobre. Toute la conception de Zinoviev pré-suppose que l'autre camp – les sociaux-démocrates et la



Inter-Verso

Délégation allemande reçue par Zinoviev à Moscou en 1924. La banderole proclame : « Cinq ans d'état-major prolétarien de la révolution mondiale, 1919-1924. » Karl Radek (à droite) a fait l'éloge du fasciste Schlageter exécuté par les autorités françaises d'occupation, lançant ainsi une campagne du KPD qui faisait appel aux nationalistes allemands.

Der Spiegel



bourgeoisie – est incapable de réfléchir. En pratique, les choses se sont déroulées très différemment en Allemagne un an plus tard, et c'était à prévoir. Dès que le KPD annonça sa coalition avec le SPD en octobre 1923, le gouvernement du Reich prit des mesures immédiates pour le renverser militairement. L'idée qu'il existe une étape intermédiaire entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie est aussi une remise en cause de la conception marxiste-léniniste de l'Etat. La classe ouvrière ne peut pas se contenter de « s'emparer » de l'appareil d'Etat existant et de le faire fonctionner pour son propre compte. Il faut que l'Etat bourgeois soit renversé par la révolution ouvrière et qu'un nouvel Etat – la dictature du prolétariat – soit érigé à sa place.

Il n'y avait pas besoin des événements d'octobre 1923 en Allemagne pour démontrer les dangers d'une coalition avec les sociaux-démocrates ; le Comintern avait déjà fait l'expérience désastreuse de ce genre de coalitions. En Finlande en 1918, une minorité pro-bolchévique du parti social-démocrate avait proclamé la dictature du prolétariat avant même d'avoir constitué sa propre organisation communiste. Il s'ensuivit un colossal massacre du prolétariat finlandais par l'armée du général Mannerheim, lié à l'impérialisme allemand. Au cours du printemps 1919, on proclama des républiques de conseils ouvriers [soviets] en Hongrie et en Bavière. En Hongrie, la République des conseils fut formée sur la base d'une réunification entre la petite formation communiste de Béla Kun et la social-démocratie. En Bavière, il y avait les Indépendants et même une partie du SPD dans le gouvernement ; et ce sont certains de ces ministres qui organisèrent une expédition punitive pour écraser le gouvernement révolutionnaire. Eugen Leviné dirigea une défense héroïque contre cet assaut réactionnaire. Mais tant en Hongrie qu'en Bavière, ces républiques des conseils furent vite noyées dans le sang.

Un des gros problèmes dans la discussion du Quatrième Congrès, c'est qu'on a essayé de faire des généralisations programmatiques à partir de spéculations historiques. Mais les tactiques c'est concret et cela dépend de circonstances historiques particulières. Deux délégués polonais, Marchlewski et Domski (membre de l'aile « gauche » polonaise alliée à Ruth Fischer) s'adressèrent particulièrement bien à ce problème. Marchlewski dit :

« Je voudrais dire encore quelques mots sur le mot d'ordre de gouvernement ouvrier. A mon avis, il y a eu trop de spéculation, et trop de spéculation philosophique à ce sujet. ("Très juste", des bancs du KPD.)

« La critique de ce mot d'ordre porte sur trois points – Premièrement, [le gouvernement ouvrier] est soit un gouvernement Scheidemann soit un gouvernement de coalition des communistes avec les social-traitres. Deuxièmement, c'est un gouvernement qui s'appuie soit sur le parlement soit sur les conseils d'usine. Troisièmement : C'est soit l'expression de la dictature du prolétariat ou ça ne l'est pas. Alors, camarades, je pense que sous ce rapport ce n'est pas la peine de faire des spéculations nébuleuses, car nous en avons l'expérience historique dans la pratique. Je vous le demande : qu'ont fait les bolchéviques en 1917 avant de conquérir le pouvoir ? Ils ont exigé la réalisation du mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux soviets." Et à l'époque cela signifiait : remettre le pouvoir entre les mains des menchéviques et des socialistes-révolutionnaires qui avaient la majorité dans les soviets. Cela signifiait aussi à l'époque un gouvernement ouvrier auquel participaient les social-traitres qui étaient contre la dictature du prolétariat. Mais dans le fond ce mot d'ordre de gouvernement ouvrier a bien servi aux bolchéviques comme arme d'agitation. »

Domski fit observer :

« Le camarade Radek m'a rassuré en privé qu'on n'envisage pas un tel gouvernement pour la Pologne (Radek : "Je n'ai pas dit ça !"). Ah, alors on va infliger la punition de ce type de gouvernement à la Pologne aussi. C'est donc un problème international.

« Le camarade Radek dit que le gouvernement ouvrier n'est pas une nécessité mais une possibilité et que ce serait pure folie de rejeter de telles possibilités. Mais la question est de savoir si il faut inscrire à notre drapeau toutes les possibilités qui se présentent et si en le faisant on accélère leur réalisation. Je pense qu'il est possible qu'au dernier moment un soi-disant gouvernement ouvrier qui ne serait pas encore une dictature du prolétariat voie le jour. Mais je pense que lorsqu'un tel gouvernement verra le jour, il sera le résultat de plusieurs forces : notre lutte pour la dictature du prolétariat, la lutte des sociaux-démocrates contre elle, etc. Est-il convenable de bâtir nos plans sur un tel résultat ? Je ne pense pas, et je pense que nous devons nous concentrer comme avant sur notre lutte pour la dictature du prolétariat. »

– Protokoll des IV. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale

Comme on disait dans le Comintern, le parti allemand est le plus grand mais le parti polonais est le meilleur.

Trotsky tire les leçons

En décembre 1922, dans un rapport sur le Quatrième Congrès, Trotsky, en introduisant la question de la Saxe, fit l'analogie suivante :

« Dans certaines conditions, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier peut devenir une réalité en Europe. C'est-à-dire qu'il peut arriver un moment où les communistes mettront sur pied un gouvernement ouvrier avec les éléments de gauche de la

social-démocratie, tout comme nous, en Russie, avons créé un gouvernement ouvrier et paysan avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Une telle phase constituerait une transition vers la dictature du prolétariat, pleine et entière. »

— *The First Five Years of the Communist International*, tome II

Cette analogie est totalement inappropriée. Les socialistes-révolutionnaires de gauche sont entrés dans le gouvernement après la prise du pouvoir par le prolétariat et sur la base du pouvoir des soviets alors qu'en Allemagne c'est d'un parlement bourgeois régional dans un Etat capitaliste qu'il était question ! Trotsky explique que l'IC s'était opposée à ce que le KPD entre dans le *Landtag* de Saxe à ce moment-là. Mais il ajoute :

« Dans le Comintern nous avons donné la réponse suivante : Si vous, nos camarades communistes allemands, étiez de l'avis qu'une révolution est possible dans les prochains mois en Allemagne, alors nous vous conseillerions de participer en Saxe à un gouvernement de coalition et d'utiliser vos postes ministériels en Saxe pour progresser dans nos tâches politiques et organisationnelles pour transformer la Saxe pour ainsi dire en terrain de manœuvres communiste, de sorte que nous ayons un bastion révolutionnaire déjà renforcé dans une période de préparation à l'éclatement prochain de la révolution. »

La conception d'un « terrain de manœuvres » qu'avancait Trotsky présupposait que les principaux bataillons du prolétariat allemand étaient prêts à rompre *totalemment* avec l'ordre bourgeois et à s'engager dans la voie de l'insurrection sous la direction des communistes. En d'autres termes, Trotsky présupposait exactement l'existence de quelque chose qui restait encore à forger, tester et tremper. Lorsque le KPD entra dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe au mois d'octobre suivant, Trotsky défendit cette décision dans plusieurs discours y compris dans le rapport du 19 octobre au Syndicat des ouvriers métallurgistes de toute la Russie, ainsi que deux jours plus tard à la Conférence des travailleurs politiques de l'Armée et de la Marine rouges (*The Military Writings and Speeches of Leon Trotsky, How the Revolution Armed*, [Ecrits et discours militaires de Léon

Trotsky, comment la révolution s'est armée], Vol. V). Trotsky ne se rendait peut-être pas compte à quel point le KPD avait sombré dans le parlementarisme, mais la tactique qu'il défendit ne pouvait que renforcer de telles impulsions.

Trotsky commença à évaluer les raisons de la défaite presque aussitôt après. Les événements d'Allemagne n'avaient pas une place prépondérante dans la bataille de l'Opposition de 1923, mais Trotsky fit pourtant cette déclaration préliminaire dans un article de décembre :

« Si le parti communiste avait modifié brusquement l'allure de son travail et avait consacré les cinq ou six mois que lui accordait l'histoire à une préparation directe politique, organique, technique de la prise du pouvoir, le dénouement des événements aurait pu être tout autre [...]. »

« Il fallait à présent une nouvelle orientation, un nouveau ton, une nouvelle façon d'aborder les masses, une nouvelle interprétation et une nouvelle application du front unique [...]. »

« Si le parti a cédé sans résistance des positions exceptionnelles, la raison principale en est qu'il n'a pas su, au début de la nouvelle phase (mai-juillet 1923), s'affranchir de l'automatisme de sa politique antérieure, établie comme pour durer des années, et poser carrément dans l'agitation, l'action, l'organisation, la technique, la question de la prise du pouvoir. »

— Trotsky, « Tradition et politique révolutionnaire », (décembre 1923, publié avec *Cours Nouveau*)

Trotsky fit un parallèle entre le routinisme de la direction du KPD et le conservatisme de la couche bureaucratique qui était en train de se cristalliser en Union soviétique. Trotsky, qui était stigmatisé comme un « nouveau venu » à cause de son adhésion relativement récente au Parti bolchévique, tourna en ridicule les « vieux bolchéviks » (comme Kamenév) qui, afin de s'opposer aux thèses d'avril de Lénine en 1917, s'étaient accrochés à ce que Lénine appela la formule qui « a déjà vieilli » de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ».

En faisant une réévaluation des événements allemands, Trotsky fut amené à faire une autocritique implicite de son insistance administrative d'alors sur la nécessité de fixer une date pour l'insurrection. En juin 1924, il écrivit qu'« un tournant tactique brusque était requis » dès le moment de l'occupation de la Ruhr :

« La question de fixer une date pour l'insurrection ne peut avoir d'importance seulement en liaison et avec la perspective suivante. L'insurrection est un art. Un art présuppose un but clair, un plan précis et, en conséquence, une planification. »

« Cependant, la chose la plus importante était ceci : s'assurer *bien à temps* du tournant tactique décisif vers la prise du pouvoir. Et cela n'a pas été fait. Ce fut l'erreur principale et fatale. C'est de ceci que découlait la contradiction fondamentale. D'un côté, le parti s'attendait à une révolution alors que d'un autre côté, parce qu'il s'était brûlé les doigts dans l'Action de mars, il évita jusque dans les derniers mois de 1923 l'idée même de l'organisation d'une révolution, à savoir, préparer une insurrection. »

— Trotsky, « Through What Stage Are We Passing ? » [Par quelle étape passons-nous ?] 21 juin 1924 (*Challenge of the Left Opposition, 1923-1925*) [Le défi de l'Opposition de gauche, 1923-1925]

L'importance d'un tel tournant, la nécessité de combattre et de vaincre politiquement la résistance menchévique et conservatrice à ce tournant dans le parti, sont développées beaucoup plus à fond dans *les Leçons d'Octobre*.

Alors que Trotsky tentait d'aller directement à la racine de la défaite allemande, pour Zinoviev la principale raison d'être du plénum du Comité exécutif de l'IC, prévu en janvier 1924 pour discuter la débâcle d'octobre, c'était d'amnistier son *propre* rôle et de faire de Brandler le bouc émissaire. (Les communistes polonais soumièrent une lettre

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

Collection d'articles du *Bolchévik* consacrés à l'anarchisme

20FF (7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réaligement de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Interfoto

En 1923, Hitler fit une tentative de putsch en Bavière qui fut facilement écrasée par le gouvernement. Le prolétariat n'a pas réussi à résoudre la crise du pouvoir bourgeois par la révolution, ce qui a permis à la bourgeoisie de remettre le pouvoir aux nazis en 1933, provoquant génocide et guerre mondiale.

critiquant sévèrement le fait que l'exécutif n'ait pris aucune responsabilité pour le désastre allemand.) Dans sa brochure *Probleme der deutschen Revolution* [Problèmes de la révolution allemande] (Hambourg, 1923) et encore au plénum, le ô combien flexible Zinoviev se remet à affirmer que le gouvernement ouvrier signifiait la dictature du prolétariat et attaque cyniquement les brandlériens parce qu'ils le nient. Zinoviev, ayant personnellement signé l'ordre qui obligeait le KPD à entrer dans les gouvernements de Saxe et Thuringe, ne pouvait pas se permettre de critiquer Brandler pour ça. Alors au lieu de cela, il insista que Brandler ne s'était pas comporté comme un ministre communiste le devait... dans ce qui était un gouvernement bourgeois ! La direction du KPD fut bientôt confiée à Fischer et Maslow. Et la ligne majoritaire dans l'exécutif, celle que Zinoviev argumenta, fut que la crise révolutionnaire était non pas passée mais imminente, position qui ne pouvait qu'être désorientante et aggraver encore la défaite d'octobre.

Au plénum de l'exécutif de janvier 1924, Radek soumit une série de thèses dont le but était en partie d'exonérer la direction de Brandler (et Radek lui-même) dans les événements de 1923. Trotsky, alors malade, n'était pas au plénum. Radek prit contact avec lui par téléphone pour essayer d'obtenir son soutien. Trotsky reconnut plus tard qu'il avait fait trop confiance à Radek en acceptant que son nom soit apposé au bas d'un document qu'il n'avait jamais lu, mais il expliqua qu'il avait apporté son soutien aux thèses parce qu'on lui avait assuré qu'elles reconnaissaient que la situation révolutionnaire était passée. Dans une lettre de mars 1926 au communiste italien Amadeo Bordiga, Trotsky réitère : « J'ai donné ma signature parce qu'elles contenaient l'affirmation que le parti allemand avait laissé passer la situation révolutionnaire et que commençait pour nous en Allemagne une phase favorable, non pour une offensive immédiate mais pour la défense et la préparation. C'était pour moi, alors, l'élément décisif. »

Comme Radek était l'allié de Brandler sur la question de l'Allemagne et que Trotsky était associé à Radek dans l'Opposition de 1923, le fait que Trotsky ait signé les thèses de Radek rendit la tâche facile à Zinoviev et plus tard à Staline lorsqu'ils voulurent l'accuser d'être un « brandlérien ». Bien entendu, tout ceci n'était qu'un jeu totalement cynique. Trotsky s'opposait au fait que Brandler devienne le bouc émissaire non pas par solidarité politique mais parce qu'il savait que la direction du Comintern était complice aussi et que Fischer et Maslow ne valaient pas mieux. Trotsky a clairement expliqué ses divergences avec Brandler dans toute une série de discours et d'articles. Tout ceci était notoirement connu dans les cercles dirigeants du parti russe mais moins dans les partis communistes européens. Trotsky dut à plusieurs reprises réitérer l'explication qu'il avait donnée à Bordiga, y compris dans une lettre de septembre 1931 à Albert Treint et dans une autre en juin 1932 au communiste tchèque Neurath.

Ce que Trotsky écrit plus tard

Dans ses écrits ultérieurs, Trotsky reconnut pleinement que le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » (ou « gouvernement ouvrier et paysan ») avait fourni au Comintern en dégénérescence une ouverture théorique pour le plus monumental des opportunismes. Dans le Programme de transition (1938), Trotsky écrit :

« La formule de "gouvernement ouvrier et paysan" apparut pour la première fois, en 1917, dans l'agitation des bolchéviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat, déjà établie. [...]

« L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : "Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir !", est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam. Le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens "démocratique" que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie. »

Cependant, à notre connaissance, Trotsky n'a jamais explicitement répudié les formulations du Quatrième Congrès sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier ».

Cette résolution est utilisée depuis comme justification théorique par les révisionnistes pseudo-trotskyistes de tous bords. En octobre et novembre 1953, dans une série d'articles de *Labor Action*, le journal de Max Shachtman, Hal Draper cita la discussion du Quatrième Congrès pour tenter d'argumenter qu'il n'était pas nécessaire qu'un « gouvernement ouvrier » soit un Etat ouvrier. Tout ceci dans le but de présenter sous un meilleur jour le gouvernement travailliste britannique d'Attlee élu en 1945. De même au début des années 1960, Joseph Hansen, du Socialist Workers Party (SWP) américain, se basa sur la discussion de l'IC en 1922 pour étayer sa thèse que le régime de Castro à Cuba était un « gouvernement ouvrier et paysan ». Là, c'était pour pouvoir justifier l'enthousiasme acritique du SWP pour la direction castriste de l'Etat ouvrier déformé cubain. Hansen étendit même cette caractérisation au gouvernement néocolonial de l'Algérie de Ben Bella, l'utilisant comme base théorique

pour soutenir politiquement les régimes nationalistes et populistes bourgeois.

Les justifications révisionnistes d'Hansen remplissent tout le numéro d'*Education for Socialists* d'avril 1974 sur le « gouvernement ouvrier et paysan ». En plus du Quatrième Congrès, Hansen s'empara aussi de l'hypothèse prudente, émise par Trotsky dans le Programme de transition :

« Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan", dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Tout comme les stalinien (et d'autres opportunistes) se sont servis à mauvais escient de *la Maladie infantile du communisme* de Lénine pour justifier leurs pires trahisons de collaboration de classe, des révisionnistes futés comme Hansen cherchèrent à imputer à Trotsky leur propre capitulation réformiste devant des forces non-prolétariennes.

La Revolutionary Tendency (RT) – prédécesseur de la Spartacist League – mena une lutte acharnée à l'intérieur du SWP contre la capitulation de la direction devant Castro. Dans un texte du 11 juin 1961 intitulé « A Note on the Current Discussion – Labels and Purposes » [Remarque sur la discussion actuelle – Etiquettes et Objectifs] (*Discussion Bulletin* du SWP vol. 22, n° 16 [juin 1961]), James Robertson, un des dirigeants de la RT, faisait remarquer qu'il y avait un lien entre la terminologie et les aspirations politiques :

« Et sur la question cubaine, le même problème fondamental se pose – qu'est-ce que vous voulez, camarades ? Prenez l'utilisation de la revendication transitoire de "gouvernement ouvrier et paysan". C'est une revendication de transition n'est-ce pas, c'est-à-dire un pont, mais les ponts vont dans deux directions. *Soit* le gouvernement ouvrier et paysan est la revendication centrale des trotskystes encourageant les ouvriers et les paysans à prendre le pouvoir entre leurs mains avec leurs organisations de masse – autrement dit, la lutte pour le pouvoir des soviets (c'est l'utilisation qu'en font les trotskystes cubains) ; *soit* c'est une étiquette qu'on donne de loin au gouvernement existant et qui donc sert, et pas pour la première fois, de formule apparemment orthodoxe pour éviter d'accomplir une révolution prolétarienne et pour justifier la révolution "d'en haut" par des dirigeants "dont une des difficultés principales est d'inculquer aux travailleurs le sens de la responsabilité sociale révolutionnaire". »

« Bref, la révolution cubaine va-t-elle aller de l'avant et traverser le pont vers le pouvoir des soviets ou bien la majorité du SWP américain va-t-elle rebrousser chemin ? »

La capitulation du SWP devant Castro fut effectivement le premier pas dans sa dégringolade vers le centrisme et, quelques années plus tard, vers le réformisme.

En 1971, au cours des discussions de fusion avec le Communist Workers Collective (CWC) qui avait rompu sur la gauche avec le maoïsme, nous avons découvert que le Quatrième Congrès leur posait les mêmes problèmes (voir *Marxist Bulletin* n° 10, « From Maoism to Trotskyism »). Les camarades du CWC connaissaient très bien les œuvres de Lénine sur l'Etat. Ils savaient qu'à l'époque impérialiste il n'y avait que deux types d'Etat, la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie, qui correspondaient aux deux classes fondamentales – alors que pouvait bien être ce vague « gouvernement ouvrier », situé entre les deux ? La conver-

gence d'opinion sur cette question fut de bon augure pour un solide regroupement révolutionnaire !

Au début des années 1930, Trotsky écrivit abondamment sur l'urgence d'appliquer la tactique du front unique contre les fascistes de Hitler. Cependant le « gouvernement ouvrier » à la Zinoviev, c'est-à-dire un gouvernement KPD-SPD, n'apparaît *jamais* dans la propagande de Trotsky. De même, ses formulations sur l'Etat sont beaucoup plus incisives et claires qu'en 1923. Par exemple, Trotsky dit catégoriquement que les flics sont l'ennemi de classe, même s'ils sont sous influence social-démocrate :

« Le fait que les policiers ont été choisis pour une part importante parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut rien dire du tout. Ici encore c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. »

– « La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », 27 janvier 1932 (*Comment vaincre le fascisme*)

Cherchant à justifier leur soutien électoral indéfectible à la social-démocratie, les centristes et réformistes d'aujourd'hui prétendent que le « gouvernement ouvrier » est la forme la plus élevée du front unique. Par contraste, Trotsky a écrit dans « La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne » :

« De même que le syndicat est la forme élémentaire du front unique dans la lutte économique, *le Soviet est la forme la plus élevée du front unique*, quand arrive pour le prolétariat l'époque de la lutte pour le pouvoir.

« Le Soviet en lui-même ne possède aucune force miraculeuse. Il n'est que le représentant de classe du prolétariat avec tous ses côtés forts et ses côtés faibles. Mais c'est précisément cela, et seulement cela, qui fait que le Soviet offre la possibilité organisationnelle aux ouvriers des différentes tendances politiques et qui sont à des niveaux différents de développement, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. »

Mais contre les fétichistes du front unique, Trotsky insista que les soviets « en tant que tels » n'étaient pas un substitut à une avant-garde communiste qui dirige la lutte pour le pouvoir :

« D'une manière générale, le front unique ne saurait remplacer un puissant parti révolutionnaire. Il peut seulement l'aider à se renforcer. [...] »

« Mais penser que les Soviets peuvent "par eux-mêmes" diriger la lutte du prolétariat pour le pouvoir, revient à propager un grossier fétichisme du Soviet. Tout dépend du parti qui dirige les Soviets. »

La lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre

La dernière étude sérieuse des événements d'Allemagne dans le mouvement trotskyste a été un débat dans les pages de la revue *Fourth International* du SWP américain en 1942-1943 entre le trotskyste allemand Walter Held (« Why the German Revolution Failed » [Pourquoi la révolution allemande a échoué], décembre 1942 et janvier 1943) et Jean van Heijenoort, sous le pseudonyme de Marc Loris (« The German Revolution in the Leninist Period » [La révolution allemande à l'époque [léniniste], mars 1943]. L'échange a le mérite d'essayer de situer les problèmes du KPD de 1923 dans le contexte des faiblesses politiques qui avaient handicapé le parti allemand depuis sa naissance. Held considérait que l'exclusion (entièrement justifiée) de Paul Levi en 1921 avait été l'erreur fatale qui avait condamné la révolution allemande de 1923 à la défaite, détectant même dans l'exclusion de Levi les germes de la dégénérescence bureaucratique sta-



VAAP photos

Léon Trotsky en 1917. Une manifestation à Petrograd en juin 1917 avec les mots d'ordre bolchéviques : « A bas la contre-révolution ! A bas les dix ministres capitalistes ! Tout le pouvoir aux soviets des représentants des ouvriers, des soldats et des paysans ! »

linienne du Comintern. Van Heijenoort épingle Held pour son soutien à Levi. Mais van Heijenoort a tort d'attaquer Held quand celui-ci critique Trotsky, à juste titre, pour n'avoir pas mis à exécution les instructions de Lénine lui demandant d'engager la bataille contre Staline au Douzième Congrès du parti russe en 1923. Held pensait vraiment qu'il y avait des possibilités révolutionnaires en 1923, et il méprisait Brandler. Held condamnait aussi avec juste raison l'entrée du KPD dans les gouvernements de Saxe et Thuringe – tout en ne reconnaissant pas que Trotsky lui-même l'avait soutenue.

L'appréciation que l'on fait de l'histoire du mouvement ouvrier est en corrélation directe avec les conceptions programmatiques qu'on adopte. Toutes sortes de soi-disant trotskystes abordent les événements de 1923 à travers le prisme déformant de la social-démocratie. Pierre Broué, dans *la Révolution en Allemagne 1917-1923* (1971) soutient sans critique la position du Quatrième Congrès de l'IC sur le « gouvernement ouvrier ». Une brochure publiée par le groupe allemand de Pouvoir ouvrier (Arbeitermacht) sur la révolution de novembre affirme que le gouvernement d'Ebert-Scheidemann – les assassins de Liebknecht et Luxemburg – était un « gouvernement ouvrier », bien que d'un type « non authentique ». Pierre Frank, qui fut longtemps un des dirigeants du Secrétariat unifié, a écrit une polémique attaquant Zinoviev parce que celui-ci (à l'occasion) affirmait avec raison qu'un gouvernement ouvrier signifiait la dictature du prolétariat.

Ces organisations voudraient faire croire qu'un régime parlementaire gouverné par un parti social-démocrate est un « gouvernement ouvrier » ou un « gouvernement réformiste » ; mais c'est un gouvernement *capitaliste*. Ceci correspond à leur politique qui est d'opérer comme groupes de pression sur les partis réformistes de masse. Au Chili, au

début des années 1970, l'Unidad Popular (UP) d'Allende, coalition bourgeoise entre les socialistes d'Allende, les communistes et quelques petites formations capitalistes, représentait la parfaite réalisation de cette vision social-démocrate. L'UP a bercé les masses ouvrières d'illusions suicidaires dans l'armée « constitutionnelle » et a pavé la voie au coup d'Etat meurtrier de Pinochet.

Quant à Brandler, il s'éloigna brusquement du léninisme, devint un des dirigeants de l'Opposition communiste de droite et se consolida sur une politique social-démocrate. Dans un échange de vues avec Isaac Deutscher, Brandler sue par tous les pores une satisfaction suffisante de social-démocrate allemand provincial qui pense qu'il n'y a absolument jamais rien eu à apprendre des bolchéviks :

« Je ne réalise que maintenant combien est formidable le trésor d'idées que le mouvement ouvrier allemand a acquis par sa propre expérience et très indépendamment. Nous étions tellement impressionnés par les réalisations des bolchéviks que nous en avons oublié les nôtres. Prenez *l'Impérialisme* de Lénine qui est à juste raison considéré comme un ouvrage de référence. Déjà au congrès de l'Internationale à Stuttgart en 1907 et dans d'autres conférences à la fin du siècle dernier, la plupart des idées que Lénine a développées dans son *Impérialisme* étaient déjà débattues, principalement par Kautsky. »

– *New Left Review* n° 105, septembre-octobre 1977

L'Impérialisme de Lénine était une polémique *contre* Kautsky dont la théorie du « superimpérialisme » (aujourd'hui ressuscitée par le milieu « anti-mondialisation ») est basée sur le mensonge que les antagonismes nationaux et donc la guerre impérialiste ne sont pas inhérents au système capitaliste. C'est en opposition à ce social-pacifisme et à ce social-chauvinisme que Lénine lança la bataille pour la Troisième Internationale !

Pour ce qui est des pro-travailleurs britanniques de la revue *Revolutionary History*, l'éditorial de son numéro de

1994 sur l'Allemagne déguise en questions ses thèses anti-révolutionnaires :

« Cette série d'événements était-elle une occasion révolutionnaire qui a échoué ? L'insurrection avorta-t-elle pour déboucher dans une république bourgeoise à cause de la trahison de la social-démocratie et l'échec de la gauche révolutionnaire ? Une république bourgeoise libérale était-elle une possibilité ? Les énormes erreurs des communistes étaient-elles le résultat de leur propre inaptitude ou dues au fait que l'Internationale communiste s'en soit mêlée ? Jusqu'à quel point la politique du Parti communiste allemand fut-elle influencée par les préférences soviétiques pour une alliance avec l'aile droite militariste allemande, une coalition des deux outsiders, les laissés pour compte du traité de Versailles ? Aurait-on pu tirer plus de la situation que ce qui est advenu ? La victoire ultérieure de Hitler fut-elle rendue inévitable par les événements de l'époque ? Si le Parti communiste n'avait pas été formé et si la classe ouvrière avait maintenu son unité organisationnelle, la victoire de Hitler aurait-elle pu être évitée ? »

On voit clairement où mène la ligne de *Revolutionary History*, même s'il faut lire entre les lignes, comme c'est généralement le cas avec ces revues qui disent n'être « affiliées à aucun parti ». Le raisonnement est le suivant : la révolution prolétarienne n'a pas triomphé en Allemagne en 1918-1923 et il n'y a que des sectaires et des fous qui puissent imaginer qu'elle se profilait à l'horizon ; en Union soviétique, où la révolution a effectivement triomphé en 1917, la direction bolchévique a vite montré qu'elle se composait principalement d'imposteurs et de fanatiques égarés. Alors, pour *RH*, que reste-t-il à faire sinon se lamenter que les forces révolutionnaires prolétariennes aient scissionné de la Seconde Internationale ? Ils cherchent à tout prix à éviter de reconnaître que c'est l'attachement pusillanime du SPD à la République de Weimar combiné à l'incapacité du Parti communiste d'y mettre un terme définitivement en 1923, qui a permis à Hitler d'arriver au pouvoir. Le fascisme, l'oppression brutale des masses coloniales par l'impérialisme, les guerres interimpérialistes, le racisme – tout cela, aux yeux d'un social-démocrate, ce n'est pas le produit inévitable de l'ordre social bourgeois pourrissant, ce sont des aberrations malheureuses qui s'écartent de temps en temps de la norme bourgeoise démocratique et bien ordonnée.

Au fond, c'est la validité de la révolution d'Octobre et la tentative des bolchéviks de l'étendre internationalement qu'ils remettent tous en question. La position de Brandler fut toujours celle de « l'exceptionnalisme russe », autrement dit, le programme de Lénine a peut-être marché en Russie mais il ne pouvait pas s'appliquer à l'Allemagne avec sa classe

ouvrière soi-disant plus « cultivée », prétendument attachée au cadre de la démocratie parlementaire pour l'éternité. Avec la destruction de l'Union soviétique, les révisionnistes ont maintenant « découvert » que le programme de Lénine ne marchait pas pour la Russie non plus, que l'Etat ouvrier soviétique avait été « l'expérience d'un échec ». C'est pourquoi tous les réformistes finissent aujourd'hui dans le camp de la « campagne anti-mondialisation », implorant les impérialistes d'être « responsables » et « humains ».

Des groupes soi-disant d'« extrême » gauche comme Workers Power et le Secrétariat unifié sont allés très à droite avec leur soutien aux forces contre-révolutionnaires qui ont détruit l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est en 1989-1992. Ils se sont fait les champions de la prétendue « démocratie » des impérialistes et de leurs agents contre-révolutionnaires, et ont ainsi aidé à détruire le premier Etat ouvrier du monde, condamnant le prolétariat d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS à la misère imposée par la mainmise impérialiste sur le marché mondial. C'est ce qui est à l'origine de l'attachement que ces imposteurs du marxisme ont en fait pour le bac à sable parlementaire réformiste de la « démocratie » bourgeoise, se mettant à la traîne de sociaux-démocrates de droite tels que le Parti travailliste de Tony Blair en Grande-Bretagne ou, dans des pays comme l'Italie et la France, de coalitions de front populaire entre des partis ouvriers réformistes et des partis ouvertement bourgeois.

La révolution d'Octobre demeure notre boussole. Elle a démontré comment un parti révolutionnaire enraciné dans le prolétariat peut arracher les masses laborieuses des griffes des traîtres réformistes et les mener au pouvoir. C'est l'élément subjectif, le parti révolutionnaire, qui joue le rôle central. C'est toute la différence entre la Russie de 1917 et l'Allemagne de 1923.

La tâche stratégique qui incombe aux communistes allemands, c'est de faire rompre le prolétariat avec la social-démocratie. Comme Trotsky l'a justement conclu, cela aurait pu se faire en 1923. L'obstacle n'était ni la situation objective ni l'« omnipotence » de la social-démocratie ; c'était l'incapacité de mener une politique révolutionnaire, particulièrement au moment décisif. Là, la faiblesse programmatique du Parti communiste allemand, accentuée plutôt que corrigée par un Comintern qui commençait lui-même à dégénérer, fut déterminante. Nous cherchons à assimiler de façon critique les leçons de 1923 afin de renforcer notre parti international pour les luttes révolutionnaires qui nous attendent. ■

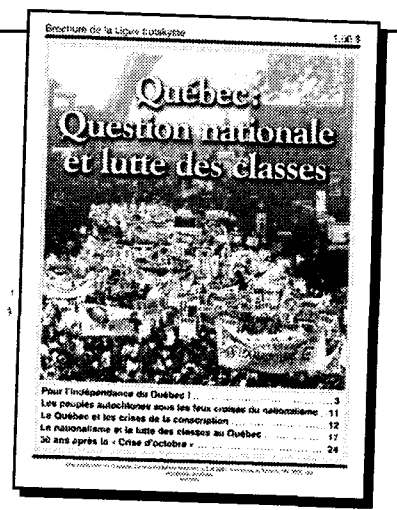
Vient de paraître !

Au Canada, les révolutionnaires doivent adopter une orientation juste sur la question du Québec, nation opprimée dans l'Etat fédéral anglo-chauvin. Cette brochure rassemble des textes traduits de *Spartacist Canada* qui traitent de certains épisodes clés dans le développement historique de la question québécoise, ainsi que de son impact sur les luttes de la classe ouvrière.

32 pages Canada : 1\$Cdn France : 7FF

Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



Bilan critique

Trotsky et l'Opposition de gauche russe



Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis

Léon Trotsky en exil à Prinkipo, en Turquie, en 1931. L'Opposition de gauche de Trotsky luttait pour défendre et faire vivre le programme authentique des bolchéviks de Lénine. Seules des révolutions prolétariennes dans le monde entier pouvaient briser l'encerclement impérialiste de l'Etat ouvrier soviétique.

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 56, PRINTEMPS 2001

Dans les années 1920, alors que la Révolution russe était isolée et en déclin, les communistes qui cherchaient à lutter contre la bureaucratisation de l'Etat soviétique et du parti durent surmonter de nombreux obstacles avant de pouvoir élaborer un programme réactualisé pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Comme Trotsky le souligne à maintes reprises, notamment dans *la Révolution trahie*, son ouvrage fondamental de 1936, la source du cancer bureaucratique c'était « la misère, aggravée par les dévastations des guerres impérialiste et civile ». Dans les centres urbains de la Russie tsariste, il s'était créé grâce aux investissements étrangers des usines qui étaient parmi les plus modernes du monde. Mais celles-ci n'étaient que des îlots au milieu d'un océan d'arriération économique et culturelle dans les campagnes. La terrible guerre civile de 1918-1920 aggrava encore les destructions causées par la guerre mondiale dans l'industrie et l'infrastructure. Les bolchéviks considéraient leur révolution comme la première étape de la révolution socialiste européenne ; ils savaient qu'ils ne pourraient pas

conserver longtemps le pouvoir sans l'aide matérielle d'un pays industriel avancé. Mais l'échec des affrontements prolétariens révolutionnaires en Italie, Finlande, Hongrie et Allemagne pendant les tumultueuses années 1919-1920 priva le jeune Etat ouvrier de l'aide qui lui aurait permis de commencer à faire face aux énormes besoins matériels de la Russie.

Le jeune Etat ouvrier était l'arbitre de la pénurie. Cela créait d'écrasantes pressions poussant au bureaucratisme dans l'attribution des ressources, surtout étant donné le poids qu'avaient les anciens fonctionnaires, officiers et experts techniques tsaristes qu'il avait fallu employer pour construire le nouvel appareil d'Etat. Comme, après la stabilisation partielle de l'ordre capitaliste en 1921, la perspective d'une révolution socialiste imminente en Europe s'éloignait, la bureaucratie commença à prendre conscience de ses propres intérêts matériels. La Nouvelle politique économique (NEP) introduite au début de la même année accéléra encore ce phénomène. La NEP, série de concessions aux forces du marché nécessaire au redémarrage de l'économie, créa une couche de spéculateurs, de petits négociants et de paysans cossus qui exerçaient une influence corrosive sur l'appareil qui contrôlait l'activité économique. Au Onzième Congrès du Parti,

en 1922, Lénine exprima son inquiétude face à ce danger :
 « La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou – 4 700 communistes responsables – et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. »

– V. I. Lénine, « Rapport politique du comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie », 27 mars 1922 (*Œuvres*, tome 33)

Pour contrecarrer l'influence conservatrice de cette bureaucratie montante sur la petite avant-garde prolétarienne organisée dans le Parti bolchévique, il fallait mener une lutte politique consciente. Cette lutte politique eut effectivement lieu : de 1922 à 1929, le Parti bolchévique fut le théâtre de luttes fractionnelles presque incessantes. Comme le faisait remarquer Trotsky en 1935, avec l'avantage du recul, l'écrasement en janvier 1924 de l'opposition antibureaucratique, qui avait commencé à prendre forme fin 1923 lors de la préparation de la Treizième Conférence du Parti, « signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique » (« L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », 1^{er} février 1935, *Œuvres*, tome 5).

Mais la signification pleine et entière de cet événement ne fut pas totalement comprise à l'époque, même par les principaux protagonistes – *et elle ne pouvait pas l'être*. La bureaucratisation d'un Etat ouvrier était un phénomène historique nouveau ; les questions sur lesquelles l'Opposition se battit en 1923 se limitaient au régime interne du parti et à la nécessité d'une industrialisation plus rapide de l'économie soviétique. Il allait falloir quatre années de plus – et les expériences de la Deuxième Révolution chinoise en 1925-1927 et de la grève générale britannique de 1926 – pour que les batailles politiques montrent clairement que l'Opposition de gauche de Trotsky était la continuateur du bolchévisme internationaliste révolutionnaire, par opposition à la politique de collaboration de classe de plus en plus prononcée de l'appareil bureaucratique dirigé par Staline. Et même à cette époque, de 1929 à 1933, Staline opéra un tournant tactique « à gauche » qui créa une certaine confusion politique et désarma beaucoup d'anciens partisans de Trotsky, lorsqu'il écrasa l'Opposition de droite de Boukharine, imposa la collectivisation forcée de l'agriculture russe et lança l'Internationale communiste dans l'aventurisme de la « troisième période ». Ce ne fut qu'en 1935, avec l'élaboration de la politique du « front populaire » lors du Septième (et dernier) Congrès de l'Internationale communiste, que les staliniens se rallièrent explicitement et officiellement au programme de la collaboration de classe avec les bourgeoisies impérialistes « démocratiques ».

Examiner les premières années de la dégénérescence de la révolution en projetant en arrière l'expérience de cette série d'événements reviendrait à remplacer le matérialisme historique par du moralisme. Au début, Trotsky ne pouvait pas d'avance mesurer l'importance qu'allait prendre la montée de la bureaucratie, ni savoir où cela conduirait. Staline ne le pouvait d'ailleurs pas davantage. Pour les marxistes, faire des évaluations historiques n'est pas un acte religieux destiné à



VAAP

A la veille de la révolution d'Octobre, la banderole des ouvriers de l'usine « Poutilov la rouge » dit : « Vive la révolution dans toute la Russie, prologue à la révolution sociale en Europe. »

défendre la pureté essentielle de nos précurseurs. C'est au contraire un examen matérialiste, quelque chose de nécessaire si l'on veut déterminer la meilleure manière d'appliquer notre programme révolutionnaire aujourd'hui. Le léninisme s'est élaboré de 1903 à 1917 au cours d'une série de luttes politiques, alors que Lénine cherchait à utiliser dans un empire tsariste en décadence le levier du marxisme révolutionnaire, et cela aboutit à la révolution d'Octobre. De même, le « trotskysme » – et Trotsky insistait qu'il n'est tout simplement que la continuité du léninisme – s'est élaboré dans la lutte politique pour appliquer ce levier à la période de dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe. Tous les deux représentent le marxisme révolutionnaire de leur temps, et ni l'un ni l'autre ne doivent être considérés comme un corps de doctrine révélée, sorti tout armé, comme Athéna, de la tête de Zeus.

Il n'était pas écrit à l'avance que l'opposition à la bureaucratie soviétique serait dirigée par Trotsky, administrateur brillant mais impérieux et impatient, qui avait une longue expérience en tant que dirigeant du mouvement ouvrier russe, mais qui n'avait rejoint le Parti bolchévique qu'à l'été 1917. Il n'était pas non plus écrit sur des tablettes que le personnage très ordinaire qu'était Staline deviendrait le maître de la fraction bureaucratique du parti. Dans la discussion sur la question syndicale de 1920-1921, signe avant-coureur des pressions bureaucratiques sur le parti, Staline et sa clique furent une composante clé dans la majorité de Lénine *contre Trotsky*. Mais Staline ne réussit à devenir le dirigeant incontesté de l'appareil que plus tard, après la mort de Lénine, et seulement sous couvert des blocs qu'il forma, d'abord avec Zinoviev et Kamenev de 1922 à 1925, et plus tard avec Boukharine, Rykov et Tomsky de 1925 à 1928.

Même après avoir écrasé l'Opposition de droite de Boukharine en 1929, Staline ne faisait guère l'unanimité au sein

du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). En 1934, au Dix-Septième Congrès du Parti, annoncé comme le « congrès des vainqueurs », S. Kirov, le chef du parti à Leningrad, fut élu au comité central avec 289 voix de plus que Staline. Seuls quelques dizaines des 1 966 délégués à ce Dix-Septième Congrès survécurent aux grandes purges qui commencèrent en 1936. Les procès-spectacles de Zinoviev, Kamenev, Boukharine et d'autres anciens de l'Opposition ne doivent pas faire oublier le fait que les purges de 1936-1938 visaient principalement *la propre fraction de Staline*. En 1939, Staline et un petit cercle de ses partisans se sont retrouvés seuls à la tête d'un parti d'environ 1 589 000 membres, dont 70 % avaient adhéré après 1929. Le PCUS n'était plus le parti de l'avant-garde prolétarienne, mais l'organisation de l'appareil bureaucratique inculte et capricieux de l'Etat soviétique. Il n'y a que des anticommunistes primaires comme Leonard Shapiro et Richard Pipes, ou ceux qui pensent que le stalinisme était inévitable (comme Isaac Deutscher, le biographe de Trotsky) pour affirmer que tel était le seul aboutissement possible des luttes révolutionnaires mondiales et des soubresauts politiques au sein du Parti bolchévique dans les années 1920.

L'arriération économique et l'isolement du premier Etat ouvrier du monde – et en particulier l'immense déception que provoqua l'échec de l'insurrection allemande attendue en automne 1923 – jouèrent fortement au désavantage des forces antibureaucratiques qui luttaient à l'intérieur du Parti bolchévique dans les années 1920. Mais ces facteurs n'ont pas, *à court terme*, déterminé à l'avance que la bureaucratie prendrait le contrôle du parti en janvier 1924 et réussirait à se maintenir au pouvoir, généralisant son attitude conciliatrice à l'égard de l'ordre bourgeois qui se stabilisait, dans son programme du « socialisme dans un seul pays ». Il faudrait avoir un profond pessimisme historique pour argumenter que Trotsky n'a fait aucune erreur dans la lutte pour empêcher l'usurpation du pouvoir politique de la classe ouvrière soviétique et préserver l'URSS comme bastion de la révolution mondiale.

Lors de discussions qui ont eu lieu ces dernières années dans la Ligue communiste internationale, nous avons réexaminé le cours suivi par Trotsky dans les débats du Parti bolchévique des années 1920 ; surtout lorsqu'il fut un des dirigeants de l'Opposition de 1923, puis plus tard lorsqu'il dirigea l'Opposition de gauche, une des principales composantes du bloc de l'Opposition unifiée de 1926-1927. Notre réexamen se base en grande partie sur les documents de Trotsky publiés en trois tomes sous le titre *The Challenge of the Left Opposition* [Le défi de l'Opposition de gauche] par les éditions Pathfinder Press et couvrant la période de 1923-1929. Ces écrits constituent l'ensemble le plus complet de textes de l'Opposition auquel nous ayons aujourd'hui accès (nous n'avons actuellement pas accès à tous les importants documents en russe qui sont très certainement conservés dans les archives du PCUS à Moscou). Ce que Trotsky a écrit sur les luttes révolutionnaires en Chine en 1925-1927, rassemblé dans le recueil *Leon Trotsky on China* [Léon Trotsky sur la Chine] publié par Pathfinder, est important aussi.

Le combat de Trotsky atteint son point culminant avec sa « Critique du programme de l'Internationale communiste » rédigée pendant l'été 1928 (connue aussi sous le titre *l'Internationale communiste après Lénine*). La « Critique » était la première étude du bureaucratisme soviétique et de ses effets corrosifs sur la pratique de l'Internationale communiste

(Comintern ou IC) qui en abordait tous les aspects programmatiques. Elle condensait les leçons centrales de la lutte de classes internationale des années 1920. Trotsky y démontrait brillamment le lien entre le dogme du « socialisme dans un seul pays » de Staline et les zigzags capitulars du Comintern, en particulier la trahison de la Deuxième Révolution chinoise.

Pourtant, à l'époque cruciale des débuts de la dégénérescence, Trotsky n'avait pas mené de bataille conséquente contre la menace bureaucratique représentée par Staline. Il releva ce fait peu après son exil d'URSS :

« J'ai évité aussi longtemps que possible d'engager ce combat qui était, par nature, celui d'une conspiration sans principes dirigée contre moi personnellement, au moins dans sa première phase. Il était clair pour moi qu'un tel combat, dès qu'il aurait commencé, prendrait tout de suite un caractère violent et pourrait, dans les conditions de la dictature révolutionnaire, conduire à de dangereuses conséquences. Ce n'est pas ici le lieu de discuter la question de savoir s'il était juste d'essayer de maintenir un terrain commun pour le travail collectif, au prix de très grandes concessions personnelles, ou si j'aurais dû prendre l'offensive sur toute la ligne, en dépit de l'absence de terrain politique suffisant pour une telle action. Le fait est que j'ai choisi la première voie et qu'en dépit de tout, je ne le regrette pas. Il y a des victoires qui mènent à l'impasse et des défaites qui ouvrent de nouvelles avenues. »

– Léon Trotsky, « La victoire de Staline », 25 février 1929 (*Œuvres*, tome III)

La transition entre la guerre civile et la NEP

Pendant la guerre civile russe, il fallut mobiliser quasiment toutes les ressources du nouvel Etat ouvrier pour que l'Armée rouge puisse vaincre la contre-révolution soutenue par les impérialistes. En hiver 1919-1920, la guerre civile touchait à sa fin et dans la situation de transition entre la guerre et la paix, les contradictions économiques déchirantes du premier Etat ouvrier au monde occupèrent le devant de la scène. La révolution était dans une impasse. L'industrie était au bord de l'effondrement total, et dans les couches les plus avancées du prolétariat, les ouvriers avaient été soit tués à la guerre, soit incorporés à l'administration de l'Etat ; le reste de la classe ouvrière s'était en grande partie éparpillé dans les campagnes, pour tenter d'arracher à la terre de quoi subsister. La paysannerie était devenue hostile à cause de la politique de réquisitions de grains qu'il avait fallu mettre en place pour gagner la guerre. Beaucoup de paysans semaient juste assez pour nourrir leur famille. Les transports étaient presque totalement paralysés.

Trotsky fut le premier dirigeant bolchévique à proposer un moyen de sortir de l'impasse. En décembre 1919, il suggéra

Documents fondamentaux de la Ligue trotskyste du Canada

Brochure en français et en anglais (24 pages)

France : 10FF
Canada : 2\$Cdn

Pour toute commande :
SCPA, C.P. 6867
succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada
(ou Le Bolchévik)

Documents fondamentaux de la Ligue trotskyste/Trotskyist League

Thèses programmatiques
Qui nous sommes, et ce pourquoi nous luttons



Statuts et directives organisationnelles

JAN 1988

JAN 88

que le commissariat à la Guerre assume la responsabilité de mobiliser la main-d'œuvre civile pour reconstruire l'économie – ce qu'il appelle la « militarisation du travail ». Ce projet provoqua une levée de boucliers quand il fut publié dans la *Pravda*, et bien que Lénine ait soutenu la proposition de Trotsky, une conférence de dirigeants syndicaux bolchéviques la rejeta. La « militarisation du travail » devint réalité sous une autre forme. Dans l'Oural, en Ukraine et en Russie du sud, comme il n'y avait pas de trains pour ramener chez eux les soldats de l'Armée rouge démobilisés, la troupe fut transformée en une immense armée du travail, abattant les forêts, travaillant dans les mines et effectuant d'autres tâches nécessaires. Mais lors d'un voyage effectué dans l'Oural en février 1920 pour inspecter les armées du travail, Trotsky comprit que ce n'était pas une solution réelle au dilemme des bolchéviques ; ce mois-là, il proposa au comité central de remplacer les réquisitions par un impôt que le gouvernement collecterait sous forme de produits agricoles (un « impôt en nature »). Sa proposition fut rejetée.

L'invasion de l'Ukraine par des troupes polonaises quelques mois plus tard entama sévèrement les ressources déjà extrêmement limitées de l'Etat ouvrier soviétique. C'est seulement parce que Trotsky avait été récemment nommé responsable des chemins de fer, qu'il avait proclamé la loi martiale et appliqué un plan de réparation des chemins de fer (la première application de la planification en Russie soviétique) que l'Armée rouge eut les moyens de transport nécessaires pour repousser l'armée polonaise. La Pologne était

l'alliée des puissances de l'Entente, principalement de la France. La défaite de la Pologne déstabilisa toute l'Europe. Dans la ville prussienne de Dantzig (aujourd'hui Gdansk), les dockers en grève refusèrent de charger les armes destinées à la Pologne ; les syndicats britanniques quant à eux créèrent des « comités d'action » pour empêcher leur gouvernement d'entrer en guerre. Les victoires soviétiques contre la Pologne galvanisèrent ceux qui s'opposaient à l'ordre impérialiste instauré à Versailles après la Première Guerre mondiale. L'Allemagne était en ébullition. L'occasion se présentait pour l'Etat ouvrier russe de se lier directement à la révolution européenne, « un tournant extrêmement important, non seulement dans la politique de la Russie soviétique, mais aussi dans la politique mondiale », comme le fit remarquer plus tard Lénine dans un rapport à la Neuvième Conférence du Parti russe, en septembre 1920 (reproduit dans *In Defence of the Russian Revolution* [Défense de la Révolution russe], Al Richardson, 1995).

Les bolchéviques prirent la décision de poursuivre les Polonais qui battaient en retraite de l'autre côté de la frontière afin, comme l'expliqua Lénine, de « sonder avec nos baïonnettes si la Pologne était prête pour la révolution sociale » et d'essayer d'acquérir une frontière commune avec l'Allemagne. Cette décision fut controversée. L'Etat ouvrier n'était pas équipé pour une offensive militaire majeure, et on craignait beaucoup que cette incursion provoque un sursaut nationaliste en Pologne. Et c'est exactement ce qui se produisit. Si la direction bolchévique avait été unie et résolue, elle aurait peut-être pu réussir à surmonter cette réaction nationaliste initiale et avancer vers la frontière allemande quand même. Mais Staline et ses partisans de l'époque, comme K. Y. Vorochilov et S. M. Boudienny, avaient auparavant formé une clique au sein de l'Armée rouge, dont l'objectif central était de discréditer Trotsky. Staline était le commissaire en chef des armées du sud. Au lieu de faire mouvement sur Varsovie, comme l'ordre lui en avait été donné, Staline convainquit Boudienny et A. Yegorov, commandants sur le terrain, de faire mouvement vers la ville de Lvov, dans le sud, laissant exposées à une contre-attaque les armées occidentales, sous le commandement de M. N. Toukhatchevsky. L'Armée rouge fut repoussée devant Varsovie en août 1920. Avec la défaite soviétique s'ouvrit une période d'isolement, forçant le nouvel Etat ouvrier à se replier sur lui-même et plantant le décor de la dégénérescence de la Révolution russe.

La discussion sur la question syndicale qui éclata dans le Parti bolchévique à la fin de cette année-là était un reflet du malaise que créait la situation intenable dans laquelle le parti se trouvait. Pendant la guerre civile, Trotsky – qui avait en cela le soutien de Lénine – était venu à bout sans fléchir des résistances de différents milieux afin d'assurer la victoire sur le front, priorité numéro un de la république soviétique. Outre la clique de Staline dans l'« opposition militaire », Trotsky avait aussi eu à faire à Zinoviev, qui se faisait l'avocat des apparatchiks du parti sur les prérogatives desquels on avait empiété. A Petrograd, la base de Zinoviev, ce qui restait du prolétariat de 1917, décimé physiquement et épuisé politiquement, avait en 1919 commencé à succomber à l'agitation anticommuniste que faisaient les menchéviques, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes dans les syndicats, à mesure que la situation matérielle du pays devenait de plus en plus précaire.

A la fin de 1919, alors que la guerre civile s'acheminait

Vient de paraître :

« L'Algérie secouée par la révolte des masses », suivi de : « La rébellion berbère secoue le régime militaire de Bouteflika – Pour la révolution ouvrière en Algérie ! Forgeons un parti bolchévique ! »

France : 2FF Algérie : 10DA Canada : 0,25\$Cdn



Algérie : pour la révolution permanente ! Pour un parti bolchévique ouvrier !

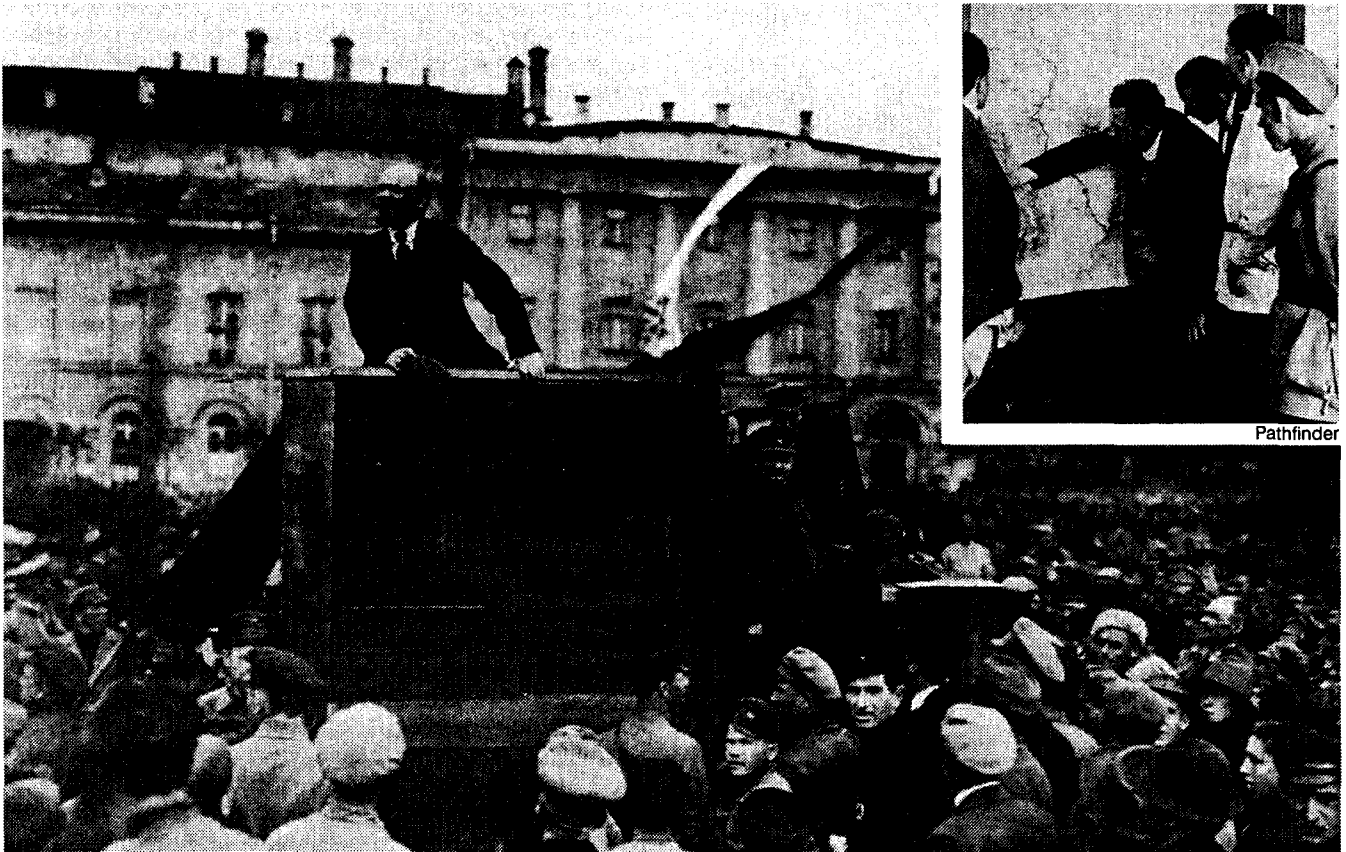
Collection d'articles du *Bolchévick* :

- L'armée algérienne en quête d'un accord avec les islamistes, *LB* n° 130, sept-oct 1994
- La guerre civile saigne l'Algérie, *LB* n° 145, printemps 1998
- 1962 - Défaite de l'impérialisme français en Algérie, *LB* n° 152, printemps 2000
- La torture pendant la guerre d'Algérie : le vrai visage de l'impérialisme français, *LB* n° 156, printemps 2001

France : 7FF Algérie : 15DA Canada : 1\$Cdn

Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Pathfinder

G. P. Goldshtein

Lénine harangue les soldats de l'Armée rouge en partance pour le front polonais en mai 1920. En haut à droite : les délégués du Deuxième Congrès du Comintern suivent l'avance des troupes soviétiques pendant la campagne polonaise.

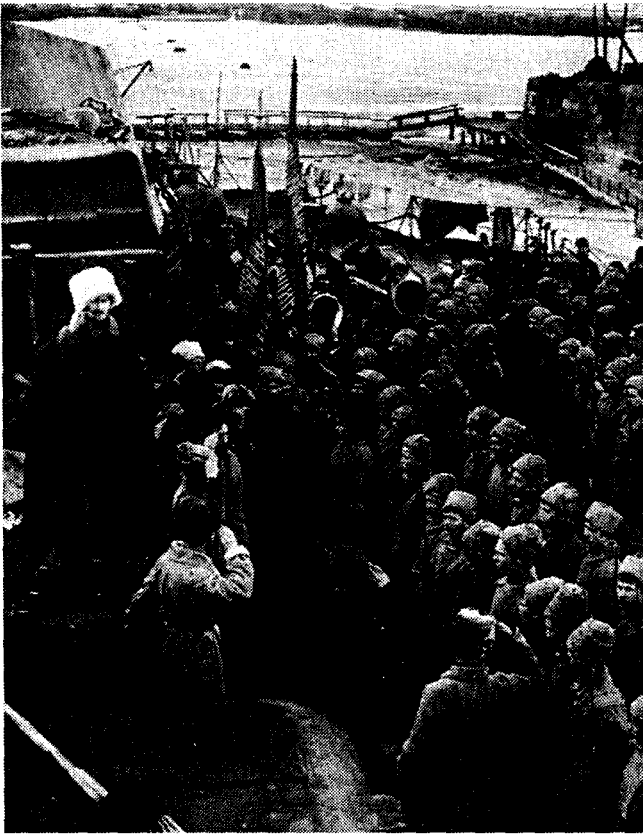
vers une issue victorieuse, Trotsky commença à se préoccuper de comment revitaliser l'économie soviétique. Il tenta, à tort, d'appliquer et de généraliser la centralisation et la discipline militaires, méthodes administratives de temps de guerre, aux rapports entre les syndicats et l'Etat, ce qui en temps de paix était désormais un problème politique plus large. Trotsky déclencha une bataille sur la question syndicale, proposant avec un esprit fractionnel acharné d'intégrer l'appareil syndical russe à l'appareil d'Etat pour administrer l'économie. Cette proposition sous-entendait que, dans un Etat ouvrier, les organisations élémentaires de défense de la classe ouvrière comme les syndicats étaient au mieux superflues et au pire des foyers de résistance économique et bureaucratique rétrograde du genre de celle qu'il avait affrontée pendant la guerre civile.

Lénine rassembla la majorité du parti dans une bataille implacable contre Trotsky et ses alliés (au rang desquels, à ce moment-là, figurait Boukharine). A la suite de quoi l'autorité de Trotsky dans le parti fut gravement compromise. Lénine avait raison d'insister que dans la situation concrète qui était alors celle de la Russie soviétique, les syndicats étaient des organes nécessaires à la défense de la classe ouvrière, non seulement par opposition à la majorité paysanne à qui elle était alliée, mais aussi contre les abus bureaucratiques bien réels de l'Etat soviétique lui-même. L'Opposition centraliste démocratique s'était déjà formée dans le parti. Sa plate-forme s'opposait à la gestion des usines « par un seul homme » et à l'utilisation des spécialistes bourgeois (des cadres techniques du vieil ordre tsariste grassement

payés que beaucoup d'ouvriers détestaient cordialement). Elle faisait de la lutte contre le bureaucratisme sa devise, et Lénine considérait que son existence était un signal d'alarme quant aux dangers qu'une situation économique désespérée représentait pour la dictature prolétarienne.

Quand le Dixième Congrès du Parti se réunit en mars 1921, la bataille sur les syndicats avait dans une certaine mesure perdu tout objet étant donné la décision – soutenue par l'écrasante majorité du parti – de faire un pas en arrière par rapport au communisme de guerre, et de remplacer les réquisitions de grains par l'impôt en nature que Trotsky avait préconisé un an plus tôt. C'était là en essence la Nouvelle politique économique. Les fissures qui étaient apparues dans la *smytchka*, l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, rendaient ce tournant nécessaire et urgent. Lorsque s'ouvrit le Dixième Congrès, c'est l'existence même de l'Etat ouvrier russe qui fut mise en danger par la révolte des marins de la base navale stratégique de Cronstadt protégeant Petrograd. Le mot d'ordre des marins, « des soviets sans bolchéviks », reflétait leurs origines paysannes. A l'intérieur du parti, se dessinait aussi une autre menace, l'« Opposition ouvrière » (OO) qui s'était formée au cours de la discussion sur les syndicats. Elle exigeait que l'Etat abandonne totalement le contrôle de l'industrie aux syndicats, revendication qui, si elle avait été appliquée, aurait mis en cause l'existence même de l'Etat ouvrier.

Trotsky était d'accord avec Lénine concernant le danger représenté par la plate-forme de l'OO ; les membres de sa fraction jouèrent aussi un rôle clé dans la répression de la



RGAKFD

Le chef militaire bolchévique A. I. Sediakine harangue ses troupes à bord du cuirassé Petropavlovsk après la répression de la révolte de Cronstadt, en 1921.

rébellion de Cronstadt. Quand il fut suggéré que sa fraction se réunisse pendant le Dixième Congrès, Trotsky s'opposa vigoureusement à cette idée. Néanmoins, il semblait à Lénine que Trotsky, avec le zèle fractionnel qu'il avait montré et son indifférence à la protection des masses sans parti contre la bureaucratie naissante, se présentait comme le porte-parole de la couche bureaucratique naissante. Trotsky reconnut lui-même, avec le recul du temps, que les craintes de Lénine n'étaient pas sans fondements à l'époque :

« Ce n'est pas d'un seul coup ni sans hésitations que la bureaucratie a porté Staline au pouvoir. Jusqu'en 1924, Staline était inconnu, même des couches larges du parti, sans parler de la population, et, comme je l'ai déjà dit, il ne jouissait d'aucune popularité dans les rangs de la bureaucratie elle-même. La nouvelle couche dirigeante espérait que je prendrais sur moi de protéger ses privilèges. Elle ne ménagea pas ses efforts en ce sens. Ce n'est que lorsqu'elle fut convaincue que je n'avais pas l'intention de défendre ses intérêts contre les travailleurs, mais au contraire de défendre les intérêts des travailleurs contre la nouvelle aristocratie, qu'elle se tourna carrément vers Staline, me proclamant "traître". »

– Trotsky, « Le Comintern et le G.P.U. », 17 août 1940
(*Œuvres*, tome 24)

Comme l'expliquait Trotsky dans *Ma Vie* (1929), pendant la discussion sur les syndicats « Staline et Zinoviev obtinrent, pour ainsi dire, la possibilité légale de transférer la lutte menée contre moi du milieu des coulisses à celui de la scène. Ils firent tout ce qu'ils purent pour tirer parti de la situation. Ce fut pour eux une répétition de la campagne qu'ils allaient mener contre le "trotskysme". » Staline qualifiait Trotsky de « patriarche des bureaucrates ».

Les élections au comité central lors du Dixième Congrès

du Parti en 1921 se firent sur la base des positions opposées dans la discussion sur les syndicats. Cinquante délégués votèrent pour les thèses de Trotsky-Boukharine, 18 pour l'Opposition ouvrière, et 336 pour la majorité de Lénine. Il en résulta un changement radical dans le CC. Krestinsky, qui était étroitement associé à Trotsky, fut retiré du bureau politique et du comité central ; Zinoviev le remplaça au politburo. Préobrajensky et Sérébriakov, qui eux aussi soutenaient la position de Trotsky sur les syndicats, avaient été avec Krestinsky deux des principaux secrétaires du parti. Ils furent eux aussi retirés de leur poste, ainsi que du CC, de même qu'Andréev, un autre partisan de Trotsky. Ivan Smirnov fut rétrogradé suppléant du CC et remplacé à la tête de l'organisation du parti à Moscou. De nombreux alliés de Staline furent promus : Molotov fut nommé à un des postes de secrétaire du parti ainsi que membre suppléant du bureau politique. Frounzé, Ordjonikidzé et Vorochilov furent tous élus au CC pour la première fois.

Dans la guerre qu'ils menèrent plus tard contre l'Opposition de gauche, Staline et sa clique réussirent aussi à utiliser à leur profit la décision du Dixième Congrès d'interdire les groupements fractionnels dans le parti. Cette mesure, adoptée alors que planait la menace de la révolte de Cronstadt, était censée être, comme Lénine le faisait remarquer à l'époque, une mesure temporaire et exceptionnelle pour éviter que des divergences passagères se cristallisent et deviennent un danger pour l'Etat ouvrier. C'est au Dixième Congrès que pour la dernière fois une bataille fractionnelle fut résolue par un débat démocratique dans le parti russe. Le poids de la bureaucratie, déjà considérable, y fut combattu de façon consciente. Le congrès résolut de purger le parti des éléments carriéristes, et au cours de l'année suivante les effectifs du parti furent réduits de 24 % – de 650 000 à un peu moins de 500 000 (E. H. Carr, *la Révolution bolchévique 1917-1923*, tome 2). Mais la nomination de Staline au poste de secrétaire général lors du congrès suivant, en avril 1922, mit fin à toute lutte effective contre le bureaucratisme au sein du parti.

Staline secrétaire général

Quand commença la période de dégénérescence de la Révolution russe, Staline était un élément clé de la majorité léniniste du parti. Pourtant Lénine avait suffisamment peu confiance en lui pour refuser la proposition que fit Zinoviev au Dixième Congrès d'élire Staline au poste de secrétaire général du parti. « Ledit cuisinier ne préparera que des plats épicés » avait-il alors remarqué. Lénine finit par accepter la nomination de Staline un an plus tard. Deux mois après le Onzième Congrès, à la fin de mai 1922, Lénine eut une attaque d'apoplexie qui le rendit invalide jusqu'en octobre. Débarrassé de la vigilance de Lénine, Staline profita largement de sa position. Une série de décrets promulgués par le secrétariat pendant l'été 1922 créa un appareil d'« instructeurs » du comité central, possédant des droits extensifs pour aller à l'encontre des instances élues des sections du parti. Le secrétariat commença à « recommander » (c'est-à-dire à nommer) des secrétaires provinciaux et même locaux du parti. Mais surtout, Staline renforça considérablement les privilèges matériels des apparatchiks. Une stricte hiérarchie des salaires fut établie pour les responsables du parti, le minimum pour les secrétaires des cellules locales étant fixé à 30 roubles, soit trois fois le salaire moyen dans l'industrie à l'époque. Une série de décrets instaura des primes spéciales et la distribution de produits pour les permanents du parti,

et créa une série de nouvelles résidences de vacances et de maisons de repos à leur usage exclusif (M. A. Podchtchékoldine, « Sur la voie du "pouvoir exorbitant" ou les débuts du stalinisme », *Cahiers Léon Trotsky* n° 44, décembre 1990). Bien que toujours en coulisses, Staline faisait preuve d'une clairvoyance et d'un zèle remarquables quand il s'agissait de défendre et alimenter la bureaucratie du parti.

Les rapports de Lénine avec Trotsky s'étaient gravement détériorés avec la discussion sur les syndicats. Pourtant, trois mois seulement après le Dixième Congrès, Lénine et Trotsky formèrent un bloc politique contre Zinoviev, Boukharine et Radek au moment du Troisième Congrès de l'Internationale communiste, en juin-juillet 1921. Zinoviev et consorts voulaient engager l'autorité du parti russe derrière l'inepte « théorie de l'offensive » du communiste hongrois Béla Kun, qui avait conduit le parti allemand au désastre avec l'« Action de mars » aventuriste (voir « Réarmer le bolchévisme – Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : critique trotskyste », page 4). Cette collaboration directe entre Lénine et Trotsky fut cependant conjoncturelle.

C'est quand Lénine reprit une activité politique partielle, à l'automne 1922, qu'il se rendit compte que sa vision politique convergerait fondamentalement avec celle de Trotsky. Lénine fut horrifié par les pressions de la couche bureaucratique en expansion qui s'exprimaient de plus en plus au sein du bureau politique russe ; en premier lieu avec la proposition – soutenue par Staline et par d'autres – d'affaiblir le monopole d'Etat du commerce extérieur. Lénine et Trotsky collaborèrent pour repousser cette proposition. C'est à la suite de cette victoire que Lénine, qui avait à nouveau souffert d'attaques, dicta fin 1922 et début 1923 son célèbre « Testament » et ses annexes, qui appelaient à relever Staline de son poste de secrétaire général. Lénine dicta aussi une série d'articles contenant des propositions pour combattre le bureaucratisme dans le parti et dans l'Etat. Le bureau politique – mettant en minorité Trotsky qui vota pour – refusa de publier l'article de Lénine « Mieux vaut moins, mais mieux », qui attaquait le routinisme et l'inefficacité de l'Inspection ouvrière et paysanne, que Staline avait dirigé jusqu'à une date récente. Quand Lénine, en mars 1923, eut la certitude que, comme il le soupçonnait, Staline et ses sbires avaient appliqué un centralisme à la main lourde envers les nationalités non russes dans le Caucase, et avaient une politique abusive qui sentait fort le chauvinisme grand-russe, il résolut de constituer un bloc avec Trotsky, et se prépara,



AP

Staline et ses acolytes à la Quatorzième Conférence du Parti, en avril 1925. De gauche à droite : Alexei Rykov, Kliment Vorochilov, Staline, Nikolai Chrypnik, Andréi Boubnov, Sergo Ordjonikidze.

selon l'expression d'une de ses secrétaires, à lâcher une « bombe » contre Staline au Douzième Congrès du Parti qui allait s'ouvrir. Malheureusement, Lénine fut paralysé par une nouvelle attaque peu de temps avant le début du congrès. Il fut dès lors incapable de participer activement aux affaires du parti et de l'Etat soviétiques, pour le reste de sa vie.

La défaillance de Trotsky au Douzième Congrès

Que ce soit Lénine, et non Trotsky, qui ait tiré des conclusions pratiques et sans ambiguïtés de la série d'escarmouches avec Staline et la majorité du bureau politique fin 1922 et début 1923, est caractéristique. Comme la tendance spartaciste l'a maintes fois noté, un des aspects de la force de Lénine en tant qu'homme politique révolutionnaire était qu'il mettait souvent en pratique empiriquement une politique dont il n'acquerrait une compréhension théorique parachevée que plus tard. Ainsi, la scission de 1903 avec les menchéviks s'effectua sur un terrain étroitement organisationnel (la définition de l'appartenance au parti), mais c'était

Publications de la LCI en chinois

Déclaration de principes et quelques éléments de programme

Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

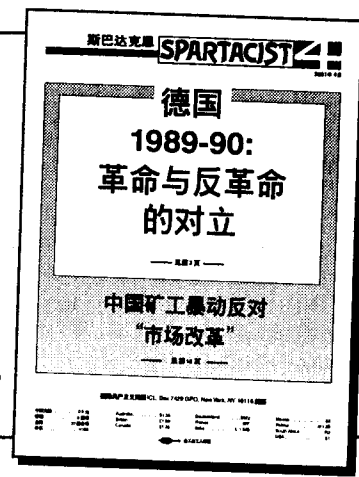
5FF (20 pages)

Pour un parti léniniste-trotskyiste !
La Chine à un tournant :
révolution politique ouvrière ou
esclavage capitaliste ?

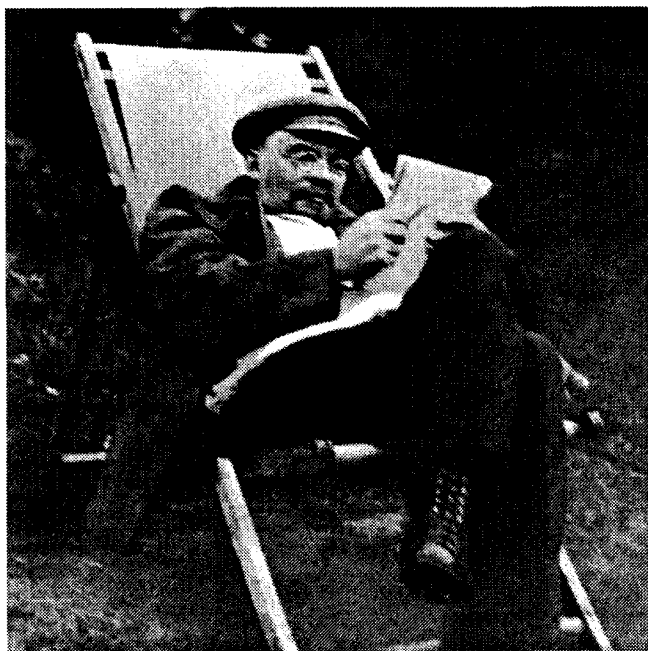
5FF (24 pages)

Les origines du trotskysme chinois :
Révolution permanente ou
« front unique anti-impérialiste » ?
5FF (24 pages)

Allemagne 1989-1990 : révolution
ou contre-révolution
et
Révolte des mineurs chinois
contre les « réformes de marché »
5FF (24 pages)



Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



M. I. Ulyanova

Lénine à Gorky en 1922. Pendant les derniers mois de sa vie, Lénine demanda que Staline soit relevé de son poste de secrétaire général, et chercha à s'opposer au bureaucratisme croissant dans le parti et l'Etat soviétiques.

un signe avant-coureur des profondes divergences politiques sur l'attitude envers le libéralisme bourgeois, qui se révélèrent dans la Révolution de 1905. Lénine ne parvint à une compréhension théorique achevée de la base matérielle du réformisme qu'après le début de la Première Guerre mondiale, qui démontra que la direction de la Deuxième Internationale était composée de défenseurs sociaux-chauvins de l'ordre bourgeois. C'est dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en 1916, que Lénine expliquait pour la première fois que les énormes surprofits extorqués au monde colonial permettaient aux impérialistes « *de corrompre* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière » (voir la brochure spartaciste, *Lenin and the Vanguard Party* [Lénine et le parti d'avant-garde]).

Trotsky, par contre, n'était pas enclin à anticiper sur sa compréhension théorique. Jusqu'en 1917, son expérience au sein de la social-démocratie russe s'était située entièrement hors du cadre de la fraction bolchévique (qui devint le Parti bolchévique après la scission définitive de 1912). En 1903, Trotsky s'était rangé du côté des menchéviks, toutefois il se sépara rapidement d'eux. Le rôle dirigeant qu'il joua à la direction du soviet de Petrograd pendant la Révolution de 1905 montra qu'avec son opposition intransigeante aux partis de la bourgeoisie russe, il était beaucoup plus proche des bolchéviks que des menchéviks. Pourtant, Trotsky continua à se maintenir à l'écart. Entre 1908 et 1912, les menchéviks s'opposaient à la création d'une organisation illégale du parti en Russie. Lénine, réalisant un regroupement avec certains menchéviks « pro-parti » à la conférence de janvier 1912 à Prague, fonda le Parti bolchévique. Plus tard cette année-là, Trotsky appela à une conférence d'unification entre les bolchéviks et les menchéviks, dans l'espoir de réconcilier ces tendances fondamentalement opposées, l'une révolutionnaire, l'autre réformiste. Lénine rejeta cette idée avec force,

et Trotsky se retrouva, dans une conférence dominée par les menchéviks, engagé dans un bloc de fait contre les bolchéviks (le « bloc d'août »). Il fallut attendre le début de la Première Guerre mondiale pour que Trotsky commence à comprendre la nécessité pour les révolutionnaires de rompre non seulement politiquement, mais aussi organisationnellement, avec le réformisme et le révisionnisme.

C'est seulement en 1917 que Trotsky se rallia tout à fait aux bolchéviks, après les « Thèses d'avril » de Lénine qui révélèrent l'accord fondamental qu'il y avait entre Lénine et lui, à savoir que la tâche du prolétariat était de se mettre à la tête de la paysannerie pour prendre le pouvoir sur la base d'un programme socialiste. C'était la perspective de Trotsky depuis qu'il avait élaboré la théorie de la révolution permanente à la veille de la Révolution de 1905. Par contre, Lénine dut mener une bataille à l'intérieur de son propre parti pour le réorienter vers la prise du pouvoir car certains bolchéviks avaient, au début de 1917, utilisé l'ancienne formule, qui avait été en vogue dans le parti, de « dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », pour justifier leur soutien critique au gouvernement provisoire bourgeois. Rentré en Russie en mai 1917, un peu après Lénine, Trotsky et son Organisation inter-districts (« Mejrakonka ») travailla en tandem avec les bolchéviks, fusionnant avec leur parti en juillet.

Comme Trotsky était, relativement parlant, un nouveau venu chez les bolchéviks, cela lui donnait un certain détachement pour jauger les différents dirigeants du parti. Mais cela signifiait aussi qu'il n'avait pas l'expérience des batailles fractionnelles à l'intérieur du parti qu'avait Lénine, et qu'il n'avait pas non plus l'immense autorité politique que celui-ci avait accumulée après des années de lutte pour forger la direction de la tendance bolchévique. Au printemps 1923, Trotsky s'était rendu compte que Staline s'était allié à Kamenev et Zinoviev dans un « triumvirat » secret au sein de la direction russe, alliance dont l'unique objectif était d'empêcher Trotsky de prendre la direction du parti. Il ne vit là essentiellement qu'un complot personnel cliquiste; et ne comprit pas que derrière le triumvirat, il y avait la bureaucratie naissante du parti, contrôlée par Staline, qui commençait juste à acquérir une conscience d'elle-même. Lénine l'avait prévenu : « Staline [...] conclura un compromis boiteux et le trahira par la suite », plutôt que de se battre ouvertement lors du congrès. Mais, avec la maladie de Lénine, la principale préoccupation de Trotsky était d'éviter une scission au sein de la direction. Il accepta par conséquent un accord proposé par Kamenev juste avant l'ouverture du Douzième Congrès. Les résolutions de Trotsky sur les sujets clés qu'étaient la question nationale et l'accélération du rythme d'industrialisation de l'économie soviétique furent adoptées par le congrès; et Staline conserva son poste de secrétaire général.

Ce n'était pas sans raison que Trotsky était réticent à passer à l'offensive. Il s'efforçait par tous les moyens de démentir les fausses rumeurs que faisaient circuler les triumvirs, qui prétendaient que tout ce qu'il cherchait c'était le pouvoir personnel. Ils insinuaient que Trotsky était « arrogant » parce qu'il refusait le poste de responsable adjoint du gouvernement soviétique, un poste que Lénine lui avait proposé à plusieurs reprises dès le début de 1922, deux semaines seulement après la nomination de Staline comme secrétaire général. Mais Trotsky était persuadé que ses origines juives constitueraient un handicap pour l'Etat ouvrier dans les campagnes russes encore profondément antisémites. C'était

principalement pour cette raison que Trotsky avait refusé le poste de commissaire aux affaires intérieures en 1917, et c'est quelque chose qui le préoccupait encore en 1922 :

« Et à cette époque, quand Vladimir Illitch proposa que je sois l'adjoint au président du soviet des commissaires du peuple (le seul adjoint), j'ai refusé résolument pour la même raison, afin de ne pas donner à nos ennemis un argument pour confirmer qu'un Juif gouvernait le pays. »

– Trotsky, « Résumé du discours de conclusion à la session plénière du comité central et du comité central de contrôle », 26 octobre 1923, reproduit dans *The Struggle for Power : Russia in 1923* [La lutte pour le pouvoir : la Russie en 1923], textes rassemblés par V. Vilkova (1996)

Dans le contexte de la bataille qui s'annonçait dans le parti russe, Trotsky aurait été en meilleure position s'il avait accepté le poste d'adjoint de Lénine. Mais ses craintes n'étaient pas sans fondement : pendant la lutte contre l'Opposition de gauche, Staline allait avoir amplement recours aux allusions antisémites, faisant perfidement appel aux couches arriérées encore infectées par les exécrales préjugés grand-russes hérités du tsarisme.

Trotsky écrivit plus tard : « Si j'avais agi à la veille du XII^e congrès dans l'esprit du "bloc" Lénine-Trotsky contre le bureaucratisme stalinien, je ne doute pas que j'aurais remporté la victoire, même sans l'assistance directe de Lénine dans la lutte. Dans quelle mesure cette victoire aurait-elle été durable, c'est une autre question » (*Ma Vie*). *Mais une victoire temporaire contre Staline aurait permis de gagner du temps en 1923 ; c'était une année cruciale où l'Allemagne était en proie à une agitation révolutionnaire presque constante, et où une révolution prolétarienne était une possibilité palpable. Une victoire ouvrière en Allemagne aurait fait voler en éclats la base du bureaucratisme en URSS.*

L'accord politique apparent que Trotsky avait obtenu sur la question nationale et l'économie au Douzième Congrès n'était de toute façon que de pure forme, puisque Staline restait aux commandes de l'appareil. Après le congrès, les manœuvres dilatoires de la bureaucratie sur la question de renforcer l'agence de planification étatique (Gosplan) et d'engager un programme d'industrialisation continuèrent. De ce fait, le problème structurel que Trotsky avait baptisé la « crise des ciseaux » (l'écart grandissant entre le prix auquel les paysans vendaient leurs céréales et le prix auquel ils pouvaient acheter des produits manufacturés) ne fit que s'aggraver. Pendant ce temps, le triumvirat continuait à restructurer les appareils du parti et de l'Etat, en nommant des cadres qui lui étaient loyaux et en écartant les alliés de Trotsky des postes clés. Mais Trotsky espérait que Lénine se rétablirait et qu'une révolution prolétarienne en Europe viendrait en aide à l'URSS.

Le Comintern et la débâcle de 1923 en Allemagne

Le cancer bureaucratique, cependant, n'affectait pas que le parti et l'Etat soviétiques, il touchait aussi les cadres dirigeants de l'Internationale communiste. Dans beaucoup de sections du Comintern, la direction n'avait rompu avec les défenseurs réformistes de l'ordre capitaliste de la Deuxième Internationale qu'avec réticence et sous la forte pression de leurs militants, portés par le tumulte révolutionnaire de 1919-1920. Il fallut que le Comintern fasse le tri entre ceux qui voulaient être des communistes et toutes sortes de carriéristes, aventuriers et opportunistes. Il fallait encore que soient assimilés dans toute leur portée les enseignements de

l'expérience des bolchéviques, de leur lutte intransigeante contre toutes les formes de réformisme et de révisionnisme et que ces leçons soient mises en application sur les différents terrains nationaux.

Malheureusement, ce tri politique coïncida avec la montée de la bureaucratie soviétique, dont le conservatisme croissant vint renforcer les aspirations opportunistes qui motivaient toujours les directions de nombreuses sections de l'IC. Cette tendance s'accéléra après la première attaque de Lénine, au printemps 1922, qui l'obligea à réduire sa participation, auparavant très importante, dans le travail du Comintern. Il n'y avait donc plus de contrepoids aux tendances centristes et bureaucratiques de l'imprévisible Zinoviev. Comme l'explique l'article de la page 4 dans ce numéro, les conséquences du désengagement de Lénine furent particulièrement graves pour le Parti communiste d'Allemagne (KPD). En 1922, le Comintern approuva le soutien apporté par le KPD aux coalitions gouvernementales dirigées par les sociaux-démocrates dans des parlements provinciaux allemands. Au lieu de se voir comme l'agent indispensable pour diriger l'insurrection prolétarienne et renverser l'Etat capitaliste, le KPD cherchait à « faire pression » sur les sociaux-démocrates et à les pousser à gauche par des combinaisons parlementaires bourgeoises.

Non seulement les thèses sur le « gouvernement ouvrier », adoptées par le Quatrième Congrès du Comintern qui eut lieu en novembre-décembre 1922, considéraient les gouvernements sociaux-démocrates basés sur l'appareil d'Etat bourgeois comme des « gouvernements ouvriers », mais elles cherchaient même à définir les conditions dans lesquelles un parti communiste pouvait y participer. Le congrès laissait ainsi la direction du KPD, derrière Heinrich Brandler,

L'ignoble antisémitisme hérité du tsarisme au service du Thermidor stalinien



Basil Blackwell Inc. photos

Caricature stalinienne de Trotsky en 1930

Pendant la guerre civile, une affiche des gardes blancs présente Trotsky comme l'incarnation du « judéo-bolchévisme ».





Le « Cours nouveau » de Trotsky entra en résonance avec la vague massive de mécontentement qui inonda les pages de la *Pravda* à la fin de 1923. En réponse, Staline ferma pour toujours ce journal à la discussion intérieure au sein du parti. L'autre dirigeant principal de l'Opposition de 1923 était Christian Rakovsky, ici avec Trotsky en juin 1927.



Wide World

s'engluer dans un crétinisme parlementaire opportuniste ; celui-ci fut donc incapable de reconnaître, et encore moins d'exploiter, l'occasion révolutionnaire qui se présenta quand l'armée française envahit la Ruhr, en janvier 1923, pour garantir le paiement des dommages de guerre dicté par le traité de Versailles.

Au début de 1923, l'attention de toute la direction du parti russe était tournée non vers l'extérieur, vers l'Allemagne, mais vers l'intérieur : le fossé se creusait au sein de la direction du parti et il y avait une possibilité qu'en avril, Trotsky mène ouvertement une bataille politique au Douzième Congrès du Parti. Mais même après la conclusion d'un accord lors du congrès, les questions intérieures consumèrent la plus grande part de l'attention de la direction russe. Au début de l'été, Trotsky et plusieurs autres membres du bureau politique quittèrent Moscou, comme de coutume, pour prendre des vacances. Ce n'est qu'en août que Trotsky s'aperçut qu'il y avait une situation révolutionnaire en Allemagne. Comme il le reconnut par la suite, c'était déjà bien tard. Trotsky, cherchant à pousser la direction du parti russe

et le Comintern à agir, insista qu'il fallait fixer une date pour une insurrection en Allemagne. La position de Staline était qu'il fallait « freiner » les Allemands, mais les triumvirs ne pouvaient guère se permettre d'apparaître comme faisant obstacle à une révolution en Allemagne ; ils accédèrent donc à la demande de Trotsky (tout en opposant un refus à Brandler qui voulait que Trotsky se rende en Allemagne pour aider la direction allemande).

Toutefois, Trotsky mettait l'accent sur le fait qu'il fallait fixer une date pour l'insurrection, ce qui était une mesure *administrative* qui ne tenait pas compte des obstacles *politiques*, à savoir, la politique de pression sur le SPD de la direction Brandler ainsi que l'ambivalence du triumvirat. Trotsky, qui n'avait pas su reconnaître et combattre la stratégie opportuniste de Brandler, soutint l'entrée du KPD dans les gouvernements SPD de Saxe et de Thuringe en octobre, argumentant que ces provinces pouvaient devenir un « terrain de manœuvres » pour préparer le prolétariat à se battre pour la révolution. Mais l'entrée du KPD dans ces gouvernements provinciaux ne fut que le prélude à la décision de Brandler de renoncer à appeler à l'insurrection parce que le SPD refusait de soutenir son appel à la grève générale. Ce que Trotsky développait sur l'Allemagne dans ses écrits à la fin de 1923 atteste de la justesse des critiques du Testament de Lénine, à savoir, que Trotsky faisait montre d'« un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses ».

La Treizième Conférence du Parti

A l'automne 1923, la situation économique en Russie soviétique même tourna à la crise aiguë : l'écart entre les lames de ciseaux devenait gigantesque, et peu d'efforts étaient faits pour relancer l'industrie lourde. A la veille de l'insurrection allemande attendue, une grande vague de mécontentement et de grèves économiques toucha Moscou et Petrograd. C'est dans cette conjoncture que Trotsky ouvrit les hostilités contre la bureaucratisation croissante du parti et de l'Etat soviétiques ; il écrivit au comité central, le 8 octobre 1923, pour exiger qu'on agisse sur la question urgente de l'industrialisation planifiée et qu'on entame une campagne contre le bureaucratisme dans le parti. Quarante-six cadres dirigeants du parti signèrent quelques temps plus tard une déclaration sur cette même ligne générale, en prenant notamment pour cible ce qu'ils appelaient le régime bureaucratique « absolument intolérable » à l'intérieur du parti. La réaction des triumvirs fut de lancer une campagne massive pour salir, discréditer et isoler Trotsky et ses partisans au cours d'une session plénière conjointe du comité central et de la commission centrale de contrôle, du 25 au 27 octobre. (Pour plus de détails sur cette période, voir « Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997).

Il y eut pourtant suffisamment de désapprobation au sein du parti par rapport à cette campagne anti-Trotsky pour que le 7 novembre, les triumvirs se sentent obligés d'ouvrir les pages de la *Pravda*, le journal du parti, à la discussion interne. Le nombre de numéros de la *Pravda* vendus doubla, et les triumvirs furent désagréablement surpris par l'ampleur de l'opposition au régime du parti révélée par ces pages de journal. Leurs craintes s'aggravèrent encore quand les partis français et polonais protestèrent contre la campagne anti-Trotsky. Là encore, Trotsky céda devant les triumvirs qui s'empressèrent de chercher un « accord » avec lui. Il rédigea conjointement avec Staline et Kamenev une résolution qui

appelait à la mise en application des résolutions du Douzième Congrès sur l'économie, et qui proposait un « cours nouveau » contre le bureaucratisme dans le parti. Adoptée à l'unanimité par le bureau politique, cette résolution était encore un accord sur le papier, vide de signification. L'« unité » publique factice du comité central ne servit qu'à embrouiller la situation politique dans la bataille pour le choix des délégués à la Treizième Conférence du Parti qui approchait. (Le Parti bolchévique, à cette époque, organisait deux types de réunions de délégués : les congrès, avec pouvoir décisif, et les conférences, qui avaient un caractère moins formel. La norme – pas toujours suivie – était que ces réunions devaient se tenir chaque année, en alternance.) A la mi-décembre, les triumvirs se sentirent suffisamment forts pour déclencher une contre-offensive et remplacer l'équipe éditoriale des pages « La vie du parti » de la *Pravda*. A la fin du mois, les pages du journal étaient de facto fermées, pour toujours, aux opinions de l'opposition.

Le prolétariat soviétique, épuisé, suivait de près les événements en Allemagne. Toutes les ressources du parti et de l'Armée rouge étaient mobilisées pour se préparer à venir en aide au prolétariat allemand. Quand, le 21 octobre, Brandler prit la décision ignominieuse d'annuler son appel à l'insurrection, tout espoir qu'une révolution prolétarienne en Europe mette fin à l'isolement désespéré de la république soviétique et reconferme son cours révolutionnaire s'effondra. Une vague de démoralisation s'empara de la classe ouvrière soviétique, renforçant ainsi les triumvirs, qui étaient l'expression du conservatisme et de la vision nationaliste de la couche bureaucratique en train de se consolider. L'Opposition remporta 25 à 30 % des voix dans les organisations du parti de Moscou et Petrograd. L'Opposition rencontrait un soutien particulièrement fort dans l'Armée rouge et dans l'organisation de jeunesse ; les triumvirs limogèrent alors le comité central de l'organisation de jeunesse afin de la casser. La procédure électorale était tellement truquée qu'à l'ouverture de la Treizième Conférence en janvier 1924, l'Opposition n'eut que trois délégués sur un total de 128. C'est lorsque les triumvirs remportèrent la victoire à cette conférence que la caste bureaucratique confisqua le pouvoir politique à la classe ouvrière soviétique. A partir de ce moment-

là, les gens qui gouvernaient l'URSS, la façon dont elle était gouvernée, et les buts dans lesquels elle était gouvernée, tout cela changea.

La mort de Lénine, quelques jours plus tard, débarrassa la caste bureaucratique montante d'un ennemi potentiellement très dangereux. Les triumvirs, cyniques, lancèrent la « promotion Lénine », portant les effectifs du parti (membres à part entière et candidats) de 472 000 au début de 1924 à 1 078 182 début 1926 (E. H. Carr, *Socialism in One Country 1924-1926* [Le socialisme dans un seul pays 1924-1926], tome 2). Ceci ouvrait grand les portes aux carriéristes et diluait l'avant-garde prolétarienne forgée à l'épreuve de l'histoire.

Le programme de l'Opposition de Trotsky en 1923 était un programme de réformes antibureaucratiques du parti et de l'appareil d'Etat, qui exigeait aussi qu'on planifie l'économie et qu'on accélère le rythme de l'industrialisation soviétique. Pour ce qui était des principes et du programme internationalistes de la révolution d'Octobre, il y avait toujours en apparence un accord de fond sur le programme du Comintern au sein du Parti bolchévique. Trotsky ne se rendait pas compte que la cause profonde de la défaite allemande, c'était la stratégie opportuniste de pressions sur les sociaux-démocrates de gauche qui avait été codifiée par l'utilisation abusive du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier ». Il ne voyait pas non plus que la direction du Comintern y avait joué un rôle et avait aidé à baliser le cours opportuniste de Brandler. Les événements d'Allemagne furent à peine mentionnés dans la bataille de l'Opposition de 1923, parce que Trotsky ne réalisait pas à l'époque que la maladie bureaucratique au sein du parti soviétique représentait d'ores et déjà une menace directe pour le programme et l'activité révolutionnaires de l'Internationale communiste.

Souffrant d'accès de fièvre récurrents et inexplicables, Trotsky quitta Moscou pour passer sa convalescence dans le Caucase. Il n'assista pas à la Treizième Conférence du Parti, ni à la session du comité exécutif du Comintern (« l'exécutif ») de janvier 1924 qui analysa les événements allemands. De loin, comme il craignait que Zinoviev ne cherche à cacher la gravité de la défaite en Allemagne et que cela ne conduise à des actions aventuristes, Trotsky accepta d'associer son nom à une série de thèses confusionnistes rédigées par Radek

Déclaration de principes et quelques éléments de programme

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

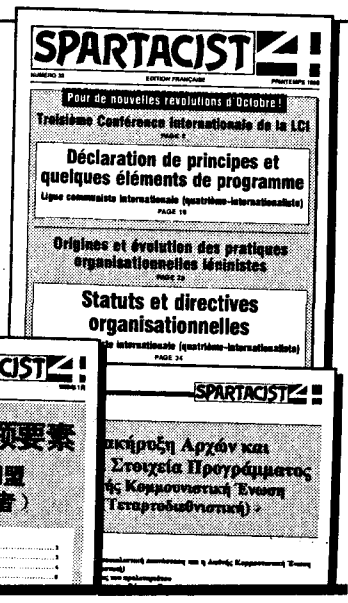
Cet important document adopté à la Troisième Conférence de la LCI début 1928 est paru dans *Spartacist* en quatre langues. Il a aussi été publié dans neuf autres langues. La Déclaration de principes est une expression concrète de nos buts : la construction de sections nationales d'une internationale centraliste-démocratique qui pourra diriger la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Français 12FF

Allemand	12FF	Italien	5FF
Chinois	5FF	Japonais	10FF
Espagnol	12FF	Polonais	5FF
Grec	5FF	Portugais	5FF
Indonésien	5FF	Russe	5FF
Anglais	12FF	Turc	5FF

Pour toute commande :

Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



pour la réunion du comité exécutif de l'IC, décision qu'il reconnut plus tard être une erreur. Staline manœuvra pour s'assurer que Trotsky ne retournerait pas à Moscou pour les funérailles de Lénine, et son absence fut plus tard utilisée contre lui. Il ne revint qu'en mai, pour le Treizième Congrès du Parti, qui mit fin officiellement au débat du « cours nouveau ». Sommé par le congrès de mettre fin à toute activité fractionnelle, Trotsky laissa l'Opposition de 1923 se déliter organisationnellement. Il continua à se réunir régulièrement avec un cercle de partisans proches, dont Christian Rakovsky, Karl Radek, Evgenii Préobrajensky, Iouri Piatakov et Vladimir Antonov-Ovséenko.

Le « débat littéraire »

Pendant les premiers mois de 1924, Trotsky chercha à analyser les raisons de la débâcle allemande (voir l'article sur l'Allemagne dans ce numéro). En mai, dans une introduction à un recueil de ses écrits, Trotsky soulignait à quel point les enjeux avaient été élevés et quelles avaient été les conséquences de la paralysie du KPD :

« Nous avons ici un exemple tout à fait classique d'une situation révolutionnaire qu'on laisse échapper. Dès l'occupation de la Ruhr, et d'autant plus quand la faillite de la résistance passive devint évidente, il aurait absolument fallu que le Parti communiste s'engage fermement et résolument sur la voie de la conquête du pouvoir. Seul un tournant tactique courageux aurait pu unifier le prolétariat allemand dans la lutte pour le pouvoir [...]. Il est vrai qu'au mois d'octobre, il y a eu un tournant radical dans la politique du parti. Mais il était déjà trop tard. »

– Trotsky, introduction à *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste]

En juin 1924, Trotsky revenait sur la question : « Il fallait montrer aux masses, et par-dessus tout au parti lui-même, que cette fois-ci la question était de se préparer immédiatement pour la prise du pouvoir [...]. La question de fixer une date pour le soulèvement ne peut avoir de signification qu'en liaison avec cette perspective » (Trotsky, « Through What Stage Are We Passing ? » [Par quelle étape passons-nous ?], 21 juin 1924, *The Challenge of the Left Opposition*, 1923-25).

Trotsky, se rendant compte qu'il était urgent et nécessaire de montrer le contraste qu'il y avait entre l'échec du parti allemand et l'expérience des bolchéviks en 1917, saisit l'occasion offerte par la publication d'un recueil de ses écrits de 1917 pour rédiger une magistrale introduction sur ce thème. Dans *les Leçons d'Octobre*, publiées en septembre, il relatait



Terra

Staline avec ses proches collaborateurs Rykov, Zinoviev et Boukharine (de gauche à droite) en 1924

en détails la bataille que Lénine avait menée pour réarmer et réorienter le parti russe tout au long de l'année 1917, à commencer par avril avec la bataille contre ceux (comme Staline) qui utilisaient la formule périmée de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » comme couverture pour donner un soutien critique au gouvernement provisoire bourgeois. Trotsky montrait comment en octobre Zinoviev et Kamenev s'étaient opposés à l'insurrection ; c'était une attaque à peine voilée contre ces derniers, qui s'efforçaient alors de se faire passer pour les héritiers de Lénine.

La contre-attaque massive lancée par les triumvirs entra dans les annales du parti sous l'étrange nom de « débat littéraire ». Inventant de toutes pièces une soi-disant doctrine « trotskyste », les triumvirs l'opposèrent au « léninisme » qu'ils affirmaient défendre en tant que membres de la soi-disant « vieille garde » du parti ; ils entamaient ainsi le processus qui allait conduire à toute l'école stalinienne de la falsification de l'histoire révolutionnaire russe.

La cible centrale de leurs attaques c'était la théorie de la révolution permanente de Trotsky, que celui-ci avait esquissée avant la Révolution russe de 1905 et élaborée plus tard dans *Bilan et perspectives*, publié en 1906. Notant que la bourgeoisie russe était totalement liée à la noblesse tsariste et aux investisseurs impérialistes étrangers, que la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine ne pouvaient pas jouer un rôle indépendant dans l'histoire, et que l'industrialisation avait créé en Russie un prolétariat de petite taille mais puissant et concentré, Trotsky développait la thèse qu'une révolution victorieuse en Russie signifierait « que l'organisme représentatif de la nation, convoqué sous la direction d'un prolétariat qui se sera assuré le soutien de la paysannerie, ne sera rien d'autre qu'un vêtement démocratique pour le règne du prolétariat ». Seule la dictature du prolétariat pouvait briser les fers du despotisme politique et économique et de l'arriération économique et sociale, des tâches qui sont historiquement associées aux révolutions démocratiques bourgeoises en Europe. Mais en prenant le pouvoir, le prolétariat devrait aussi commencer la reconstruction collectiviste de l'économie. Trotsky affirmait ainsi que la révolution russe serait la première étape de la révolution socialiste européenne. C'était seulement en étendant la révolution aux centres impérialistes d'Europe que le prolétariat russe pourrait triompher totalement.

La façon dont se déroula effectivement la Révolution de 1917 fit sortir la révolution permanente du domaine de la théorie, et confirma totalement le pronostic de Trotsky. La première édition de *Bilan et perspectives*, en 1906, avait été confisquée par la police ; quelques exemplaires seulement étaient à la disposition du public révolutionnaire russe. Il fut réimprimé à Moscou en 1919 ; d'après Isaac Deutscher, c'est dans cette édition que Lénine lut pour la première fois l'ouvrage de Trotsky. L'Internationale communiste publia une traduction anglaise en 1921. Mais le fait que Trotsky avait su prévoir le cours que prendrait la Révolution russe ne fut jamais codifié dans les déclarations programmatiques du Parti bolchévique ou du Comintern. Pas plus que ne fut jamais officiellement reconnue la répudiation par Lénine du mot d'ordre de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Aucune histoire officielle de la révolution ne fut écrite. Une étude approfondie de l'expérience russe aurait été très utile pour armer les nouveaux partis communistes dans le monde entier. Au lieu de



Dietz Verlag

La manifestation du Premier Mai à Londres en 1926. Les syndicalistes réformistes « amis » de l'URSS servirent de couverture de gauche aux dirigeants travaillistes qui sabotèrent la grève générale de 1926.

cela, le triumvirat put profiter pleinement du fait que les bolchéviks n'aient pas fait la chronique de leur propre expérience. En 1924, la majorité des membres du parti n'avaient pas d'expérience personnelle directe des débats d'avant la révolution ; moins de 1 % d'entre eux étaient déjà membres du parti au début de 1917.

Lorsqu'on avait affaire à d'autres pays au développement capitaliste retardataire au début des années 1920, l'expérience russe ne venait pas immédiatement à l'esprit. La Russie avait été le maillon faible de la chaîne impérialiste, un pays capitaliste en développement dans la coquille d'un empire précapitaliste, et cette situation n'était pas nécessairement analogue à celle des colonies et des semi-colonies plus arriérées d'Asie. En outre, les bolchéviks ne ressentaient guère le besoin de rechercher des mouvements révolutionnaires prolétariens autochtones dans les colonies, puisqu'ils pensaient que les révolutions prolétariennes imminentes dans les pays impérialistes entraîneraient le monde colonial dans leur sillage. Comme l'avait préconisé Lénine dans son rapport sur la question nationale et coloniale au Deuxième Congrès du Comintern en 1920 : « l'Internationale communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste » (*Œuvres*, tome 31). Ce que faisait le Comintern c'était essentiellement de souligner que les partis communistes des pays impérialistes devaient mener le combat de l'intérieur contre les méfaits impérialistes de leur propre bourgeoisie.

Mais le Troisième Congrès du Comintern, en 1921, prit acte du fait que l'ordre capitaliste européen s'était temporairement rétabli. Il fut nécessaire de réévaluer la perspective de révolution prolétarienne en Orient sur cette base. L'interruption du commerce mondial pendant la Première Guerre

mondiale avait permis à l'industrie de se développer en Inde et en Chine, et un prolétariat urbain, de petite taille mais concentré, s'était développé dans ces deux pays, où il cohabitait avec des rapports agricoles semi-féodaux dans les campagnes, comme en Russie. Les bourgeoisies locales étaient totalement et intimement liées aux grands propriétaires terriens et aux impérialistes qui dominaient ces pays. Si la direction du Comintern avait été suffisamment perspicace et prévoyante, elle aurait été rapidement forcée de reconnaître que ce qui s'était passé en Russie pouvait arriver dans d'autres régions nouvellement industrialisées du monde.

La violente campagne des triumvirs contre la révolution permanente empêcha cette nécessaire réévaluation. Et Trotsky, préoccupé de démontrer qu'une doctrine distincte du nom de « trotskysme » était une pure invention, se laissa mettre totalement sur la défensive par les attaques des triumvirs, ce qu'il n'aurait pas dû faire. Il répudia implicitement son ouvrage de 1906, en déclarant : « Je rejette en tout état de cause, comme complètement risible, l'opinion qui m'est attribuée, selon laquelle Lénine ou le parti bolchévique se seraient ralliés à "ma" formule sur la révolution après avoir réalisé que leur propre formule était fautive » (« Our Differences » [Nos divergences], document écrit en novembre 1924 mais jamais publié, sans qu'on sache si c'était par choix ou du fait d'une interdiction [*Challenge of the Left Opposition*, 1923-25]). Dans sa seule déclaration publique de cette période, une lettre de démission de son poste de président du comité révolutionnaire militaire écrite le 15 janvier 1925, Trotsky déclarait que la révolution permanente s'appliquait « entièrement au passé » et n'avait « rien à voir avec la question des tâches politiques actuelles ».

En plein milieu du « débat littéraire », Staline formula pour la première fois sa doctrine du « socialisme dans un seul pays », dans un article des *Izvestia* de décembre 1924 intitulé « Octobre et la théorie de la révolution permanente du camarade Trotsky ». Le fait que Staline oppose la conception totalement révisionniste de « socialisme dans un seul pays » à la révolution permanente aurait dû faire comprendre à Trotsky que l'enjeu dépassait sa propre histoire politique. Staline remettait implicitement en cause l'engagement de l'Union soviétique envers la révolution prolétarienne mondiale. Pourtant, ce n'est qu'un an et demi plus tard, avec la formation de l'Opposition unifiée, que Trotsky se prononça ouvertement contre le « socialisme dans un seul pays ». Et ce n'est qu'à la Quinzième Conférence du Parti, en novembre 1926, qu'il prit personnellement la parole pour attaquer le nouveau dogme de Staline.

La défensivité de Trotsky provenait sans nul doute en partie de la réaction de certains de ses partisans de 1923, qui considéraient la publication des *Leçons d'Octobre* comme une erreur tactique parce qu'elle avait fourni aux triumvirs un prétexte pour rouvrir leur campagne anti-Trotsky. Trotsky comprenait bien que le « débat littéraire » aurait eu lieu de toute façon, sous un prétexte ou un autre (voir « Some Documents Relating to the Origin of the Legend of "Trotskyism" » [Documents sur l'origine de la légende du « trotskysme »], *The Stalin School of Falsification* [l'École stalinienne de la falsification], 1937).

Au début, le « socialisme dans un seul pays » ne fut utilisé que pour justifier l'autarcie économique ; Staline l'invoquait pour dire que c'est le marché privé paysan qui devait fixer le rythme du développement économique soviétique. Le partisan le plus éloquent de cette politique c'était Boukharine,

autour de qui se rassembla une école de « professeurs rouges » et autres éléments droitiers. Les accusations incessantes selon lesquelles Trotsky « sous-estimait la paysannerie » étaient précisément destinées à gagner l'appui des éléments les plus arriérés et potentiellement procapitalistes de la population soviétique contre l'Opposition de 1923.

Après sa démission du poste de chef de l'Armée rouge, en janvier 1925, Trotsky resta environ quatre mois sans fonction dans l'Etat soviétique. C'est pendant cette période qu'il écrivit « Où va l'Angleterre ? », polémique cinglante contre le réformisme rassis du Parti travailliste. Une délégation officielle des syndicats britanniques avait visité la Russie en novembre 1924, et rédigé un rapport élogieux ; au moment où Trotsky mettait la dernière main à sa brochure, Tomsy, le dirigeant des syndicats russes, rendait à son tour visite à la Grande-Bretagne à la tête d'une délégation. Le 14 mai, on fondait le Comité syndical anglo-russe, réunissant par des liens fraternels des syndicats britanniques et russes. Trotsky écrivit plus tard que « Où va l'Angleterre ? » « était dirigé contre la conception officielle du bureau politique qui espérait voir évoluer vers la gauche le conseil général et le communisme pénétrer graduellement, sans douleur, les rangs du Labour Party et des trade-unions » (*Ma Vie*). Cette polémique de Trotsky était conçue pour échapper à la censure du bureau politique, qui approuva l'ouvrage avant sa publication.

En mai, il fut nommé au Conseil supérieur de l'économie nationale. L'ensemble de son travail dans ce domaine, et notamment « Capitalisme ou socialisme ? », publié sous forme d'une série d'articles dans la *Pravda* en septembre 1925, insistait sur le fait que l'Union soviétique était engagée dans un combat à mort avec l'impérialisme mondial, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. Trotsky reprit la question posée par Lénine à propos de la NEP, « Qui bat qui ? », et expliquait combien il était nécessaire pour l'URSS d'accélérer fortement le rythme de son développement économique, d'avoir des échanges commerciaux sur le marché mondial et d'obtenir autant que possible des équipements industriels avancés. Ce n'était qu'une polémique *implicite* contre le « socialisme dans un seul pays », faite à une époque où Zinoviev et Kamenev, après avoir rompu avec Staline, remettaient ouvertement en cause ce dogme.

Le triumvirat scissionne

Au cours du « débat littéraire », Zinoviev et Kamenev avaient manifesté leur anti-trotskyisme plus bruyamment que Staline, et avaient, par exemple, demandé que Trotsky soit exclu du bureau politique. Pendant la plus grande partie de 1924 et du début 1925, Zinoviev considéra Staline comme une personnalité de deuxième ordre, et lutta pour être *lui-même* l'héritier de Lénine. Staline était tout à fait disposé à laisser ses partenaires se mettre en avant ; il insista que Trotsky devait rester au BP. Staline excellait dans ce genre de manœuvres habiles ; plus tard cette année-là, sa « modération » apparente à l'égard de Trotsky lui servit.

En 1984, dans une longue réponse à la lettre d'un lecteur, *Workers Vanguard* avait affirmé à tort que le triumvirat commençait à se désintégrer au Treizième Congrès, en mai 1924 (« Should Trotsky Have Made a Bloc with Zinoviev in 1924 ? » [Trotsky aurait-il dû faire un bloc avec Zinoviev en 1924 ?], *Workers Vanguard* n° 369, 21 décembre 1984). Ce même article critiquait Trotsky pour ne pas avoir fait bloc

avec Zinoviev et Kamenev à cette époque. L'idée même d'un bloc en 1924 est absurde ! Les triumvirs présentèrent un front uni au Treizième Congrès du Parti. Staline *avait encore besoin* de Zinoviev et Kamenev ; sur l'insistance de Kroupskaïa, le testament de Lénine fut lu devant une assemblée de hauts dirigeants du parti juste avant l'ouverture du congrès. Ce fut dans une large mesure parce que Zinoviev et Kamenev plaideraient la cause de Staline que celui-ci réussit à conserver son poste (Trotsky resta silencieux pendant toute la durée des débats). Le testament de Lénine ne fut pas divulgué à l'ensemble des délégués du congrès.

Ce n'est qu'en avril 1925, au moment de la Quatorzième Conférence du Parti, que les signes d'une fracture de plus en plus profonde au sein du triumvirat commencèrent à apparaître. Zinoviev et Kamenev objectèrent aux tentatives de Staline de faire officiellement avaliser le « socialisme dans un seul pays » par le parti. Les désaccords des triumvirs ne furent pas révélés sur la place publique ; la formulation de la résolution finale de la conférence était ambiguë sur cette question. Il est presque impossible de croire que Trotsky et ses partisans n'aient pas eu vent de la fracture qui était en train de s'approfondir. Et ce n'est certainement pas un hasard si Trotsky, le mois suivant, fut nommé au Conseil supérieur de l'économie nationale. Il est fort probable que Staline ait fait miroiter la perspective d'une réconciliation en même temps que celle d'un travail productif.

La Quatorzième Conférence du Parti avait adopté une série de mesures qui, en abolissant les restrictions sur la location des terres et l'emploi de main-d'œuvre, élargissaient le champ d'action de l'agriculture et du commerce privés. Ces mesures ne produisirent pas les résultats prédits par Boukharine. La récolte de 1925 fut excellente, mais la quantité des céréales vendues à l'Etat resta très insuffisante : les koulaks et les paysans moyens stockaient leurs récoltes, en espérant que la pénurie de céréales ferait monter les prix pendant l'hiver et au printemps. Ils ne trouvaient de toute façon pas grand-chose à acheter avec le produit de la vente. Trotsky avait depuis longtemps averti que la pénurie de produits manufacturés pouvant être vendus aux paysans à des prix raisonnables menaçait la *smytchka* : « la charrue, l'indienne, les allumettes à bon marché n'en sont pas moins la base de la "soudure" [entre la classe ouvrière et la paysannerie] » (*Cours nouveau*, 1923). Pourtant, au lieu d'imposer les koulaks pour accélérer le rythme de l'industrialisation, Boukharine préconisait une nouvelle série de concessions, et lança aux koulaks sa célèbre recommandation : « Enrichissez-vous ». Sur cette question, des fractures *publiques* apparurent au sein du triumvirat pendant l'été 1925.

Zinoviev avait fermement soutenu la politique pro-koulaks, mais sa base, c'était l'organisation du parti à Leningrad, largement prolétarienne, qui était fortement opposée aux concessions faites aux paysans riches. Kamenev, dont la base était le parti de Moscou, était dans une situation similaire. Le conflit d'intérêts qui dressait la base prolétarienne de Zinoviev et Kamenev à Leningrad et Moscou contre l'agrarisme néo-narodjik de Staline et Boukharine ébranla l'alliance du triumvirat dans ses fondements. Zinoviev et Kamenev se mirent à attaquer publiquement les concessions que Boukharine continuait à faire aux koulaks. Zinoviev, dans son livre, *le Léninisme*, publié pendant l'été 1925 et dont l'objet était d'essayer de se faire passer pour l'héritier de Lénine, critiqua la conception du « socialisme dans un seul pays ». Dans la « Déclaration des quatre », Zinoviev,



Respublika

Trotsky avec Kamenev et Zinoviev au milieu des années 1920. Le bloc de l'Opposition unifiée de 1926-1927 s'opposait au « socialisme dans un seul pays » et au programme économique pro-paysans de Staline-Boukharine, mais différait sur les questions programmatiques internationales.

Kamenev, Sokolnikov et Kroupskaïa réclamèrent une période de discussion libre et démocratique avant le Quatorzième Congrès du Parti, convoqué pour la fin 1925.

Le désaccord entre les triumvirs était en premier lieu une lutte bureaucratique pour le pouvoir, mais la discussion portait sur des questions programmatiques clés. Pourtant, Trotsky ne chercha pas à approcher Zinoviev et Kamenev. En juillet, il céda aux exigences de Staline et signa une déclaration répudiant le livre *Since Lenin Died* [Depuis la mort de Lénine], publié peu de temps auparavant par son ami américain Max Eastman, partisan de l'Opposition. Le livre d'Eastman parlait du testament de Lénine et relatait avec exactitude les batailles à l'intérieur du parti ; Christian Rakovsky, proche collaborateur de Trotsky et qui était à l'époque ambassadeur à Paris, avait lu le manuscrit avant qu'il soit publié. Trotsky écrit plus tard que la décision de signer cette déclaration avait été unanime dans le groupe dirigeant de l'Opposition de 1923, qui « considérait comme mal avisé à cette époque de commencer une lutte politique ouverte et inclinait à faire un certain nombre de concessions » (Trotsky, « Sur Max Eastman », 11 septembre 1928, *Œuvres*, tome II). Mais Staline, qui avait devant lui la perspective d'une scission avec Zinoviev et Kamenev, avait tout à craindre des révélations d'Eastman. La répudiation signée par Trotsky ne fit qu'affaiblir l'Opposition de 1923 et désarma ses partisans au niveau international. Pour aggraver encore les choses, Trotsky fut forcé en septembre de signer une déclaration condamnant Pierre Monatte et Alfred Rosmer, qui avaient commencé à publier un journal pro-Opposition après avoir été exclus du Parti communiste français.

Trotsky ne protesta pas lorsque Staline, pendant l'été 1925, évinça les partisans de Kamenev pour prendre le contrôle de l'organisation du parti à Moscou. Il resta également sur la touche quand Staline ouvrit les hostilités contre l'organisation du parti à Leningrad en octobre. Et en décembre, lors du Quatorzième Congrès du Parti, il ne bougea pas non plus quand Staline détruisit la base de Zinoviev, même si des notes personnelles aux séances du congrès indiquent que Trotsky reconnaissait que la fracture au sein

du triumvirat « avait ses racines sociales dans les rapports entre le prolétariat et la paysannerie dans une situation d'encerclement capitaliste » (*Challenge of the Left Opposition, 1923-25*). Ce ne fut que plus tard, au cours d'une réunion du CC postérieure au congrès, que Trotsky fit finalement entendre sa voix et protesta contre les sanctions que Staline voulait infliger au parti à Leningrad. A ce moment-là, la base de Zinoviev était déjà en train de s'effondrer et pourtant Staline redoutait encore suffisamment l'éventualité d'un bloc entre Zinoviev et Trotsky pour essayer d'empêcher sa formation. Il fit savoir qu'il s'était battu cette année-là pour garder Trotsky au BP, et il envoya Boukharine prendre contact à titre privé avec Trotsky.

Dans son témoignage de 1937 devant la commission Dewey, Trotsky déclara qu'il avait été abasourdi quand le Quatorzième Congrès du Parti révéla que Staline et Zinoviev-Kamenev s'affrontaient ouvertement. Même Isaac Deutscher, dont la biographie de Trotsky, par ailleurs excellente, est entachée par la position que l'ascension de Staline vers le pouvoir était inévitable (position qui, si elle avait été connue à l'avance, aurait considérablement rassuré Staline lui-même), trouve cette affirmation de Trotsky « invraisemblable ». E.H. Carr a montré que dans la période précédant le congrès, il y avait dans *Leningradskaja Pravda*, le journal du parti à Leningrad, de nombreux signes patents que la fracture s'élargissait (*Socialism in One Country 1924-26*, tome 2).

L'opportunisme grandissant du Comintern

Zinoviev était si imbu de lui-même qu'il n'aurait probablement pas pu voir sa propre convergence politique avec Trotsky si sa base dans le parti n'avait pas été détruite. L'aveuglement politique manifeste de Trotsky est plus difficile à comprendre. Il semble que finalement, au printemps 1926, son inquiétude devant l'opportunisme croissant de l'Internationale communiste, notamment en Chine, l'ait poussé à agir. La Première Révolution chinoise, en 1911, avait renversé la dynastie mandchoue et instauré une république, mais n'avait pas pu remédier à l'effroyable pauvreté du pays et à son statut colonial. En 1925, le prolétariat naissant se lança dans la lutte et début 1926 la Deuxième Révolution chinoise battait déjà son plein. Le sud de la Chine fut secoué par un soulèvement prolétarien d'une ampleur considérable. Les paysans commencèrent à s'emparer des terres. Le Guomindang, parti nationaliste bourgeois, chercha à se servir du soulèvement comme arme contre les seigneurs de la guerre, mais il s'opposait violemment à toute attaque contre la propriété bourgeoise et cherchait à conclure un accord avec les impérialistes pour son propre compte.

Le jeune Parti communiste chinois (PCC), à qui le Comintern de Zinoviev avait ordonné en 1922 d'entrer dans le Guomindang, y demeurait enterré, et subordonnait, dans la révolution qui se déroulait, les intérêts du prolétariat à la bourgeoisie soi-disant « anti-impérialiste ». C'était les cadres du PCC qui constituaient la principale armature organisationnelle du Guomindang ; le Parti communiste n'avait même pas son propre journal national. En mars, Trotsky soumit au BP russe une résolution demandant que le PCC sorte du Guomindang. Il vota aussi contre l'adhésion de ce parti nationaliste au Comintern en tant que section « sympathisante » (pour une étude détaillée de la Deuxième Révolution chinoise, voir « Révolution permanente contre "front unique anti-impérialiste" : Les origines du trotskysme chinois », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997).

La politique de subordination au Guomindang de Chiang Kai-shek en Chine faisait partie d'une tendance générale. De plus en plus, ce qui primait dans l'activité du Comintern dans le monde, c'était la recherche d'alliés contre l'impérialisme britannique, qui était à l'époque la puissance impérialiste la plus implacable envers l'URSS. L'objectif du Comité d'unité syndicale anglo-russe était de favoriser l'unité syndicale sur le plan international et de combattre le danger de guerre. Staline et Zinoviev voyaient dans ce comité un moyen de mobiliser les dirigeants syndicaux réformistes de Grande-Bretagne contre la menace militaire britannique vis-à-vis de l'URSS. Les mineurs entamèrent une grève dure qui, début mai 1926, déclencha une grève générale ; celle-ci paralysa le pays tout entier et fit trembler sur ses bases l'ordre social britannique décadent. Les « amis » syndicalistes de l'Union soviétique bradèrent honteusement la bataille de classe la plus formidable de l'entre-deux guerres en Grande-Bretagne, allant jusqu'à refuser l'aide matérielle offerte par les syndicats russes ! Pourtant, les syndicats soviétiques ne se retirèrent pas du Comité anglo-russe, dont le rôle de couverture de gauche permit aux chefs syndicaux britanniques imbus de crétinisme travailliste de trahir la grève. Le Parti communiste britannique ne s'opposa que tièdement aux dirigeants réformistes et ne fit pas grand-chose pour mobiliser contre les « amis » syndicalistes de l'URSS.

Trotsky assista à la trahison de la grève générale britannique depuis Berlin, où il s'était rendu en secret début avril pour soigner ses accès de fièvre inexplicables et persistants. Depuis Berlin, il assista aussi au coup d'Etat militaire en Pologne qui mit au pouvoir Józef Pilsudski, populiste radical et anticommuniste de choc. Le coup d'Etat militaire de Pilsudski renversait un gouvernement parlementaire clérical-réactionnaire favorable à la noblesse et aux propriétaires fonciers. Le Parti communiste polonais, désorienté par le Comintern de Zinoviev, qui insistait alors sur la nécessité de partis « ouvriers et paysans » – c'est-à-dire basés sur les deux classes à la fois – aida, au départ, Pilsudski à prendre le pouvoir ; mais le PC polonais prit rapidement ses distances avec ce qu'on appela l'« erreur de mai ».

Presqu'aussitôt après son retour de Berlin, Trotsky attaqua le Comité d'unité syndicale anglo-russe dans les pages de la *Pravda*. Il engagea aussi des négociations sérieuses pour faire un bloc avec Zinoviev et Kamenev.

L'Opposition unifiée

L'Opposition unifiée (OU) annonça son existence dans la « Déclaration des treize » lors d'une réunion conjointe du comité central et de la commission centrale de contrôle en juillet 1926. Au début, elle ne comportait pas que des partisans de Trotsky et de Zinoviev, il y avait aussi ceux qui restaient de l'Opposition ouvrière et du courant centraliste démocratique. Il existe peu de documents sur les négociations qui conduisirent à la formation de l'OU, ou sur ses délibérations internes ultérieures, car elle fut dès le début forcée de fonctionner dans une situation de semi-clandestinité. Ses premières réunions se tinrent dans un bois des environs de Moscou. Les organisateurs de ces réunions furent réprimandés par la commission centrale de contrôle et exclus du comité central avant même que l'OU ait officiellement annoncé son existence. Zinoviev, qui était toujours officiellement le dirigeant de l'Internationale communiste, fut exclu du bureau politique au plénum de juillet.

Les déclarations politiques publiques de l'OU n'ont jamais

été publiées dans leur intégralité, du moins en anglais. Les documents à notre disposition montrent cependant clairement que Trotsky fut forcé de subordonner ses virulentes critiques de l'opportunisme grandissant du Comintern à l'« unité » de l'Opposition. Dans le combat contre la dérive opportuniste du Comintern, l'OU était une épée à double tranchant. Un bloc est par sa nature même un accord sur des objectifs *limités*. Trotsky et Zinoviev-Kamenev avaient en commun leur opposition théorique au « socialisme dans un seul pays » et étaient tous opposés à la politique économique pro-paysannerie du bloc Staline-Boukharine. Mais ils étaient en désaccord sur les expressions concrètes de la politique du Comintern. Zinoviev insistait naturellement pour défendre la politique qu'il avait suivie en tant que dirigeant du Comintern. Aussi l'Opposition unifiée conduisit-elle *nécessairement* à obscurcir les questions programmatiques en ce qui concernait l'Internationale communiste. La « Déclaration des treize » attaque les chefs syndicaux britanniques traîtres en tant qu'alliés de l'Etat soviétique sur qui l'on ne peut pas compter, mais n'appelle pas les syndicats soviétiques à rompre avec le Comité anglo-russe. Elle ne mentionne pas l'« erreur de mai » du parti polonais. Elle ne mentionne pas non plus, et condamne encore moins, la politique du Comintern exigeant que le PCC reste dans le Guomindang nationaliste bourgeois en pleine montée révolutionnaire.

Sur le front intérieur il y avait un accord substantiel au sein de l'OU. La « Déclaration des treize » considérait que c'était la déformation bureaucratique croissante de l'Etat qui était à la source du régime non démocratique et fractionnel dans le parti. La déclaration demandait que soit mis fin au système des nominations et que le régime démocratique interne du parti soit restauré. Elle considérait que le « Kou-laks, enrichissez-vous » de Boukharine était une concession potentiellement fatale, faite à des forces sociales qui allaient inévitablement chercher à favoriser la restauration du capitalisme en Russie. L'Opposition demandait le développement planifié de l'industrie lourde, financé par une augmentation de l'impôt des koulaks. Elle proposait d'utiliser des incitations économiques pour encourager la collectivisation volontaire chez les paysans pauvres. Elle voulait une amélioration immédiate du niveau de vie de la classe ouvrière et réclamait une augmentation des salaires. Le plénum de juillet fit la sourde oreille à cette revendication, mais peu après le bureau politique céda. Les augmentations de salaire furent appliquées en septembre pour tenter de couper l'herbe sous les pieds de l'Opposition.

Staline réussit très bien à exploiter les divergences qui existaient entre les composantes de l'Opposition unifiée, durant son année et demie d'existence. Pour ce faire, il tabla sur la tendance bien connue aux tergiversations centristes de Zinoviev et Kamenev. Comme le disait si bien E. H. Carr, la stratégie de Staline consistait à chercher « à extorquer le maximum de concessions aux dissidents en leur faisant miroiter l'espoir d'un accord, et ensuite de déclarer les concessions insuffisantes » (*Foundations of a Planned Economy* [Les fondations d'une économie planifiée], tome 2). Ainsi, en septembre 1926, le Comintern ordonna que les partisans de Zinoviev – la « gauche » historique dirigée par Ruth Fischer, Arkadi Maslow et Hugo Urbahns – soient exclus du parti allemand parce qu'ils avaient rassemblé environ 700 signatures pour une déclaration en défense de l'Opposition unifiée. Staline menaça de procéder à des exclusions similaires dans le parti russe pour forcer l'OU à

faire marche arrière à la veille de la Quinzième Conférence du Parti, qui se tint en octobre-novembre 1926. Il promit un cessez-le-feu si les dirigeants de l'OU répudiaient leurs partisans allemands et promettaient de respecter l'interdiction des fractions décidée en 1921. L'OU céda à ses exigences.

La répudiation de la « gauche » allemande ne fit que démoraliser et démobiler le groupe hétérogène des partisans internationaux de l'OU. Staline n'avait pas l'intention de concéder à ses ennemis le moindre répit. Moins d'une semaine plus tard, il soumit au bureau politique un ensemble de thèses qui notaient que l'Opposition n'avait pas renoncé à ses « erreurs de principe » et dénonçaient l'OU comme une « déviation social-démocrate ». C'est lors de cette réunion du bureau politique que Trotsky accusa Staline d'être le « fossoyeur de la révolution ». Staline lorsqu'il présenta ses thèses à la conférence, se livra à une attaque en règle contre l'Opposition. Les dirigeants de l'OU, qui avaient auparavant décidé de ne pas parler à la tribune de la conférence, furent forcés de répondre. Dans son discours, Trotsky attaqua publiquement le dogme du « socialisme dans un seul pays », et le réfuta en détail avec des citations tirées des écrits de Lénine. La conférence écarta Zinoviev de tout travail dans le Comintern, et exclut Trotsky et Kamenev du bureau politique. Staline entreprit ensuite d'obtenir l'imprimatur de l'IC pour le « socialisme dans un seul pays » au septième plénum de son comité exécutif, en décembre 1926. Mais il ne réussit pas à empêcher les dirigeants de l'OU de prendre la parole au cours de ce plénum : Zinoviev, Kamenev et Trotsky montèrent tous à la tribune pour dénoncer le « socialisme dans un seul pays ». Mais Trotsky, dans son discours, déclara une fois de plus que Lénine avait eu raison sur la question de la révolution permanente. Il n'attaqua pas les politiques opportunistes en Chine et en Grande-Bretagne. La presse bourgeoise internationale se réjouit fort de la défaite de Zinoviev et Trotsky lors du plénum. Elle la considéra comme une victoire de la direction « modérée » de Staline contre l'internationalisme.

L'Opposition unifiée et la Chine

Au printemps 1927, l'« expédition septentrionale » de Chiang Kai-shek transporta l'agitation révolutionnaire de la Chine du Sud au cœur du pays, dans la vallée du Yangtzi. Mais le PCC continuait à essayer de retenir les paysans et les ouvriers, par peur d'une rupture avec Chiang. Cette politique était clairement un nœud coulant passé au cou du prolétariat chinois, et permettait aux forces bourgeoises rassemblées autour de Chiang de se renforcer. Une insurrection ouvrière prit le contrôle de Shanghai alors que l'armée de Chiang approchait de la ville. Le 26 mars, il entra dans la ville, puis proclama la loi martiale et entama des négociations avec les impérialistes. On était au bord du désastre en Chine. A Moscou l'OU déclencha alors une campagne pour que le Comintern modifie sa politique chinoise. En plus d'exiger qu'on mette fin à la subordination politique du PCC au Guomindang et que le PCC ait une presse quotidienne, l'OU appela à des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Avancer ainsi la possibilité réelle d'une direction prolétarienne de la Révolution chinoise fut un tournant décisif pour l'Opposition. Ce mot d'ordre, lancé à l'initiative de Trotsky, fut repris par l'Opposition tout entière.

L'OU, cependant, n'exigea pas que le PCC sorte complètement du Guomindang. Cette question avait été en débat au sein du bloc depuis août 1926 au moins. Cette revendication se heurtait à l'opposition de Zinoviev et de ses partisans,



L'Illustration/Sigma

Milice ouvrière armée à Shanghai en 1927 (ci-dessus). Staline ordonna la liquidation du Parti communiste chinois dans le Guomindang nationaliste bourgeois du généralissime Chiang Kai-shek, qui noya la Révolution chinoise dans le sang. Plus de cinq mille communistes furent massacrés à Canton en décembre 1927 (ci-dessous).



Universal



Earl Swisher

ainsi qu'à celle de Radek, un des dirigeants de l'Opposition de gauche. Trotsky accepta donc un compromis sur la condition *sine qua non* d'une perspective révolutionnaire en Chine : l'indépendance organisationnelle et politique totale de l'avant-garde prolétarienne. Il reconnut plus tard que cela avait été une erreur :

« Nous avons lancé publiquement le mot d'ordre du départ du Guomindang du parti communiste, deux ans environ après l'époque où il était dicté par toute la situation et par les intérêts les plus vitaux du prolétariat et de la révolution chinoise. »

– Trotsky, « Les erreurs de l'Opposition », 23 mai 1928 (*Œuvres*, tome I)

Avant la formation de l'OU, Trotsky appelait le PCC à sortir du Guomindang. Staline et Boukharine réussirent à exploiter les divergences manifestes au sein de l'Opposition, et affirmèrent à maintes reprises que l'Opposition exigeait que

le PCC sorte du Guomindang. Comme le fit remarquer Trotsky dans un article écrit à la fin de sa vie :

« Sur certaines questions importantes, il est vrai, l'opposition de 1923 fit à l'opposition de 1926, contre mon vote, des concessions de principes que je considérais et considère encore comme inadmissibles. N'avoir pas protesté ouvertement contre ces concessions fut plutôt une faute. Mais il n'y avait en général guère de place pour des protestations publiques car nous travaillions illégalement. En tout cas les deux parties connaissaient bien mes vues sur les questions controversées. »

– Trotsky, « D'une égratignure au danger de gangrène », *Défense du marxisme* (1940)

Au printemps 1927, la politique avancée par Staline-Boukharine, fut qu'il fallait s'appuyer sur les forces de la « gauche » du Guomindang, regroupées autour du gouvernement national qui avait été instauré en décembre 1926 dans le centre industriel de Wuhan, sur le Yangtzi. Le 3 février, la classe ouvrière de Wuhan avait occupé la concession britannique et les forces du Guomindang dans cette ville avaient donc besoin de maintenir leur alliance avec le PCC pour reprendre le contrôle de la situation. En mars 1927, deux membres du PCC entrèrent dans le gouvernement nationaliste en tant que ministres de l'Agriculture et du Travail ; en échange, le PCC accepta de ne rien publier qui remette en cause la coopération entre les deux partis. Staline et Boukharine insistèrent qu'on pouvait croire aux assurances que donnait Chiang et que celui-ci se soumettrait à la « discipline » du gouvernement Guomindang de Wuhan. La politique chinoise fut débattue dans un plénum du comité central à la mi-avril et Staline s'opposa à l'appel à des soviets sur la base que ce serait « un mot d'ordre de lutte contre l'autorité du K.M.T. [Guomindang] révolutionnaire » (Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses de Staline », 17 mai 1927, *la Question chinoise dans l'Internationale communiste*, textes rassemblés par Pierre Broué).

Le 5 avril, dans un discours prononcé devant une assemblée de militants du parti à Moscou, Staline proclama qu'il fallait que les communistes se servent de droitiers du Guomindang comme Chiang Kai-shek, pour « les presser comme un citron et ensuite les balancer ». Ce discours fut prononcé une semaine seulement avant que les troupes de Chiang se retournent contre les ouvriers de Shanghai, le 12 avril 1927, massacrant des dizaines de milliers de personnes et rétablissant l'ordre bourgeois. Il va sans dire que le discours du 5 avril de Staline ne fut jamais publié.

Staline et Boukharine allaient à tout prix devoir trouver un moyen de dissimuler le résultat désastreux de leur politique opportuniste. Le Comité d'unité syndicale anglo-russe se réunit ce même mois d'avril à Berlin. Les dirigeants des syndicats britanniques refusèrent la proposition russe d'une campagne sur le mot d'ordre « ne touchez pas à la Chine », mais réussirent toutefois à extorquer aux syndicalistes russes la promesse qu'ils n'interviendraient pas dans les affaires intérieures des syndicats britanniques. Enhardi par cela, le gouvernement britannique organisa une descente de police dans les bureaux de la mission commerciale soviétique à Londres et rompit les relations diplomatiques avec l'URSS. Staline et Boukharine exagérèrent alors l'importance du danger militaire britannique comme prétexte pour interdire tout débat public sur la Chine. Malgré cela, Trotsky et le zinovéviste yougoslave Vojvo Vuyović, qui dirigeait l'Internationale de la jeunesse communiste, réussirent à présenter les positions de l'Opposition au huitième plénum de l'exécutif de l'IC, en mai.

L'OU appelait à des soviets en Chine tout en persistant à dire que la Révolution chinoise ne pouvait être qu'une révolution « nationale démocratique », et pas une révolution socialiste. Elle utilisait la formule bolchévique d'avant avril 1917 et appelait à la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Staline et Boukharine utilisaient aussi ce mot d'ordre, mais ils lui donnaient un sens totalement menchévique : pour eux cela signifiait s'appuyer sur la bourgeoisie démocratique et soi-disant « anti-impérialiste ». C'est précisément le problème avec la perspective bolchévique d'avant 1917, à laquelle Trotsky reprochait à juste titre à l'époque d'être intrinsèquement contradictoire. Un gouvernement révolutionnaire ne peut pas, à long terme, représenter les intérêts de deux classes.

Même au sein de l'Opposition unifiée, le mot d'ordre de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » masquait d'importantes divergences, surtout en ce qui concerne l'évaluation du Guomindang « de gauche » à Wuhan. Dans « La Révolution chinoise et les thèses de Staline », Trotsky s'attaquait à la position de Staline selon laquelle le Guomindang bourgeois serait un « parti ouvrier et paysan », et appelait à « l'indépendance théorique, politique et organique absolue du Parti Communiste » (*la Question chinoise dans l'Internationale communiste*). Zinoviev, lui, dans une série de thèses datées du 15 avril 1927, affirmait que le Guomindang devenait « sous la direction des éléments de droite une organisation amorphe », et argumentait que « le P.C.C. peut et doit dans la situation politique et militaire actuelle, demeurer dans le K.M.T. » (*la Question chinoise dans l'Internationale communiste*). Trotsky affirmait que le gouvernement de Wuhan n'était basé sur « rien pour le moment ou presque rien », et disait que ce qu'il fallait, c'était appeler à des soviets, la seule manière de forger une alliance entre les ouvriers, les paysans et les soldats révolutionnaires. Zinoviev, lui, écrivait : « Les communistes peuvent et doivent soutenir les armées nationales et le Gouvernement national. »

C'est la ligne de Zinoviev, et non celle de Trotsky, qui était la ligne publique de l'OU. Il y avait dans la « Déclaration des quatre-vingt-trois » [également connue sous le nom de « Déclaration des quatre-vingt-quatre »], écrite pour le plénum de l'exécutif de l'IC et présentée au bureau politique le 25 mai, une répudiation explicite de l'idée que l'Opposition exigeait un retrait complet du PCC du Guomindang. Trotsky et Vuyović, qui défendirent les thèses de Zinoviev au plénum, ne condamnèrent pas la participation honteuse du PCC au gouvernement bourgeois de Wuhan. Trotsky, lui, comprenait l'urgence de cette question. Vers la fin du plénum, le 28 mai, il écrivit une courte note qui appelait le PCC à se retirer de la situation impossible de Wuhan (« Hankou et Moscou », 28 mai 1927, *la Question chinoise dans l'Internationale communiste*). Mais on ne sait pas si cette note fut écrite pour diffusion interne dans l'OU ou pour être présentée à l'exécutif de l'IC.

En juillet 1927, le gouvernement de Wuhan commença une campagne de répression contre le PCC, et se réconcilia avec le gouvernement de Chiang à Nanjing. Trotsky écrivit plus tard :

« J'en étais venu à l'opinion qu'il n'y aurait pas de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie en Chine au moment où le gouvernement de Wuhan fut formé. Je m'étais basé précisément sur l'analyse des faits sociaux les plus fondamentaux et non sur la manière dont ils étaient politiquement

réfractés, ce qui, on le sait bien, prend souvent des formes particulières, étant donné que, dans cette sphère, entrent des facteurs d'ordre secondaire, y compris la tradition nationale. J'étais convaincu que les faits sociaux fondamentaux avaient déjà clairement déblayé le chemin à travers les particularités de la superstructure politique quand le naufrage de Wuhan détruisit complètement la légende du Kuomintang de gauche [...]. »

– « Deuxième lettre de Trotsky à Préobrajensky », avril 1928 (*la Question chinoise dans l'Internationale communiste*)

Cependant, ce n'est qu'en septembre 1927 que Trotsky commença à argumenter qu'en Chine « ce qui est à l'ordre du jour, c'est la *dictature du prolétariat* » (« New Opportunities for the Chinese Revolution, New Tasks, and New Mistakes » [Nouvelles possibilités pour la Révolution chinoise, nouvelles tâches, et nouvelles erreurs], septembre 1927, *Trotsky on China*). A ce moment-là encore, la ligne publique de l'OU restait celle de Zinoviev. La « Plate-forme de l'Opposition », présentée au nom de l'OU en septembre en préparation du Quinzième Congrès du Parti, appelait à la « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » (Trotsky, « Plate-forme des Bolchéviks-Léninistes pour le XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. », *la Lutte antibureaucratique en URSS*). Elle insistait que les bolchéviks, avant 1917, avaient eu raison contre Trotsky sur la question de la révolution permanente. Un an plus tard, Trotsky condamna cette erreur :

« L'automne dernier, nous n'avons pas dit publiquement que l'expérience de 1925-27 avait déjà liquidé le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie pour la révolution chinoise, et qu'à l'avenir ce mot d'ordre conduirait soit à une régurgitation du guomindanguisme soit à des aventures. Nous l'avons prêté tout à fait clairement et précisément. Mais, même sur ce point, nous avons fait des concessions (tout à fait inadmissibles) à ceux qui sous-estimaient la profondeur du reflux sur la question chinoise. »

– Trotsky, « Les erreurs de l'Opposition », 23 mai 1928 (*Œuvres*, tome 1)

Alors que la plate-forme de l'Opposition affirmait que le PCC devait « se libérer de toute dépendance d'ordre politique ou organisationnel envers le Kuomintang », elle ne demandait pas que le PCC sorte du Guomindang. Et pourtant Trotsky avait déjà, en juin, qualifié cette politique de « grave bévue » :

« Nous sommes partis du fait que le Parti communiste a passé trop de temps dans le Guomindang et que notre parti et le Comintern ont été excessivement préoccupés par cette question, mais qu'appeler ouvertement pour le retrait immédiat du Guomindang accentuerait encore plus les contradictions dans notre propre parti. Nous avons formulé le genre de conditions dans lesquelles le Parti communiste pourrait rester dans le Guomindang, et cela excluait essentiellement – dans la pratique sinon sur le papier – la possibilité que le Parti communiste chinois reste dans le Guomindang pendant une longue période. Nous avons de cette façon cherché à trouver une formule *transitoire* qui pourrait servir de pont et que notre comité central pourrait emprunter pour abandonner son cours erroné et prendre la voie correcte. Nous avons posé le problème d'une manière *pédagogique* et non *politique*. Comme toujours dans de pareils cas, on s'aperçoit que c'est une erreur. Occupés que nous étions à éclairer une direction dans l'erreur, nous avons sacrifié la clarté politique vis-à-vis des rangs du parti. »

– Trotsky, « Why Have We Not Called for Withdrawal from the Kuomintang Until Now ? » [Pourquoi n'avons-nous pas appelé à sortir du Guomindang jusqu'à maintenant ?], 23 juin 1927 (*Trotsky on China*)

Trotsky fut apparemment mis en minorité sur cette question au sein de l'OU aussi tard que septembre 1927.

Staline était tellement discrédité par le désastre en Chine que pendant l'été 1927, il eut (provisoirement) du mal à convaincre les autres dirigeants du parti d'accepter ses exi-

gences. Fin juillet, il réunit la commission centrale de contrôle (CCC) pour tenter d'exclure Zinoviev et Trotsky du parti russe. Mais la CCC fit traîner les débats et refusa de prendre une décision finale sur les exclusions. Alors que les discussions de la CCC traînaient en longueur, l'OU vint au secours de Staline en acceptant une nouvelle « trêve » le 8 août. Staline accepta de se contenter de « réprimander » Trotsky et Zinoviev s'ils se déclaraient opposés à l'idée que Thermidor avait déjà commencé en URSS, et s'ils renonçaient à toute tentative de scissionner le parti russe et le Comintern.

A l'époque, on discutait énormément de la question de « Thermidor » dans les cercles de l'Opposition, et ce que l'on entendait par cette analogie avec le renversement de Robespierre pendant la Révolution française, c'était généralement une contre-révolution sociale (et non politique) – c'est-à-dire la restauration du capitalisme. (En 1935, dans son texte « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », Trotsky corrigea sa façon d'utiliser cette analogie en expliquant que le Thermidor soviétique était la prise du pouvoir politique non pas par une classe, mais par une *caste* bureaucratique qui continuait à reposer sur des formes de propriété prolétariennes.) Les « centralistes démocratiques » affirmaient qu'une contre-révolution sociale avait déjà eu lieu et qu'il fallait construire un nouveau parti révolutionnaire en URSS. C'était des positions contre lesquelles Trotsky et Zinoviev s'étaient battus, argumentant que les acquis sociaux d'Octobre n'avaient pas été détruits et que l'Opposition devait agir en fraction dans le Parti bolchévique et dans l'IC. Staline extorqua donc à Zinoviev et Trotsky le reniement de positions qu'ils n'avaient jamais défendues. C'est précisément pour cette raison que cette déclaration était un signe de faiblesse, une arme dans les mains de Staline.

Staline laissa la nouvelle « trêve » durer juste assez longtemps pour renforcer sa propre position. Quand l'Opposition commença à faire circuler sa plate-forme en septembre 1927, il déclara que l'accord d'août avait été rompu. Trotsky fut exclu de l'exécutif de l'IC en septembre. L'appareil bureaucratique de répression passa à la vitesse supérieure en novembre, après la manifestation publique de l'OU lors du dixième anniversaire de la Révolution russe. Trotsky et Zinoviev furent exclus du parti le 14 novembre, pour qu'ils ne puissent pas assister au Quinzième Congrès qui s'ouvrit début décembre. Le congrès déclara que les positions de l'OU étaient incompatibles avec l'appartenance au parti. Zinoviev, Kamenev et la plupart de leurs partisans capitulèrent presque immédiatement après la fin du congrès. Dans les mois qui suivirent le congrès, 1 500 membres de l'Opposition furent exclus du parti, tandis que 2 500 autres signaient des déclarations de reniement.

Adolf Ioffé, qui était depuis longtemps l'un des plus proches collaborateurs politiques de Trotsky, s'était opposé au compromis du 8 août 1927 avec Staline. Ceci donne d'autant plus de poids à la lettre qu'il écrivit à Trotsky juste avant de se suicider le 16 novembre 1927 (les staliniens avaient refusé à Ioffé la permission d'aller se faire soigner à l'étranger, alors qu'il souffrait d'une maladie de plus en plus pénible) :

« Mais il m'a toujours semblé qu'il vous manquait cette inflexibilité, cette intransigeance dont a fait preuve Lénine, cette capacité de rester seul en cas de besoin, et de poursuivre dans la même direction, parce qu'il était sûr d'une future majorité, d'une future reconnaissance de la justesse de ses vues. Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, et Lénine lui aussi l'a reconnu : je vous ai souvent raconté que je

lui avais entendu dire moi-même ; en 1905, c'était vous et non lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas et je vous le répète aujourd'hui.

« Mais vous vous êtes souvent départi de la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimez la valeur. C'était une erreur. [...] »

« Vous êtes dans le vrai, mais la certitude de la victoire ne peut résider que dans une intransigeance résolue, dans le refus de tout compromis, comme ce fut le secret des victoires de Vladimir Iliitch.

« J'ai souvent voulu vous dire ce qui précède, mais je ne m'y suis décidé que dans le moment où je vous dis adieu. »

– Adolf Ioffé, Lettre à Trotsky, 16 novembre 1927

La tendance spartaciste a souvent fait remarquer que la lettre de Ioffé avait beaucoup contribué à renforcer la fermeté et la résolution de Trotsky dans la lutte pour forger l'Opposition de gauche internationale.

Quand il commença à défendre la perspective de la révolution permanente, en septembre 1927, Trotsky fit l'appréciation suivante du mot d'ordre de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » :

« Le mot d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, s'il avait été avancé, disons, au début de l'expédition septentrionale en relation avec l'appel à des soviets et à armer les ouvriers et les paysans, aurait joué un rôle formidable dans le développement de la Révolution chinoise. Il lui aurait imprimé un cours complètement différent. Il aurait isolé la bourgeoisie, et les conciliationnistes par la même occasion, et il aurait conduit à poser la question de la dictature du prolétariat dans des conditions infiniment plus favorables que par le passé. Mais on ne peut pas renverser le cours de l'histoire. La bourgeoisie s'est retirée de la révolution de sa propre initiative – dans des circonstances qu'elle a choisies et qui lui étaient les plus favorables. C'est exactement la même chose pour les conciliationnistes. C'est parce que nous avons eu peur de les isoler au bon moment, qu'ils ont réussi à nous isoler nous. C'est toujours ainsi que cela se passe, et cela pas seulement à Shanghai mais aussi à Edimbourg, comme l'a montré le dernier congrès des syndicats [les dirigeants syndicaux britanniques venaient de voter à leur congrès d'Edimbourg de rompre avec le Comité d'unité syndicale anglo-russe].

« Mais dans tous les cas, le fait que la bourgeoisie – la grande bourgeoisie, la moyenne et la couche supérieure de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ainsi que l'intelligentsia – se soit retirée de la révolution est un fait accompli. Dans ces circonstances, le mot d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, s'il y a une nouvelle poussée révolutionnaire, s'avérera très vague et amorphe. Et dans une révolution, n'importe quel mot d'ordre vague et amorphe devient dangereux pour le parti révolutionnaire et les masses opprimées. »

– Trotsky, « New Opportunities for the Chinese Revolution, New Tasks, New Mistakes », septembre 1927 (*Trotsky on China*)

Le cours de la Deuxième Révolution chinoise démontra comment la bourgeoisie chinoise était prostrée devant l'impérialisme ; mais il montra aussi que le jeune et ardent prolétariat avait le poids social nécessaire pour se mettre à la tête d'une révolution démocratique nationale. C'est à partir de l'écrasante défaite de la Deuxième Révolution chinoise que Trotsky commença à généraliser le programme de la révolution permanente – qui avait été validé par la Révolution russe – aux pays coloniaux et semi-coloniaux comme la Chine et l'Inde. En 1928, Trotsky critique le mot d'ordre bolchévique d'avant 1917 avec encore plus de sévérité :

« Alors que non seulement le rôle de la bourgeoisie chinoise, mais aussi celui de la "démocratie", a pu entièrement se révéler, alors qu'il est devenu absolument incontestable que, dans les batailles futures, la "démocratie" exercera ses fonctions de bourreau plus vigoureusement encore que par le passé, mettre à présent en avant le mot d'ordre de la dictature démocratique

du prolétariat et de la paysannerie, c'est permettre tout simplement de dissimuler de nouvelles variétés de Kuomintang, c'est tendre un piège au prolétariat. »

– Trotsky, *l'Internationale communiste après Lénine*

Trotsky, parvenu à cette conclusion, fut obligé de mener une bataille parmi ses propres partisans, dont beaucoup avaient été désarmés par ses répudiations répétées de la révolution permanente. Préobrajensky, Radek et beaucoup d'autres dirigeants de l'Opposition s'opposèrent à lui. Trotsky ne voulut plus faire de compromis ; à partir de ce moment-là, sa lutte pour préserver le programme du léninisme contre la dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe acquit une véritable consistance programmatique et théorique. Il mena une série de batailles au sein de l'Opposition, attaquant durement Radek et Préobrajensky lorsqu'ils présentèrent leurs propres thèses, plus conciliatrices, au Sixième Congrès du Comintern. Radek retira finalement sa déclaration, que Smilga avait soutenue aussi. Tous deux signèrent l'appel à réintégrer l'Opposition de gauche écrit par Trotsky. Mais il est clair que leur refus d'accepter la révolution permanente était le signe de problèmes politiques plus importants.

La bataille contre un bloc avec les boukhariniens

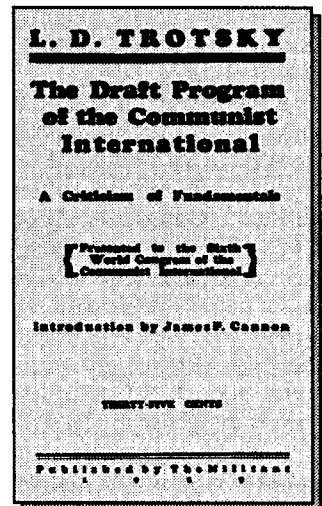
Le fait que Trotsky se rendit compte que c'était pour la continuité même du programme révolutionnaire du bolchévisme, pour le léninisme même, qu'il luttait, lui apporta une détermination politique nouvelle. Il allait avoir besoin de toute cette détermination dans la période qui venait. Quand la politique de Boukharine de conciliation à l'égard des koulaks se révéla tout aussi désastreuse que l'avait prédit l'Opposition, Staline entreprit de purger ses anciens partenaires de bloc boukhariniens et de mettre en application une partie du programme économique de l'Opposition. Sans avoir jeté aucune base technique ou économique, l'Etat soviétique, avec une brutalité stalinienne caractéristique, entreprit de collectiviser l'agriculture et de se lancer dans un rythme d'industrialisation aventureux. Ce revirement éloigna la menace immédiate d'une restauration capitaliste en URSS.

Cette scission ne fut pas une surprise pour Trotsky, qui considérait depuis longtemps la direction du parti comme un bloc instable entre la droite boukharinienne et la fraction centriste de Staline. Mais elle désarma totalement les « centralistes démocratiques », qui n'avaient jamais voulu faire la moindre différenciation politique entre la base de Staline dans l'appareil bureaucratique de l'Etat ouvrier et les « professeurs rouges » de Boukharine, alliés avec les bureaucrates syndicaux conservateurs derrière Tomsky. La politique dans laquelle Boukharine-Rykov-Tomsky s'étaient engagés ne pouvait que renforcer les forces favorables à la restauration du capitalisme à l'intérieur de l'URSS. Ce que Staline et ses partisans voulaient, eux, c'était se maintenir au pouvoir.

Trotsky fut déporté à Alma Ata en janvier 1928. Il fut expulsé d'URSS au début 1929, et, de son exil, il engagea le combat pour forger une Opposition de gauche internationale. Trotsky était en Turquie lorsque le Comintern proclama que le capitalisme d'après 1917 était entré dans une « troisième période », dans laquelle la révolution prolétarienne internationale était censée être imminente. Les sections du Comintern exclurent leurs ailes droites pro-Boukharine, et entamèrent un cours aventuriste et sectaire, abandonnant les syndicats existants à leurs directions réformistes, au nom de la construction de syndicats « révolutionnaires » ; elles



James P. Cannon avec des soldats de l'Armée rouge en 1928. Gagné à l'Opposition de gauche après avoir lu une version partielle de la « Critique du projet de programme de l'IC » de Trotsky, distribuée au Sixième Congrès en 1928, Cannon fit sortir clandestinement ce document de Russie et le publia en 1929.



s'opposèrent à toute action commune avec les sociaux-démocrates, qui furent qualifiés de « sociaux-fascistes ». Ce gauchisme en paroles n'était qu'une mascarade de circonstance – et c'était provisoire. Trotsky continua à caractériser les staliniens de *centristes bureaucratiques*. Le tournant de Staline fut accompagné d'une répression accrue contre ce qui restait des partisans de l'Opposition. Les déportations en Sibérie et en Asie centrale passèrent de 700 à 7 000 entre août 1929 et novembre 1930. En conséquence, la présence de l'Opposition de gauche dans les centres urbains soviétiques fut réduite à néant.

Un déluge de capitulations s'ensuivit. Les principaux capitulateurs, et ce n'est pas surprenant, furent Radek et Préobrajensky, qui étaient contre la révolution permanente. Comme ils avaient abandonné toute perspective révolutionnaire prolétarienne internationale, ils argumentaient qu'au moins Staline était en train d'accélérer le rythme de l'industrialisation soviétique. Comme le nota plus tard Trotsky :

« Radek est toujours resté un centriste de gauche dans l'Opposition. Il n'y a rien de contre nature à cela. De 1923 à 1927, la direction du parti communiste soviétique et du Comintern avait, à l'exception du tournant Zinoviev, un caractère centriste droitier. À cette époque les éléments centristes de gauche ont inévitablement été attirés vers nous. Mais après la scission du bloc centriste droitier et le tournant à gauche des staliniens, les centristes dans l'opposition ont considéré que leur "but final" était atteint et ont même commencé à avoir peur que, sous la pression de l'Opposition de gauche, Staline aille encore plus à gauche. C'est pour cela que Radek et les autres commencent déjà à défendre le centrisme officiel contre l'Opposition et que demain ils se révéleront être la cinquième roue du carrosse à la *droite* du bloc au pouvoir. »

– Trotsky, « Diplomacy or Revolutionary Politics ? »
[Diplomatie ou politique révolutionnaire ?],
1^{er} juillet 1929 (*Writings*, 1929)

Boukharine capitula très vite devant Staline. Mais une Opposition de droite boukharinienne se constitua au niveau international. Les boukhariniens s'opposèrent eux aussi au sectarisme stalinien de la « troisième période », mais avec une perspective qui s'orientait vers la *collaboration de classe*, et qui devait conduire la plupart de leurs partisans dans la social-démocratie – sinon carrément dans les bras de la réaction capitaliste – avant la fin de la décennie. Heinrich Brandler, le dirigeant du parti allemand, lui qui avait tant oscillé pendant la révolution avortée de 1923, devint le principal porte-parole international de l'Opposition de droite communiste, dont les dirigeants incluaient également Jay Lovestone,

aventurier américain sans principes, et le nationaliste indien M. N. Roy. Comme elle s'opposait uniquement au tournant à gauche du Comintern, l'Opposition de droite continuait à défendre la politique désastreuse suivie par le Comintern en Chine en 1925-1927. En outre, elle insistait qu'il fallait *soutenir Staline* dans les affaires intérieures russes. Elle soutint ainsi la persécution de l'Opposition de gauche.

Trotsky était contre un bloc avec l'Opposition de droite pour tout autre objectif que celui, limité, de restaurer la démocratie au sein du Parti bolchévique et du Comintern :

« Nous sommes prêts à conclure un "accord" avec n'importe quelle section du parti à n'importe quel endroit et sur n'importe quelle question particulière, pour restaurer ne serait-ce que partiellement les statuts du parti. En ce qui concerne les droitiers et les centristes en tant que fractions politiques, cela signifie que nous sommes prêts à conclure un accord avec eux sur les modalités d'une lutte irrécyclable. C'est tout. »

– Trotsky, « On the Topics of the Day » [Sur les questions du jour], décembre 1928 (*Challenge of the Left Opposition*, 1928-29)

Dans une critique, signée, de la biographie de Trotsky par Isaac Deutscher publiée dans un des premiers numéros de *Spartacist*, Shane Mage, d'accord avec Deutscher, argumentait que Trotsky avait fait une grave erreur en refusant de faire un bloc avec l'Opposition de droite :

« La "logique" elle-même était bancale [...]. [Les trotskystes] continuaient à considérer la fraction de Staline comme le "centre" même après qu'elle ait adopté une politique aventuriste qui la plaçait à l'*extrême* (ou, si l'on préfère, à l'*ultra*) *gauche* du Parti communiste soviétique et de l'Internationale communiste, détruisant les rapports qui existaient auparavant au milieu des années 1920, quand Trotsky et Boukharine symbolisaient chacun un des pôles opposés. *Boukharine* perçut ce changement quand il déclara à Kamenev : "Nos désaccords avec Staline sont graves, bien plus graves que ceux que nous avons avec vous." Et pourtant Trotsky, et encore plus le reste de l'Opposition trotskyste, continuait à considérer la droite boukharinienne comme l'"adversaire principal". »

– Shane Mage, « Trotsky and the Fate of the Russian Revolution » [Trotsky et le sort de la Révolution russe], *Spartacist* édition anglaise n° 5, novembre-décembre 1965

Mage avait complètement tort. *L'Opposition de gauche a refusé avec intransigeance de confondre sa bannière avec l'Opposition de droite boukharinienne et c'est ce qui a été le facteur déterminant dans la lutte pour la continuité du bolchévisme révolutionnaire*. Ce que sous-entend l'argument de Mage c'est que le trotskysme était principalement une

opposition « démocratique » au stalinisme bureaucratique, et non la lutte pour le programme et les principes de la Révolution russe de 1917.

Les concessions aux koulaks et aux forces de la NEP que préconisait la droite boukharinienne avaient conduit l'Union soviétique au bord du désastre en 1928. Tout bloc avec elle aurait été tôt ou tard un bloc pour la contre-révolution capitaliste. L'Opposition de droite fut facilement écrasée en 1928-1929 parce qu'elle ne voulait ni ne pouvait s'appuyer sur les koulaks et les NEPmen qui constituaient sa réelle base, en dehors du parti. Dans le cas d'un affrontement au grand jour entre la fraction centriste de Staline et les koulaks-NEPmen, ce qui était tout à fait une possibilité à cette période, l'Opposition de gauche fit très clairement savoir qu'elle se rangerait *du côté de Staline*.

Mais les enjeux dépassaient de beaucoup la défense des acquis de la Révolution russe. L'Opposition de droite s'opposait à l'Opposition de gauche *au niveau international*, et ce qui les séparait c'était ce qui sépare le léninisme d'un centrisme en mouvement vers la droite se transformant rapidement en réformisme. Trotsky mena de multiples batailles dans l'Opposition de gauche internationale des premières années contre ceux qui voulaient confondre leurs bannières avec l'Opposition de droite sur différents terrains nationaux. Il savait que ce genre d'unification signifiait un pas en arrière par rapport au combat de Lénine pour séparer l'avant-garde communiste de toutes les variétés de centrisme et de réformisme. Ceux qui affirment que Trotsky aurait dû faire un bloc politique avec les boukhariniens se placent hors du cadre du mouvement trotskyste, *dès sa naissance*.

L'expérience d'Andrés Nin et de l'Opposition de gauche



Efe

Roger Viollet



Des ouvriers sur une barricade à Barcelone en mai 1937. L'unification de l'Opposition de gauche espagnole dirigée par Andrés Nin (à gauche) avec un groupe associé à l'Opposition de droite produisit le POUM, obstacle centriste à la révolution prolétarienne.

espagnole démontre irréfutablement la justesse de la conception de Trotsky. Nin avait un passé héroïque de syndicaliste révolutionnaire, de membre fondateur du communisme espagnol et de représentant à Moscou de l'Internationale syndicale rouge. A Moscou, il avait été gagné à l'Opposition de gauche. Expulsé d'URSS, il était rentré en Espagne à la veille du renversement de la monarchie, en 1931. A cette époque d'agitation politique intense en Espagne, Trotsky mena de nombreuses batailles contre la tendance qu'avait Nin à remplacer les discussions politiques rigoureuses par de la diplomatie personnelle. Nin n'accepta pas la politique de l'Opposition de gauche internationale, qui était d'agir en tant que fraction exclue de l'Internationale communiste ; il tourna le dos au Parti communiste espagnol, qui n'avait pas plus de 800 militants en 1931, et s'orienta au contraire vers un parti plus grand, le Bloc ouvrier et paysan catalan dirigé par Joaquín Maurín. L'organisation de Maurín avait scissionné du parti espagnol en opposition à la troisième période, et elle était affiliée à l'Opposition de droite.

Par la suite, comme le Comintern n'avait pas mobilisé le prolétariat contre la prise du pouvoir par Hitler en 1933, l'Opposition de gauche internationale constata que le Comintern était mort en tant que force révolutionnaire et commença à s'orienter vers la construction de nouveaux partis au niveau international. Pourtant Nin continua à s'écarter de Trotsky. L'organisation de la jeunesse socialiste espagnole était en mouvement vers la gauche, mais Nin tourna le dos à cette évolution prometteuse. (En 1936 cette organisation fut absorbée par les staliniens espagnols, ce qui leur donna la base de masse qu'ils utilisèrent pour trahir la révolution espagnole de 1936-1937.) Au lieu de cela, Nin conduisit ce qui avait été l'Opposition de gauche espagnole dans une fusion avec l'organisation de Maurín. Le parti centriste qui en résulta, le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), refusa de se mettre à la tête d'organes embryonnaires de double pouvoir pendant la révolution espagnole, et rejoignit au contraire le gouvernement capitaliste du Front populaire en Catalogne, désarmant ainsi politiquement les masses face à l'offensive contre-révolutionnaire de Franco. Loin de calmer la réaction, la trahison du POUM ne fit que l'enhardir. Au lendemain du soulèvement ouvrier de mai 1937 à Barcelone, le POUM fut interdit, son comité central arrêté et son principal dirigeant, Andrés Nin, assassiné. Cette campagne de terreur, dont les staliniens étaient le fer de lance, fut le prélude à la victoire de Franco et à l'écrasement du mouvement ouvrier espagnol. L'Opposition de gauche espagnole avait eu l'occasion de se mettre à la tête de la situation révolutionnaire la plus prometteuse en Europe depuis 1923 en Allemagne. Au lieu de cela, il fut démontré dans le sang que ceux qui cherchaient à fusionner les Oppositions de gauche et de droite s'engageaient dans une voie qui allait à l'encontre de la révolution.

L'héritage de la LCI

Dans le deuxième tome de sa biographie de Trotsky, *le Prophète désarmé*, Isaac Deutscher notait que le nombre de membres du Parti soviétique ayant pris une part active aux luttes fractionnelles de la fin des années 1920 ne s'élevait pas à plus de 20 000, sur un total de plus d'un million de membres. En mars 1922 déjà, Lénine écrivait : « Si l'on ne ferme pas les yeux devant la réalité, il faut reconnaître qu'actuellement la politique prolétarienne du Parti est déterminée



Basil Blackwell Inc.

non pas par ses effectifs, mais par l'autorité immense et sans partage de cette couche très mince que l'on peut appeler la vieille garde du Parti » (« Lettre à Molotov », 26 mars 1922, *Œuvres*, tome 33). La « promotion Lénine » allait ensevelir la vieille garde sous une avalanche d'aspirants bureaucrates. C'est dans la vieille garde et parmi les jeunes dont l'expérience politique formatrice avait été la Révolution bolchévique que l'Opposition de gauche recruta l'écrasante majorité de ses membres. Deutscher estime que les 4 000 à 8 000 membres actifs de l'Opposition unifiée se répartissaient en parts égales entre zinovévistes et trotskystes. Les membres actifs des fractions Boukharine et Staline n'étaient pas beaucoup plus nombreux. Il concluait : « Quant à la fraction des stalinistes, sa force ne venait pas de sa puissance numérique mais plutôt de la mainmise totale de son chef sur l'appareil du parti » (*Le Prophète désarmé*, 1959).

Il est indiscutable que l'Opposition de gauche qui émergea du creuset de la lutte antibureaucratique dans le parti soviétique était la continuité du léninisme, la véritable héritière de la Révolution russe de 1917. Quand le zinovéviste français Albert Treint, qui séjourna brièvement parmi les trotskystes français avant de revenir au syndicalisme, dressa la liste des « erreurs » de Trotsky dans les batailles en Russie, Trotsky les reconnut bien volontiers, tout en apostrophant ainsi Treint :

« Avez-vous compris que quelle qu'ait été telle ou telle erreur ou faute, le noyau central de l'Opposition de 1923 était et reste l'avant-garde de l'avant-garde, qu'il a mené et mène encore un combat pour la théorie marxiste, pour la stratégie de Lénine, pour la Révolution d'octobre ; alors que le groupe d'opposition auquel vous apparteniez est celui qui a réussi à remettre irrévocablement en cause le léninisme, qui a secoué la dictature du prolétariat et affaibli le Comintern ? »

— Trotsky, Lettre à Albert Treint, 13 septembre 1931

Le programme de l'Opposition de 1923 se limitait aux questions de la démocratie dans le parti et de l'industrialisation soviétique. L'incapacité du KPD à profiter de la situation révolutionnaire de 1923 en Allemagne était certaine-



Des militants de l'Opposition de gauche exilés en Sibérie manifestent en 1928 pour l'anniversaire de la Révolution bolchévique. Sur la banderole de gauche : « Dirigez le feu contre la droite – contre le koulak, le NEPman et le bureaucrate. » Ci-dessus, le « Programme de transition » publié dans le *Bulletin de l'Opposition*, mai-juin 1938.

ment un signe que la bureaucratisation du parti soviétique commençait à ronger le Comintern, pourtant ni Trotsky ni aucun autre dirigeant de l'Opposition ne le vit à l'époque. C'est dans *les Leçons d'Octobre*, écrit par Trotsky en 1924, qu'on trouve la première indication qu'un des enjeux de la bataille en Union soviétique était le programme de la révolution prolétarienne mondiale. La politique opportuniste du Comintern dans le Comité d'unité syndicale anglo-russe et surtout dans la Deuxième Révolution chinoise de 1925-1927 réactiva ensuite l'Opposition de 1923. Elle fit un bloc avec Zinoviev, Kamenev et d'autres forces d'opposition, déclencha une offensive dans le parti russe et, dans la mesure de ses possibilités, porta la bataille dans *l'Internationale communiste*. La propagande de l'Opposition unifiée sur la Chine manquait certes de tranchant, mais elle appelait à des *soviets* et permit de gagner des centaines d'étudiants communistes chinois à Moscou à la lutte pour l'indépendance de classe du Parti communiste chinois. Ceux qui réussirent à rentrer en Chine (et ils furent peu nombreux) devinrent les cadres du mouvement trotskyste chinois.

Dans sa « Critique du programme de l'Internationale communiste » écrite en 1928, Trotsky tire les leçons de la Deuxième Révolution chinoise, en étendant le programme de la révolution permanente à la Chine et aux autres pays nouvellement industrialisés. Il soumet aussi à un examen critique l'enchaînement des zigzags du Comintern entre 1923 et 1927, ce qu'il n'avait pas pu faire pendant le bloc avec Zinoviev. La « Critique » de Trotsky démontrait que la bataille dans le parti russe était une bataille non seulement contre la déformation bureaucratique de l'URSS, mais aussi pour préserver l'héritage théorique et programmatique du bolchévisme, le marxisme révolutionnaire de l'époque impérialiste. Ainsi, *l'Internationale communiste après Lénine* reste la déclaration de fondation du trotskysme international. C'est le document qui a permis de gagner les cadres fondateurs du trotskysme américain à l'Opposition de gauche internationale. C'est l'héritage que revendique fièrement la LCI. ■

Révolution française...

(Suite de la page 64)

allant tellement de soi que trois générations après la Révolution, on n'y prêtait plus attention. Nous avons lutté jusque sur la dernière barricade pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les agressions impérialistes et la contre-révolution intérieure.

La révolution d'Octobre a maintenant été défaite, et ses acquis détruits. Encerclée, sous les coups répétés des impérialistes pendant plus de soixante-dix ans, l'Union soviétique a été détruite par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992. La responsabilité en incombe en premier lieu à la bureaucratie stalinienne, qui avait usurpé le pouvoir politique de la classe ouvrière en 1923-1924, et qui avait trahi les buts révolutionnaires du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky et de l'Internationale communiste qu'ils avaient fondée. La glorification de la famille et le renversement de nombreux acquis des femmes n'étaient pas les moindres crimes des staliniens. Nous appelons à une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne et retourner à la voie de Lénine et Trotsky.

En célébrant la Journée internationale des femmes, nous réaffirmons que la lutte pour les droits des femmes est inextricablement liée à la révolution, et nous rendons hommage aux combattantes qui par leur courage et leur conscience ont souvent, au cours des siècles, été à l'avant-garde des luttes pour faire avancer la cause des opprimés. La Révolution russe était une révolution socialiste prolétarienne ; elle a renversé le régime des capitalistes et des propriétaires terriens, et a mis la classe ouvrière au pouvoir. La Révolution française de 1789-1794 était une révolution bourgeoise, la plus radicale et la plus profonde des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles.

La Révolution française chassa du pouvoir la monarchie, la noblesse et l'aristocratie foncière, et mit au pouvoir la bourgeoisie. Elle déferla sur l'Europe, avec ses idées libératrices et sa réorganisation révolutionnaire de la société. Elle fit de la population, auparavant sujets de la couronne, des citoyens jouissant de l'égalité formelle. Les Juifs furent

libérés des ghettos et déclarés citoyens à part entière ; c'est sur le territoire de la nation française que l'esclavage fut aboli pour la première fois. Elle inspira la première révolte d'esclaves victorieuse dans les colonies, le soulèvement dirigé par Toussaint-Louverture, dans ce qui devint Haïti. Et, dans les limites de la domination bourgeoise, elle apporta aux femmes des acquis qui restèrent inégaux jusqu'à l'époque de la Révolution bolchévique.

Pour défendre ses profits et sa propriété, la classe capitaliste au pouvoir aujourd'hui est passée maître dans le terrorisme sanguinaire contre les peuples du monde entier. On a du mal à imaginer aujourd'hui que les ancêtres de cette bourgeoisie ont joué à cette époque un rôle historiquement progressiste, en balayant l'arriération, l'irrationalité et l'inefficacité du système féodal antérieur. Ceux qui ont dirigé la Révolution française représentaient la couche la plus radicale de la bourgeoisie française ; ils parlaient le langage des Lumières et, pour la plupart, croyaient en ce qu'ils disaient lorsqu'ils affirmaient que la lutte de la bourgeoisie pour détruire la noblesse en tant que classe et pour s'emparer elle-même du pouvoir politique, c'était l'avènement de « la liberté, l'égalité et la fraternité » pour tous. Ils ne pouvaient pas émanciper les classes inférieures, la majorité d'entre eux n'en avait d'ailleurs pas l'intention. Pourtant, quelque chose avait changé dans le monde.

Depuis la destruction de l'Union soviétique, surtout avec la propagande sur la « mort du communisme », on essaye vraiment de diaboliser non seulement la Révolution russe mais toutes les révolutions, en particulier la Révolution française. Pour justifier historiquement les politiques sociales rétrogrades actuelles, il y a un véritable déluge de livres et d'articles qui attaquent les valeurs humanistes de la philosophie des Lumières qui avaient jeté les bases idéologiques de la Révolution française. Aujourd'hui, la bourgeoisie décadente renie ces valeurs rationalistes et démocratiques qu'elle défendait jadis et c'est nous, les trotskystes, qui sommes non seulement le parti de la Révolution russe mais aussi les champions des buts libérateurs de la Révolution française.

Lénine, le dirigeant bolchévique, s'identifiait aux jacobins, l'aile radicale de la bourgeoisie française révolutionnaire,



Mars 1917 : des femmes de Petrograd manifestent. Sur leur banderole : « Tant que les femmes sont esclaves, il ne peut y avoir de liberté. Vive l'égalité pour les femmes ! »

dont Maximilien Robespierre, Jean-Paul Marat et Louis Antoine Saint-Just étaient les dirigeants les plus éminents. Lénine écrivait que le « fond du jacobinisme » c'était le « passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, opprimée », et que le jacobinisme était « un des *points culminants* les plus élevés atteints par une classe opprimée ». La citation suivante de Saint-Just aide un peu à comprendre pourquoi les jacobins étaient pour Lénine une source d'inspiration : « Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau. »

L'oppression des femmes et la société de classes

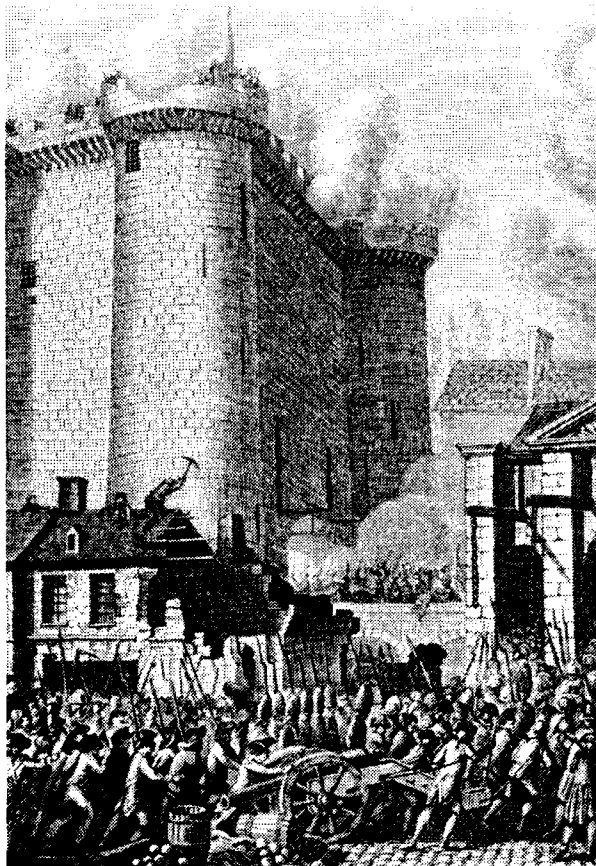
Au début du XIX^e siècle, un socialiste français du nom de Charles Fourier fit une étude approfondie de la Révolution française. Il écrivit des critiques mordantes et spirituelles des rapports sociaux existants ; il échauffa même tout un système de relations sexuelles qui soient perpétuellement satisfaisantes ; c'était un peu farfelu mais cela donne à réfléchir. Il va sans dire qu'il considérait la monogamie comme une malédiction pire que la mort. Dans un passage célèbre cité par Marx dans son livre de 1845 *la Sainte famille*, Fourier déclare :

« Le changement d'une époque historique se laisse toujours déterminer en fonction du progrès des femmes vers la liberté parce que c'est ici, dans le rapport de la femme avec l'homme, du faible avec le fort qu'apparaît de la façon la plus évidente la victoire de la nature humaine sur la brutalité. Le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale. »

Et cette observation tout à fait profonde nous aide aujourd'hui encore à comprendre la société.

La racine de l'oppression des femmes, c'est l'institution de la famille. Celle-ci est un trait commun à toutes les sociétés de classes. A une certaine époque, avant l'histoire écrite, savoir qui était le père d'un enfant n'avait guère d'importance, parce que s'occuper des enfants était dans une large mesure une activité communautaire. Mais par la suite, avec des inventions comme l'agriculture, il fut possible de produire plus que ce que les producteurs pouvaient effectivement consommer. Cette possibilité de produire un surplus signifiait qu'une classe oisive pouvait vivre du travail des autres et accumuler des propriétés. Savoir qui était le père d'un enfant devint alors important, car il lui fallait pouvoir transmettre ses propriétés à ses propres enfants. La monogamie apparut, mettant l'homme dans la position dominante et assujettissant la femme, réduite à l'état d'esclave.

La famille en tant que cellule sociale joue un rôle central dans la perpétuation du capitalisme. Elle permet aux capitalistes de transmettre les richesses accumulées à leurs enfants. Et là où il n'y a pas de propriété à transmettre, la famille est utile pour les capitalistes car elle sert à élever la prochaine génération d'ouvriers et à inculquer des valeurs sociales conservatrices. Pour que l'homme sache qui est son véritable héritier, il faut qu'il s'assure qu'il est le seul à avoir sexuellement accès à sa femme ; la famille est donc aussi la source de la morale, codifiée dans la religion, qui à son tour la ren-



Mansell Collection



Bulloz

14 juillet 1789 : prise de la Bastille par le peuple de Paris. A droite, des sans-culottes.

force encore. C'est la famille qui, tout au long de la vie d'une femme, définit son statut d'opprimée : en tant que fille, épouse, mère.

En tant que marxistes, nous luttons pour arracher les moyens de production des mains des capitalistes, afin de les mettre au service des travailleurs qui sont ceux qui créent les richesses. C'est alors seulement qu'on pourra remplacer l'abrutissement domestique, la société pouvant prendre en charge le soin des enfants, ainsi que la restauration, les laveries, etc. Le programme du communisme, c'est une société sans classes dans laquelle la famille sera transcendée par des rapports sexuels et sociaux supérieurs, libres de toute coercition morale ou économique. Notre mot d'ordre c'est : « Pour la libération des femmes par la révolution socialiste ! »

Marx disait que la révolution est la locomotive de l'histoire. Dans la Révolution française, les femmes de Paris ont souvent été les mécaniciennes de cette locomotive. Je voudrais parler des milliers de femmes, dirigeantes, responsables militaires, propagandistes et organisatrices, dont le rôle à certains moments clés de la Révolution française a été absolument décisif. Des groupes comme la Société des républicains révolutionnaires ont littéralement façonné l'histoire. Même le comte de Mirabeau, un des principaux acteurs du début de la Révolution, qui était un type extrêmement vénal et ferme partisan d'une monarchie constitutionnelle (et à l'occasion stipendié par le roi) le reconnaissait : « Tant qu'il n'y a pas de femmes, il n'y a pas de révolution. »

La plupart des histoires de la Révolution française ne parlent essentiellement que des échelons supérieurs de la société et des couches supérieures des masses plébiennes.

Mais ces dernières années, un certain nombre d'historiennes françaises et américaines ont fait des recherches très intéressantes et très importantes dans les archives poussiéreuses de la Révolution à Paris, dans des rapports de police, articles de journaux, etc. Certaines de ces historiennes sont féministes ; autrement dit, elles considèrent que la division fondamentale au sein de la société c'est la division entre les sexes.

À l'époque de la Révolution, un mouvement focalisé de façon spécifique sur les droits des femmes c'était quelque chose de minoritaire. Quelqu'un qui était ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui une féministe, du moins autant que j'ai pu reconstituer son histoire, c'était Olympe de Gouges. Dans son pamphlet, la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, écrit à l'automne 1791, elle réclamait implicitement le vote des femmes, une assemblée des femmes et l'égalité des droits avec les hommes. Elle dédia aussi son pamphlet à Marie-Antoinette, la reine détestée ! De Gouges n'était pas une aristocrate, c'était la fille d'un boucher de la banlieue de Paris. Et pourtant elle resta royaliste tout au long de la Révolution, et fut guillotinée en novembre 1793.

Certaines des analyses récentes des historiennes féministes sont tout à fait à l'unisson avec le climat réactionnaire actuel. Elles affirment, en attaquant la Révolution elle-même, que le fait que les femmes n'aient pas obtenu le droit de vote pour les parlements nationaux, et que les clubs politiques exclusivement féminins aient été fermés pendant la période la plus radicale de la révolution, prouvent que c'était la misogynie qui avait triomphé. Cette position est également défendue dans un article du *New York Times Magazine* (16 mai 1999) intitulé « L'histoire cachée du millénaire : les femmes ». Cet article affirme que la « nouvelle philosophie des droits naturels rationnels [de la Révolution française] plaçait tous les hommes sur un pied d'égalité au regard de la citoyenneté et de la loi », mais ajoute : « Les hommes de la révolution disaient que les femmes devaient rester à la mai-

son et élever leurs fils pour en faire de bons citoyens. »

Laissons quelqu'un qui joua un grand rôle dans la Révolution réfuter cette contre-vérité. La Mère Duchesne était une servante, une cuisinière, qui, contrairement à la plupart des domestiques de cette époque, avait défié ses maîtres aristocratiques. Un rapport de police la décrivait comme « la satellite et la missionnaire de toutes les femmes aux ordres de Robespierre, la plus féroce ». Le journal *Mère Duchesne* écrivait en septembre 1792 :

« Quand nous voulions parler autrefois, on nous fermait la bouche en nous disant fort poliment : "vous raisonnez comme une femme" ; c'était à peu près comme une foutue bête. Ah ! bougre ! tout est bien changé maintenant ; nous sommes bien grandes depuis la Révolution. »

« Les colonnes de la liberté »

Je voudrais maintenant parler un peu plus en détail de la Révolution elle-même. Une révolution c'est une gigantesque bataille militaire et sociale entre *classes*. Dans toute société, la classe dominante contrôle l'Etat – la police, les tribunaux, l'armée – qui protège ses intérêts de classe. Dans la société moderne, il y a deux classes fondamentales : les grands capitalistes, qui possèdent les moyens de production (les mines, les usines, etc.), et les travailleurs, qui ne possèdent absolument rien à part leurs affaires personnelles, et qui sont contraints de vendre leur force de travail aux capitalistes. À l'époque de la Révolution française, il y avait quatre classes fondamentales. Le roi et la noblesse, qui possédaient pratiquement toutes les terres, la bourgeoisie montante, les paysans (qui représentaient plus de 80 % de la population), et les sans-culottes urbains. Ces derniers étaient des artisans, qui travaillaient à domicile ou dans de tout petits ateliers, des commerçants, des journaliers, des pauvres et des chômeurs. Ceux qui accomplissaient les travaux manuels portaient des pantalons et non les « culottes » de soie collantes portées par les aristocrates et par ceux qui les imitaient.

Les révolutions éclatent quand la classe au pouvoir ne peut plus gouverner comme avant, et que les masses ne supportent plus d'être gouvernées de la même manière. Une révolution c'est une crise politique lors de laquelle ceux qui sont au pouvoir hésitent et tremblent, et qui arrache le peuple à la condition habituelle où il peine et végète, réveillant même les éléments les plus arriérés ; c'est une crise qui oblige le peuple à se prendre en main et à regarder autour de lui. En France, cette crise politique avait été provoquée par la Révolution américaine de 1776.

La France s'était rangée du côté des colonies américaines contre l'Angleterre, son ennemi héréditaire. Elle s'était ainsi retrouvée dans le camp des vainqueurs, mais elle était totalement ruinée. En mai 1789, le roi Louis XVI convoqua donc les états généraux – l'assemblée des représentants de la noblesse et du clergé ainsi que ceux de ce qu'on appelait le Tiers Etat, des possédants non nobles et des juristes – à Versailles, à une vingtaine de kilomètres de Paris, là où se trouvait son palais. Il espérait en convaincre certains de payer davantage d'impôts. Mais ils refusèrent. Par contre, tous les villages du pays rédigèrent des « cahiers de doléances » pour les présenter à Versailles. La réunion des trois ordres se transforma en Assemblée nationale.

Puis il devint évident que le roi rassemblait des troupes pour disperser l'Assemblée nationale. Les négociations engagées à Versailles auraient pu se poursuivre éternellement si les masses parisiennes n'avaient pas pris les choses en mains, et avec compétence : le 14 juillet 1789, elles s'organisèrent, s'armèrent et réquisitionnèrent 60 000 mousquets



Bibliothèque Nationale

Gravure de l'époque montrant le décret de mai 1791, qui octroya les droits civiques aux affranchis, et la Déclaration des droits de l'homme. La Raison porte un niveau, symbole de l'égalité des blancs et des noirs.



Musée Carnavalet

Réunion politique
d'une société
de femmes durant
la Révolution
française

dans les armureries des Invalides et de la forteresse de la Bastille, aux portes de la ville. Cet événement est connu sous le nom de Prise de la Bastille. La libération d'une poignée de prisonniers ne fut qu'une péripétie accessoire ; l'objectif réel, c'était les armes. Les garnisons de Paris avaient été profondément influencées par la propagande révolutionnaire, à la suite du massacre d'émeutiers dans les quartiers ouvriers du faubourg Saint-Antoine, quelques mois auparavant. En juin, les soldats avaient défilé dans les rues aux cris de « Vive le Tiers Etat ! Nous sommes les soldats de la nation ! »

Le roi recula, mais la monarchie avait toujours son armée et son trône. La bourgeoisie et l'aristocratie, deux classes hostiles l'une à l'autre, s'appuyaient sur des institutions gouvernementales fondamentalement incompatibles, l'Assemblée nationale d'une part et la monarchie de l'autre. L'une ou l'autre devait céder la place. Soit le roi (et ses nombreux cousins dans les familles royales d'autres pays d'Europe) écrasait l'Assemblée nationale, soit il faisait la connaissance de ce qu'on allait appeler « Madame la guillotine ».

Les semaines qui suivirent le 14 juillet furent celles de la « Grande Peur », la peur que les aristocrates viennent reprendre les terres et organisent des brigands et des bandes de pirates. Les paysans s'armèrent donc pour se protéger. Finalement cela s'avéra n'avoir été qu'une simple rumeur, mais ils se retrouvaient armés et prêts à l'action, et comme c'était des gens pratiques, ils s'en prirent aux manoirs des seigneurs et utilisèrent les armes qu'ils s'étaient procurées.

L'insurrection n'échappa pas à l'attention des représentants du peuple qui délibéraient toujours à Versailles. Le 4 août, ils adoptèrent des lois qui abolissaient les droits féodaux, ce qui avait été la question en discussion tout l'été. Le problème c'est que pour être libéré des droits féodaux, il fallait payer 25 fois le montant de ses impôts. La plupart des paysans n'en tinrent donc tout simplement pas compte. Depuis le 14 juillet dans tout le pays, ils s'emparaient des terres et incendiaient les châteaux des seigneurs où les archives et les chartes étaient conservées. Comme j'ai dit : directs et pratiques.

Puis il se passa quelque chose d'important, qui est crucial si on veut comprendre le rôle des femmes. C'était en

octobre, et à nouveau, le peuple avait faim. Octobre est en général un mois froid et humide à Paris. De fait, il pleuvait en ce jour du 5 octobre 1789, à 8 heures du matin. Des milliers de femmes, environ 8 000, s'étaient déjà rassemblées devant l'Hôtel de ville. Elles savaient où trouver des armes, parce que c'était elles qui avaient aidé à les entreposer là après le 14 juillet.

Le roi avait permis que le symbole de la Révolution – la cocarde tricolore – soit piétinée par des soldats étrangers qu'il avait fait venir pour les protéger, lui et sa reine autrichienne, Marie-Antoinette. Les femmes étaient décidées à stopper cette activité contre-révolutionnaire, et elles voulaient du pain. D'énormes stocks de bonne farine blanche attendaient à Versailles. Elles se mirent donc en marche sur Versailles. Elles n'avaient pu convaincre personne de les accompagner, mais plus tard dans l'après-midi, environ 20 000 soldats de la garde nationale – qui avait été formée par la bourgeoisie – forcèrent le très réticent général La Fayette, que vous connaissez peut-être comme un héros de la Révolution américaine, à les y conduire. L'une de ces femmes était Pauline Léon, une chocolatière, qui devait plus

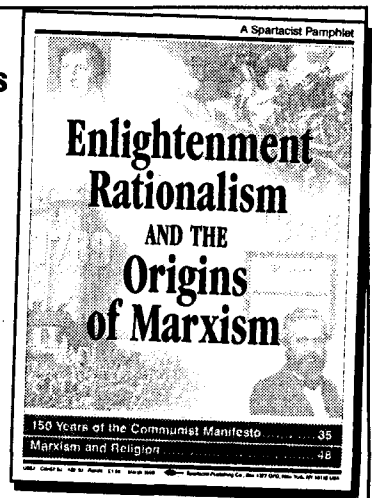
Le rationalisme du Siècle des Lumières et les origines du marxisme

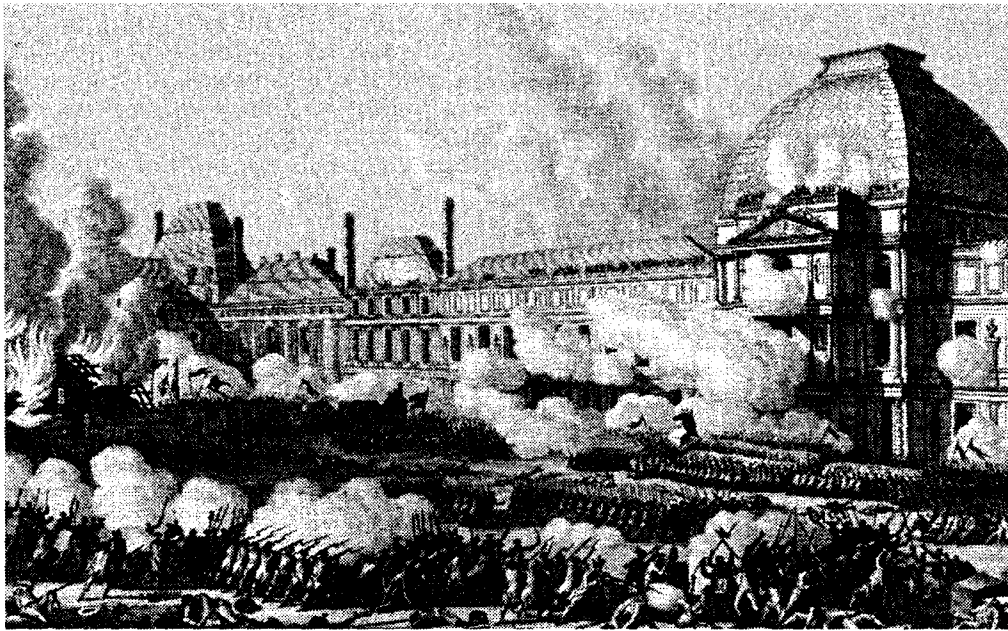
Brochure spartaciste
(en anglais)

(48 pages)
15FF 2\$US 2,50\$Cdn

Pour toute commande :
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York
NY 10116, USA

(ou écrire au *Bolchévik*)





Journée du 10 août 1792 : l'assaut du palais des Tuileries renverse la monarchie.

tard diriger la Société des républicaines révolutionnaires. Ce jour-là, elle était armée d'une pique, qu'on appelait l'arme du peuple, parce que c'était très facile à fabriquer. On pouvait prendre une pointe sur une grille et l'attacher à un bon manche. On disait que « les piques du peuple sont les colonnes de la liberté ».

Ce n'était pas du tout une manifestation de protestation, c'était un océan de mousquets et de piques. Les femmes étaient déterminées à ne pas revenir sans le roi et sa famille. Il y avait toujours beaucoup d'illusions dans le roi, mais elles voulaient qu'il soit à Paris, sous leur œil vigilant. Il semble qu'à un moment donné la foule pénétra dans le palais, jusque dans les appartements de Marie-Antoinette et que des choses furent brisées, piétinées et écrasées. Une femme très respectable, avec un chapeau et une cape de velours, dit alors très solennellement : « Ne faites pas cela, nous sommes ici pour délivrer un message, pas pour casser des objets. » Mais une autre femme, de la classe des arti-

sans, rétorqua : « Mon mari a été éventré et écartelé pour avoir volé un morceau de viande. » Finalement, les femmes exigèrent que la famille royale monte dans son carrosse. Les soldats de La Fayette l'escortaient et les femmes marchaient devant, avec, fichées sur leurs piques, des miches de pain frais, du pain très blanc, le genre de pain réservé aux classes supérieures... et la tête de deux gardes du corps du roi.

La dictature révolutionnaire jacobine

Le roi, tout en faisant semblant de s'accommoder de la situation, correspondait en secret avec les autres têtes couronnées d'Europe. Quant aux nobles, ils commençaient à émigrer en masse et à constituer des centres contre-révolutionnaires à l'étranger. En juin 1791, le roi et la reine se déguisèrent et tentèrent de fuir, avec l'intention de revenir accompagnés de l'armée autrichienne. Mais un révolutionnaire vigilant les reconnut dans la ville de Varennes, et ils furent ramenés à Paris. Cela mit un terme aux illusions qu'avait encore le peuple dans la monarchie et déclencha une vague d'agitation révolutionnaire. Mais la bourgeoisie, qui craignait que la situation devienne incontrôlable, cherchait à préserver la monarchie et à réprimer les masses en effervescence. Un mois après l'arrestation du roi, alors qu'on faisait circuler une pétition pour l'abolition de la monarchie parmi la foule rassemblée sur l'immense esplanade du Champ-de-Mars, la garde nationale tira sur la foule, faisant de nombreux morts. Commandée par l'aristocrate La Fayette, la garde nationale était dirigée non seulement contre le roi, mais aussi contre la menace que la bourgeoisie voyait déjà venir du côté des travailleurs parisiens.

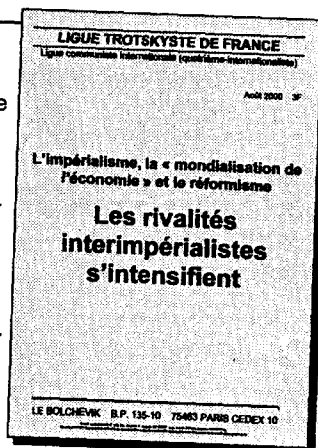
La fusillade du Champ-de-Mars créa une scission au sein des forces révolutionnaires bourgeoises. Les deux principales tendances qui apparurent – les girondins et les jacobins – représentaient la même classe sociale, mais il y avait entre eux un profond clivage politique. La monarchie prussienne et les autres monarchies d'Europe mobilisaient des troupes, et en avril 1792, la France révolutionnaire entra en guerre. Les girondins recherchaient une « solution politique » avec les armées féodales réactionnaires, accompagnée de concessions à la noblesse et au clergé. Les jacobins étaient prêts à faire des concessions temporaires aux masses urbaines affamées

Présentation de Joseph Seymour lors d'une conférence de la Ligue communiste internationale en 1998. Elle analyse les changements dans l'économie mondiale depuis les origines de l'impérialisme moderne à la fin du XIX^e siècle jusqu'à la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est avec ses conséquences. Cette brochure réfute les thèses des idéologues de la « mondialisation » qui cherchent à masquer le rôle des Etats-nations capitalistes et le danger de guerre interimpérialiste qui est inhérent au capitalisme.

3FF (10 pages)

Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



pour assurer une victoire totale contre la réaction féodale. Les girondins étaient pour ainsi dire l'aile réformiste de la bourgeoisie, et les jacobins son aile révolutionnaire.

En juin 1792, des milliers de manifestants en armes, dont beaucoup de femmes armées de sabres, pénétrèrent dans l'Assemblée. Ce fut la première « journée » comme on devait les appeler plus tard. Quelqu'un à l'époque fit remarquer que « Le trône était encore debout, mais le peuple s'y était assis, en avait pris la mesure. » La monarchie fut finalement renversée lors de la deuxième « journée », le 10 août 1792, quand les masses envahirent la résidence royale du palais des Tuileries, à Paris, et emprisonnèrent la famille royale.

La guerre ne se passait pas bien. La plupart des anciens officiers étaient des aristocrates et avaient émigré. Un représentant du gouvernement fit alors appel à des volontaires en invoquant « la perspective affligeante si, après les efforts qui ont déjà été faits, nous étions forcés de retomber sous le joug de l'esclavage ». Les meilleurs des révolutionnaires se portèrent volontaires pour le front, mais ils manquaient d'entraînement, et on supposait qu'ils n'étaient pas disciplinés. La plupart des nouvelles recrues étaient des travailleurs manuels, artisans et journaliers, pas des fils de la bourgeoisie, comme auparavant. La route de Paris semblait ouverte aux armées royales prussiennes.

Le roi de Prusse s'attendait à ce que les troupes françaises se débandent dès que ses soldats feraient mouvement pour les chasser d'une bande de terrain près de Valmy, dans l'est de la France. Mais pas un homme ne flancha quand le général français, brandissant son chapeau au bout de son épée, cria « Vive la nation ! » Les sans-culottes, à plusieurs reprises, firent feu droit sur l'ennemi. Quelques heures plus tard, sous une pluie torrentielle, les armées se retirèrent. L'écrivain allemand Goethe était présent à Valmy, et c'est cette nuit-là, tandis qu'il contemplait le champ de bataille, qu'il prononça ces mots : « D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. »

Ces paroles étaient on ne peut plus prophétiques. Ce même jour, l'Assemblée laissait place à la Convention, élue au suffrage universel masculin, et qui avait été expressément convoquée pour donner au pays une constitution qui formaliserait le renversement du roi. Aussi, comme nous le verrons, c'est le jour même de la victoire de Valmy que furent adoptées les lois sur le mariage et le divorce, les plus pro-

gressistes jusqu'à la Révolution bolchévique. Cinq mois plus tard, le roi était décapité.

Au cours d'un troisième soulèvement, en juin 1793, le peuple de Paris et 80 000 soldats de la garde nationale encerclèrent la Convention et exigèrent l'arrestation des girondins et un programme de défense révolutionnaire du pays touchant à tous les domaines. Ce fut le début de la dictature révolutionnaire jacobine, qui abolit irréversiblement les droits seigneuriaux (féodaux), institua le contrôle des prix (qu'on appelait le « maximum ») exigé par les sans-culottes et qui, avec le régime de terreur révolutionnaire du Comité de salut public, détruisit la résistance de l'ordre féodal.

Le 27 juillet 1794 (le 9 thermidor an II dans le calendrier révolutionnaire), un mois après que les troupes étrangères aient été chassées de France, l'aile conservatrice de la bourgeoisie s'empara des rênes du pouvoir. Le lendemain, Robespierre suivit les girondins sur la guillotine. Les thermidoriens pensaient qu'ils pouvaient se passer de l'alliance avec les classes inférieures. Ce calcul s'avéra erroné, et ils furent eux-mêmes renversés en 1799, lors du coup d'Etat du 18 brumaire (9 novembre), par Napoléon Bonaparte, qui par la suite se proclama empereur. Mais la dictature jacobine avait éradiqué les rapports féodaux dans les campagnes, consolidant irréversiblement l'acquis principal de la Révolution française.

Mariage, divorce et héritage

En tant que matérialistes, nous savons, comme l'expliquait Marx, que « le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime. » La classe capitaliste émergente était fermement déterminée à préserver la propriété privée, ce qui était tout à fait dans l'ordre des choses. C'est précisément cela qui marquait les limites des changements sociaux révolutionnaires réalisables, même si la Révolution française alla en fait très loin dans ses années les plus radicales.

La famille fut temporairement affaiblie pour servir les besoins de la révolution contre ses ennemis, la noblesse féodale et l'Eglise catholique. C'est là une démonstration du fait que les institutions sociales qui semblent immuables, « naturelles » et « éternelles », ne sont en fait rien de plus que la codification de rapports sociaux dictés par le système économique particulier qui est en place. Mais dès que son

Planeta



AP



Afghanistan : à gauche, femmes de Kaboul à l'époque de la présence des troupes soviétiques. Le retrait soviétique de 1989 a signifié le retour à l'arriération féodale sous le régime intégriste des Talibans.

pouvoir en tant que nouvelle classe dirigeante fut consolidé, la bourgeoisie rétablit les contraintes de la famille. Pourtant rien n'allait plus jamais être comme avant. La réalité contradictoire de la Révolution française, le bond fantastique que cela représentait dans le domaine des droits individuels, ainsi que les strictes limites imposées à ces droits par le fait que c'était une révolution bourgeoise et non une révolution socialiste, Marx l'a exprimé dans *l'Idéologie allemande* :

« L'existence de la famille est rendue nécessaire par les liens qui l'attachent au mode de production, indépendamment de la volonté de la société bourgeoise. Ce caractère nécessaire se manifeste de la manière la plus frappante dans la Révolution française, où la famille fut, pour un instant, sur le plan légal, pour ainsi dire supprimée. »

Les féministes qui veulent balayer d'un revers de main la révolution bourgeoise comme étant anti-femmes finissent par faire écho à ceux qui justifient le *suttee* (brûler les veuves) en Inde et l'imposition du *tchador* en Iran et en Afghanistan comme autant de « différences culturelles ». Là où la révolution bourgeoise n'a pas triomphé, le statut des femmes est qualitativement inférieur. Il suffit de comparer la condition des femmes aujourd'hui en Europe de l'Ouest avec l'Afghanistan, sous le joug des intégristes islamiques talibans.

Je voudrais donner un tout petit exemple de ce que signifie vivre dans une société dans laquelle une classe montante, vigoureuse, productive – la bourgeoisie – était tenue en échec par des institutions d'un autre âge. La France était un pays catholique. En 1572, des dizaines de milliers de protestants français furent tués lors du massacre de la Saint-Barthélémy, et beaucoup d'autres durent fuir le pays. L'édit de Nantes de 1598 leur garantit le droit de pratiquer libre-

ment leur religion, mais il fut révoqué en 1685. Certains des marchands les plus riches étaient protestants, mais les mariages célébrés par leurs pasteurs n'étaient pas officiellement reconnus. A la mort d'un des époux, des parents éloignés catholiques venaient réclamer l'héritage, parce que légalement il n'y avait pas de conjoint et que les enfants étaient illégitimes. Les protestants et les juifs acceptaient le divorce. En 1769, d'après James Traer dans son livre *Marriage and Family in Eighteenth Century France* [Mariage et famille dans la France du XVIII^e siècle] (1980), un auteur renommé se prononça en faveur du divorce sur la base que « les nations protestantes du nord de l'Europe connaissaient à la fois croissance de la population et prospérité, tandis que les Etats catholiques de l'Europe du sud souffraient d'un déclin de leur population et de la pauvreté ». Mais les conservateurs réussirent à chaque fois à retarder cette loi.

Sous l'ancien régime, les femmes n'avaient droit à absolument rien. La monarchie cherchait en permanence à renforcer, à consolider et à étendre le contrôle exercé par le père sur le mariage de ses enfants. Les femmes reconnues coupables d'adultère étaient condamnées à être fouettées publiquement, ou jetées en prison. Ou bien elles étaient mises au couvent pour la vie. Le mariage était indissoluble – une condamnation à vie. Si vous étiez un homme, vous ne pouviez pas vous marier avant 30 ans sans le consentement de vos parents. Si votre famille avait des propriétés, votre père pouvait obtenir du roi une lettre de cachet, quelque chose comme un mandat d'arrêt illimité, et vous pouviez être enfermé indéfiniment. Si vous épousiez une mineure (moins de 25 ans pour les femmes) sans autorisation, la peine pouvait être la mort pour viol, que la femme soit ou non consentante. Soit dit en passant, les comédiens et comédiennes ne pouvaient pas se marier non plus, parce que leur profession était considérée comme immorale par l'Eglise.

L'aristocratie n'était pas précisément un défenseur du caractère sacré du mariage. On disait à la cour de Louis XIV, plusieurs décennies avant la Révolution, que l'aristocratie considérait la fidélité conjugale avec dédain, comme une marque de mauvais goût, et un visiteur allemand racontait qu'il ne connaissait « aucun exemple d'affection et de loyauté mutuelles ». Je mentionne cela pour montrer comment le mariage était pour les classes supérieures une affaire de propriété. Beaucoup de sans-culottes n'étaient pas mariés du tout. Mais dans le Paris de la Révolution française, les femmes étaient toujours largement dépendantes des hommes pour des raisons économiques (qu'elles soient ou non légalement mariées).

Avant 1792, l'Assemblée nationale avait connu de nombreux débats et plusieurs projets de loi sur le mariage et le divorce. Tous ces projets proposaient de faire du mariage un simple contrat civil. C'est l'Eglise catholique qui faisait obstacle. Les membres du clergé qui refusaient de prêter serment de loyauté furent menacés de déportation. Mais le pape leur interdit de prêter serment, alors beaucoup refusèrent. Certains des députés bourgeois à l'Assemblée étaient déistes ou libre penseurs, pourtant ils n'avaient aucunement l'intention de supprimer la religion : ils étaient presque tous d'accord que la religion, sous une forme ou sous une autre, était nécessaire pour que le peuple reste tranquille. Mais ils se retrouvaient avec un gros problème sur les bras, car les curés de village devenaient les organisateurs de la contre-révolution.

Les curés ne faisaient pas que célébrer les mariages, les baptêmes et les funérailles, ils les enregistraient. Si l'état



Musée Carnavalet

1871 : les combattantes de la Commune de Paris, première incarnation de la dictature du prolétariat

civil était entre les mains de forces hostiles, comment pouvait-on recenser la population ? On ne pouvait même pas savoir s'il y avait assez de conscrits pour l'armée. Quand, en juin 1792, le ministre de la Justice écrivit que la guerre civile déclenchée par l'aristocratie et l'Eglise en Vendée, dans l'ouest de la France, avait complètement perturbé la tenue des archives d'état civil, un député se leva pour proposer d'abolir la cérémonie du mariage, en criant « La liberté ou la mort ! » Dans un certain sens donc, les lois progressistes sur le mariage et le divorce adoptées en septembre, le jour même de la victoire de Valmy, étaient des mesures de guerre.

L'âge de la majorité fut abaissé à 21 ans et le mariage sans consentement parental légalisé. Ceci fut suivi par un décret de juin 1793 qui donnait aux enfants illégitimes le droit d'hériter à la fois de leur mère et de leur père. D'un seul coup, l'institution de la famille perdait une de ses principales fonctions, celle d'être le cadre dans lequel s'effectue le transfert de la propriété d'une génération à l'autre. Le droit d'hériter ne signifiait pas grand-chose pour ceux qui n'avaient pas de propriété, mais les nouvelles lois tendaient aussi à légaliser les « unions libres ». Par exemple, les femmes de soldats par « union libre » pouvaient recevoir des pensions du gouvernement.

Le divorce ne figurait pas en bonne place sur les cahiers de doléances avant la révolution, mais avec la multiplication des pamphlets, l'idée que le divorce était un droit nécessaire dans la société fit aussi son chemin. Il n'arrive probablement pas souvent dans l'histoire qu'une simple loi réjouisse tellement la population féminine. Lorsqu'un certain citoyen Bellepeume se rendit à la mairie pour s'opposer au divorce demandé par sa femme, il s'aperçut qu'elle avait organisé « une multitude considérable de citoyens de tous sexes, mais plus particulièrement de femmes » qui le poursuivirent dans les corridors, le maltraitèrent et déchirèrent ses habits. Pendant l'année qui suivit l'adoption de la loi sur le divorce, les femmes furent à l'initiative de plus de 70 % de tous les divorces. Une femme écrivit à la Convention :

« La citoyenne Gavot, femme libre, vient solennellement rendre hommage à la loi sainte du divorce. Hier, gémissant sous l'emprise d'un mari despote, la liberté n'était qu'un vain titre pour elle. Aujourd'hui rendue à la dignité de femme indépendante, elle adore cette loi bienfaitrice qui rompt les nœuds mal assortis, qui rend les cœurs à eux-mêmes, à la nature, enfin à la divine liberté. J'offre à ma patrie un écu de 6 francs pour les frais de guerre ; j'y ajoute l'anneau d'alliance qui fut jusqu'aujourd'hui le symbole de mon esclavage. »

La Société des républicaines révolutionnaires

La question du statut des femmes dans la société avait été un sujet de débat pendant toute la période des Lumières. L'Encyclopédie, publiée juste avant la Révolution et qui se voulait la somme de toutes les connaissances, contenait quatre articles intitulés « femmes » : un favorable à l'égalité, un ambigu et deux contre. Même dans un ouvrage très radical comme le livre de Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman* [publié en français sous le titre « Défense des droits des femmes »] (1792), le rôle de la femme comme subordonnée à l'homme au sein de la famille n'était pas sérieusement remis en question. Wollstonecraft faisait partie d'un cercle de révolutionnaires démocrates radicaux britanniques qui soutenaient la Révolution française contre la réaction monarchiste anglaise, allant même jusqu'à participer au gouvernement français.

La plupart des penseurs et des auteurs des Lumières se



L'Ouvrière, journal publié par le Parti communiste français au début des années 1920

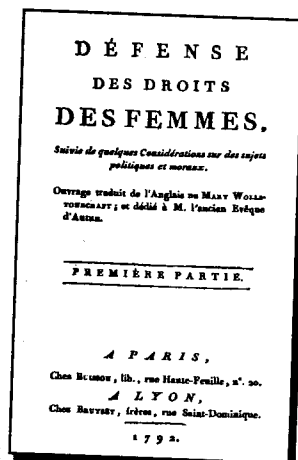
concentraient sur l'éducation des femmes, et c'était à peu près tout. Bien sûr, c'était indéniablement une question très importante, et cela allait à l'encontre des idées dominantes selon lesquelles les femmes étaient inférieures aux hommes et avaient des cerveaux qui fonctionnaient d'une manière inférieure. A l'époque, un tiers seulement environ des femmes françaises savaient lire et écrire. Pendant les années révolutionnaires, vous les trouviez au café du coin, avec leur verre de vin rouge, en train de lire ou d'écouter quelqu'un d'autre lire le dernier discours de Robespierre. La soif de savoir était totalement liée au désir de changer la société. Avant 1777, la France n'avait pas de journal quotidien. Deux ans plus tard, il y avait 35 journaux et périodiques, et en 1789, il y en avait 169. Des milliers de pamphlets politiques sortaient des presses à imprimer.

Un des romans basés sur les recherches publiées ces dernières années montre Condorcet, le philosophe des Lumières qui a écrit des choses fort éloquentes sur les droits des femmes, passant des matinées entières au lit avec sa charmante jeune femme, à lire un texte de Voltaire ou l'équivalent du supplément dominical du *New York Times*, à boire son café au lait et à faire l'amour. Ensuite l'après-midi ils se levaient, allaient se promener dans les jardins et accomplissaient leur très sérieux travail intellectuel. Pas mal, comme vie, n'est-ce pas ? Bien sûr, tout le monde ne pouvait pas en faire autant. Condorcet finit par s'opposer à l'exécution de



John Opie

Mary Wollstonecraft, démocrate radicale britannique, et son livre *Défense des droits des femmes*, publié dans le Paris révolutionnaire de 1792





Progress Publishers

Carte postale russe de 1917 reprenant le mot d'ordre de la Révolution française : « Liberté, égalité, fraternité »

Louis XVI, en donnant comme motif son opposition à la peine de mort.

Les travailleuses de Paris, qui étaient une force motrice de la Révolution, vivaient des vies très différentes. Environ 20 % d'entre elles, 45 000 femmes peut-être, étaient salariées. Dans des villes comme Lyon et Rouen c'était un pourcentage similaire. A cause de la guerre, les femmes réussirent à pénétrer dans des professions traditionnellement masculines ; elles étaient aussi employées dans la couture et en tant que domestiques. Certaines étaient propriétaires de boutiques. Les femmes des soldats au front recevaient des subsides, qu'elles soient légalement mariées ou non. La municipalité de Paris et les clubs politiques établirent des ateliers de couture qui employèrent jusqu'à plusieurs milliers de femmes, pour des salaires misérables d'ailleurs. Ils étaient centralisés par le bureau gouvernemental responsable de la production des uniformes.

C'est parmi ces femmes de la sans-culotterie que la Société des républicaines révolutionnaires fut fondée au printemps 1793. La chocolatière Pauline Léon, que nous avons laissée avec sa pique pendant la marche sur Versailles d'octobre 1789, était une des dirigeantes de cette société. L'actrice Claire Lacombe, qui ajoutait toujours « une femme libre » après sa signature, en était une aussi. Il y avait également Anne Félicité Colombe, qui possédait un atelier d'imprimerie. La typographie était généralement un métier d'homme, elle était donc déjà exceptionnelle en cela. En 1791, elle avait été une des quatre femmes arrêtées quand la garde nationale tira sur les manifestants du Champ-de-Mars qui appelaient au renversement de la monarchie. Colombe imprimait les journaux révolutionnaires de Jean-Paul Marat, *l'Ami du peuple* et *l'Orateur du peuple*. Elle fut traînée en justice pour diffamation, un procès qu'elle devait finalement gagner, et distribua les 20 000 livres de dommages et intérêts aux pauvres de son quartier.

Les femmes n'avaient pas gagné le droit de voter pour élire les députés de la Convention, mais elles jouèrent, notamment après l'établissement de la dictature jacobine en 1793, un rôle à part entière dans les assemblées des sections parisiennes, intervenant, présentant des positions, votant et

se faisant élire déléguées. Elles refusaient d'être « des femmes serviles, des animaux domestiques » comme le disait l'une d'entre elles en mai 1793. Il est intéressant de noter que le droit de porter des armes était une revendication égalitaire souvent avancée. En mars 1792, Pauline Léon avait conduit une députation de citoyennes et présenté à l'Assemblée une pétition qui déclarait :

« Vous ne pouvez nous refuser, et la société ne peut nous ôter, ce droit que la nature nous donne ; à moins que l'on ne prétende que la Déclaration des droits n'a point d'application pour les femmes et qu'elles doivent se laisser égorger comme des agneaux sans avoir le droit de se défendre. »

Les femmes réclamaient le droit de s'armer avec des piques, des pistolets, des sabres et des fusils, et de se rassembler pour manœuvrer sur le Champ-de-Mars. Après moult débats, l'Assemblée décida d'adjoindre la pétition aux minutes, avec mention honorable. Lorsque la guerre éclata, des dizaines de femmes montèrent effectivement au front, et quelques-unes en tant qu'officiers.

La Société des républicaines révolutionnaires soutenait fermement les jacobins en tant que gouvernement révolutionnaire, et soutenait politiquement l'extrême gauche, les Enragés, autour de Jacques Roux, qui parlaient pour les masses populaires. Juste après la fondation de la Société des républicaines révolutionnaires, elles mobilisèrent les masses dans la rue en faveur des jacobins, dont la bataille pour chasser les girondins atteignait alors son paroxysme. A mesure que la fracture s'élargissait, d'après les rapports de police il y avait beaucoup plus de femmes que d'hommes dans les manifestations de rue. Les Républicaines révolutionnaires portaient des tenues militaires et des sabres. Un témoin rapporte qu'elles menèrent une bataille rangée dans la Convention pour reprendre les sièges que leur avaient confisqué des partisans de la gironde, la tendance de droite.

Renversement des acquis sous Thermidor

En octobre 1793, cette société fut l'une des premières organisations interdites par le gouvernement jacobin. Les historiennes féministes dont j'ai parlé tout à l'heure prétendent que ceci prouve que la Révolution française était fondamentalement hostile aux femmes. C'est faux. La Société

fut interdite non parce qu'elle était composée de femmes, mais parce qu'elle était une des expressions les plus radicales des sans-culottes.

Voilà les faits. Les Enragés et la Société des républicaines révolutionnaires luttèrent pour un strict contrôle des prix, notamment sur les produits alimentaires, et pour la limitation des fortunes personnelles. En octobre, les Républicaines révolutionnaires lancèrent une campagne pour forcer toutes les femmes à porter la cocarde révolutionnaire. Elles menèrent cette campagne aux Halles, le marché central de Paris. Les marchandes étaient bien sûr hostiles au « maximum » des prix des produits alimentaires qui venait d'être imposé par le gouvernement jacobin comme concession aux sans-culottes. La question de la cocarde ne fut que le prétexte de la gigantesque bagarre qui s'ensuivit entre les marchandes et les femmes révolutionnaires. Cet affrontement représentait un début de scission dans la base jacobine, et les jacobins prirent le parti des marchandes, et interdirent les Républicaines révolutionnaires.

Les paysans voulaient que les prix des produits alimentaires soient les plus élevés possibles, tandis que les artisans-prolétaires des villes voulaient des prix minimums, et ceci faisait planer le spectre d'une guerre civile que les sans-culottes ne pouvaient pas gagner. Les jacobins auraient pu essayer de négocier un compromis, mais au fond ils ne pouvaient pas satisfaire les revendications conflictuelles des pauvres des villes et de la paysannerie. La Russie révolutionnaire, au début des années 1920, fut confrontée à la « crise des ciseaux », quand les prix des produits manufacturés, rares, montaient, et que les prix des produits agricoles chutaient. Les paysans menaçaient alors de ne plus livrer leurs produits. Le dirigeant bolchévique Léon Trotsky proposa alors une politique d'industrialisation planifiée pour mettre davantage de produits manufacturés à la disposition des paysans et préserver leur soutien à la dictature prolétarienne. A l'époque,

la proposition de Trotsky fut rejetée (pour être appliquée quelques années plus tard à marche forcée par Staline). Mais une telle option était objectivement irréalisable dans le système économique capitaliste de la France pré-industrielle.

A l'automne 1793, les jacobins et la France révolutionnaire étaient dans une situation très délicate. La conscription avait provoqué des soulèvements de masse en Vendée ; il y avait eu des trahisons sur le front ; les armées des monarchies européennes avaient à nouveau envahi la France ; et les provinces girondines faisaient sécession ; Marat, « l'ami du peuple », avait été assassiné par la royaliste Charlotte Corday. Dans ce contexte, les Républicaines révolutionnaires, dans leur zèle révolutionnaire contre les marchandes de la Halle, risquaient d'entraver l'acheminement rapide et régulier de nourriture de la campagne vers les villes, ce qui aurait fait perdre aux jacobins la confiance des masses urbaines.

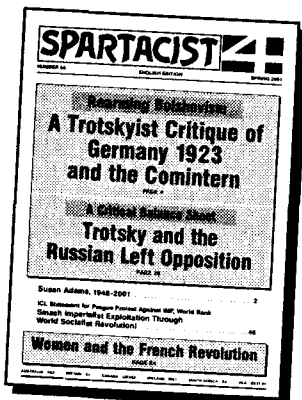
Beaucoup de femmes révolutionnaires restèrent actives en tant qu'individus. Même après son arrestation par le gouvernement jacobin, Claire Lacombe resta loyale à Robespierre. Elle ne renia jamais ce soutien, et après l'exécution de Robespierre elle refusa toujours de faire remarquer qu'elle avait été arrêtée par son gouvernement révolutionnaire, parce qu'elle détestait l'idée de devenir une héroïne des thermidoriens. Les femmes jouèrent un rôle d'avant-garde dans le dernier soulèvement de la Révolution française, au printemps 1795, après Thermidor. Le cri de ralliement était « du pain et la Constitution de 1793 ! »

Les historiennes féministes modernes pensent que le rôle des femmes qui sont sorties des « caves et des catacombes » est resté en grande partie dans l'ombre à cause des attitudes patriarcales qui prévalent dans la société. Ou bien elles cherchent à montrer que les femmes sont intervenues seulement sur des « questions de femmes », principalement les pénuries alimentaires. Bien qu'il y ait du vrai dans ces observations, elles passent à côté de la question fondamentale.

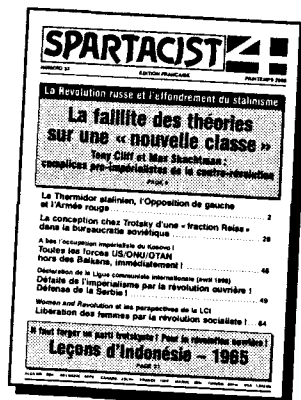
SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, Spartacist est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



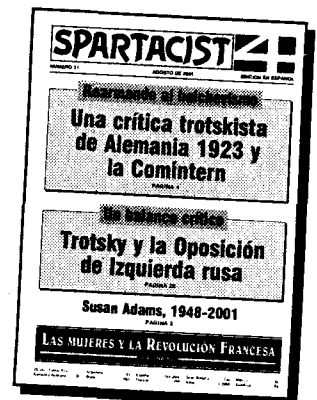
English edition No. 56
(64 pages) US \$1.50



Edition française n° 33
(64 pages) 10FF



Deutsche Ausgabe Nr. 22
(64 Seiten) DM 3,—



Edición en español No. 31
(64 páginas) US \$1

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

La majorité des femmes actives dans la Révolution française se sont battues et organisées non pas en tant que femmes, mais en tant que *révolutionnaires*. Et comme l'a montré la marche sur Versailles d'octobre 1789, qui avait ramené le roi à Paris, ce n'était pas simplement la question du pain qui les motivait.

Thermidor a marqué la fin de la phase radicale de la Révolution, et les femmes ont été parmi les premiers à en ressentir les effets. C'était particulièrement vrai pour les femmes divorcées, qui sous les conservateurs thermidoriens avaient du mal à trouver du travail et à subvenir à leurs besoins. La « ruine de la société » et le « torrent de corruption qui avait envahi les villes, et notamment Paris » pendant la Terreur et les mois qui suivirent, furent imputés au divorce. La preuve d'un mariage légitime devint obligatoire pour les femmes de soldats qui demandaient à recevoir une aide. Après mai 1795, la Convention ôta aux femmes « le droit d'assister à toute assemblée politique », leur enjoignit de rentrer chez elles, et ordonna « la mise en état d'arrestation [...] de celles qui seront trouvées dans les rues, attroupées au-dessus de cinq ».

Le Code Napoléon marqua un recul supplémentaire des acquis des femmes. Il paraît que la seule partie des délibérations sur le Code Napoléon à laquelle assista Bonaparte fut celle consacrée au Code de la famille, promulgué en 1804. Le Code de la famille faisait à nouveau des femmes des mineures du point de vue de la loi, en stipulant qu'elles devaient avoir l'accord de leur mari pour tous les contrats, ainsi que dans d'autres domaines. En 1816, un an après le renversement de Napoléon et la restauration de la monarchie, le divorce fut aboli.

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

Je voudrais brièvement montrer la continuité révolutionnaire qui part de la Révolution française et traverse tout le XIX^e siècle. La Révolution française, portée par les armées de Napoléon, introduisit les premières idées d'égalité des femmes dans la Russie tsariste, un pays affreusement arriéré. Après la défaite de Napoléon, Paris fut occupé pendant un temps par des troupes russes. Un certain nombre de jeunes officiers passèrent beaucoup de temps dans les cafés, parlant aux gens de ce qui s'était passé ; ils retournèrent ensuite à Saint-Petersbourg et dirigèrent le soulèvement décembriste contre l'autocratie tsariste en 1825. Ils luttaient, entre autres choses, pour l'égalité des femmes.

L'origine des toutes premières idées communistes, ce sont les analyses que développèrent certains jacobins radicaux emprisonnés après la défaite de la dictature jacobine. Des révolutionnaires comme Gracchus Babeuf, qui organisa la Conspiration des Egaux, et Philippe Buonarroti, arrivèrent à la conclusion que c'était la propriété privée qui était la cause de l'oppression. Ils ont été le lien vivant avec Marx et Engels, qui en 1848, alors qu'une nouvelle vague révolutionnaire déferlait sur l'Europe, publiaient le *Manifeste du Parti communiste* dans lequel ils déclaraient : « La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. » En France, on avança un programme pour l'émancipation des femmes qui appelait à remplacer l'esclavage domestique par des services socialement organisés et financés. J'ai retrouvé ce programme de 1848 reproduit dans *l'Ouvrière*, un journal pour les femmes publié par le Parti communiste français au début des années 1920.

Dans la Commune de Paris, en 1871, les femmes jouèrent encore une fois un rôle extrêmement important. Marx qualifiait la Commune de première réalisation de la dictature du prolétariat, même si elle dura moins de trois mois. La presse réactionnaire appelait les femmes de la Commune de Paris les « pétroleuses » ; et un correspondant du *Times* de Londres écrivit même : « Si la nation française n'était composée que de femmes, quelle terrible nation ce serait. » Mais Marx les salua : « Les femmes de Paris joyeusement donnent leur vie sur les barricades et devant le peloton d'exécution » (*la Guerre civile en France*). Quand le pouvoir capitaliste français écrasa finalement la Commune après une résistance héroïque, il massacra au moins 30 000 personnes en une semaine, et des milliers d'autres furent envoyées dans des colonies pénitentiaires.

Aujourd'hui, la France bourgeoise est une puissance impérialiste, la prise de la Bastille le 14 juillet y est célébrée comme une glorification chauvine de la « grandeur de la France » – à peu près comme le 4 juillet ici –, tandis que les atrocités coloniales sont perpétrées au son de *la Marseillaise*, l'hymne autrefois révolutionnaire.

Nous, trotskystes, savons qu'il faudra une révolution socialiste mondiale pour en finir avec les institutions qui sont à la racine de l'oppression des femmes. Dans notre combat pour reforcer la Quatrième Internationale de Léon Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste, et pour diriger de nouvelles révolutions d'Octobre sur toute la planète, ce sont ces mots extraits du document de fondation de la Quatrième Internationale, le Programme de transition de 1938, qui nous guident : « Les sections de la IV^e Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice. » Rejoignez-nous ! ■

COLLECTION COMMÉMORATIVE SUSAN ADAMS

En l'honneur de notre camarade Susan Adams, la Prometheus Research Library (PRL – Bibliothèque de recherche Prométhée) crée une collection spéciale en hommage à son engagement de toute une vie dans le combat pour la libération des femmes par la révolution socialiste. La PRL, le centre d'archives de la Spartacist League des Etats-Unis, sollicite des contributions afin d'enrichir sa collection de documents actuels ou de documents d'archives du mouvement ouvrier sur la question femmes, en particulier ses aspects internationaux. Cette collection spéciale permettra à nos camarades et à d'autres chercheurs qui la consultent de poursuivre l'étude de cette question d'une grande importance pour les marxistes. Ceux qui souhaitent faire une contribution peuvent envoyer un chèque, établi à l'ordre de Spartacist avec la mention « Susan Adams Memorial Fund », à l'adresse suivante : Box 1377 GPO, New York, NY 10116, Etats-Unis.

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Site Web : www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £4

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST CANADA 

English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste
\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands
4 Ausgaben: DM 8,—
Auslandsabo: DM 15,— Übersee Luftpost: DM 20,—

Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
4 numéros: 20FF Hors Europe: 30FF (avion: 40FF)
Etranger: mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à International Communist League
New York, USA

Legia trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Legia trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 + supplemento: L. 5.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

スパルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Abonnement (2 ans): ¥500 International: ¥1000

Grupo Espartaquista de México

Roberto García, Apdo. Postal No. 1251, Admón: Palacio Postal 1
C.P. 06002, México D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/Mex\$12 (por correo)
Extranjero: US \$4/4 (via aérea) US \$2/4 (via terrestre/marítima)

Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévik, Paris, France

Бюллетень Спартаковцев

Spartakusowska Grupa Polski

Ecrire au Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, Berlin

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
Cztery kolejne numery: 6,- zł

Spartacist South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa
R10/4 issues

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

Femmes et Révolution



LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



Bulloz

Octobre 1789 : armées de piques, l'« arme du peuple », les femmes de Paris marchent sur Versailles pour mettre fin à l'activité contre-révolutionnaire du roi et demander du pain.

Nous publions ci-dessous une version revue pour publication du rapport que notre camarade Susan Adams avait donné en mars 2000 à New York lors d'un meeting de la Spartacist League/U.S. à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Cette présentation fut publiée pour la première fois dans Workers Vanguard n° 752 du 16 février 2001.

Susan, qui est décédée en février (Cf. page 2), dirigea longtemps la section française de la LCI. Durant toute sa vie de communiste, elle se passionna pour l'histoire et la culture, et mit cette passion au service de Women and Revolution, dont elle était membre du comité de rédaction, quand cette revue existait.

La Journée internationale des femmes remonte à mars 1908. Ce jour-là, il y eut une manifestation de travailleuses de la confection, ici à Manhattan. Ces femmes manifestaient contre le travail des enfants, pour la journée de huit heures et pour le droit de vote des femmes. Le 8 mars est alors devenu une journée internationale célébrant la lutte pour les droits des femmes. Quelques années plus tard, à l'occasion de la Journée internationale des femmes de 1917, en pleine guerre mondiale, 90 000 ouvriers de textile, dont beaucoup de femmes, se mirent en grève à Pétrograd (Saint-Petersbourg), la capitale de l'empire tsariste russe. Venant des couches les

plus défavorisées de la société, ce sont ces prolétaires, opprimés parmi les opprimés, qui ont ouvert les vannes de la lutte révolutionnaire conduisant à la révolution d'Octobre, où les idées de Marx sont devenues pour la première fois une réalité vivante.

L'Etat soviétique c'était la dictature du prolétariat. Il promulgua immédiatement des lois qui faisaient du mariage et du divorce de simples procédures civiles ; il abolit la notion juridique d'enfant illégitime et toutes les discriminations contre les homosexuels. Il prit des mesures qui étaient autant de premiers pas visant à remplacer l'esclavage domestique des femmes : il établit des cantines, des blanchisseries et des crèches afin de permettre aux femmes d'entrer dans le monde de l'emploi productif. Dans une situation de pauvreté et d'arriération extrêmes, ces mesures ne pouvaient être mises en œuvre qu'à une échelle très limitée. Mais elles remettaient en cause l'institution de la famille. C'était les premières étapes vers la libération des femmes. L'économie planifiée et collectivisée jetait les bases d'immenses progrès économiques et sociaux. Pleinement intégrées dans l'économie en tant que salariées, les femmes atteignirent un degré d'indépendance économique qui finit par être considéré comme

suite page 52